

Sommaire



➤ Éditorial du Directeur du CDEC

Le Général Pascal FACON

Relire Foch _____ p. 3

➤ Articles d'intérêt général

Note d'information _____ p. 5

Hommage au Général André Bach (1943-2017) _____ p. 6

Par le Lieutenant-colonel Christophe GUÉ

➤ Histoire militaire

Chemin des Dames: responsabilités du pouvoir politique _____ p. 9

Par le Colonel (er) Henri ORTHOLAN

La suprématie militaire japonaise: chute de la Malaisie _____ p. 13

Par le Capitaine (Air) (R) Jonathan Jay MOURTONT

➤ Dossier: le Maréchal Foch

Le témoignage imaginaire de Ferdinand Foch _____ p. 17

Relire Foch _____ p. 19

Par le Général (2S) Gilles BEMELMANS

Le Lion et le Tigre: relations du Maréchal avec le politique _____ p. 21

Par Monsieur Matthieu MEISSONNIER

Foch en 1918: commandement interallié et art opératif _____ p. 25

Par le Lieutenant-colonel (H) Claude FRANC

Concentration des efforts et rapport de force _____ p. 28

Par le Lieutenant-colonel Emmanuel DUBOIS

La pensée de Foch à l'épreuve de Scorpion _____ p. 33

Par le Colonel Nicolas AUBOIN

Et si le vrai principe de Foch était la sûreté? _____ p. 36

Par le Colonel François BORDIER

Principes pédagogiques de Foch au profit des jeunes officiers _____ p. 39

Par le Colonel Fabrice CLÉE

➤ Libres opinions¹

Pourquoi la guerre serait-elle plus complexe aujourd'hui qu'hier? _____ p. 45

Par le Chef d'escadron Stéphane JAY

➤ Nouvelles de l'étranger

Forces terrestres chinoises en déni d'accès et interdiction de zone _____ p. 50

Par Monsieur Léon MALCOLM

➤ Fiche de lecture

Pourquoi la dissuasion _____ p. 56

De Nicolas ROCHE

¹ Comme son nom l'indique, cette rubrique comporte des articles qui n'engagent que leurs auteurs.

➤ **Bibliographie**

Guerre secrète en Suisse (1914-1918). Espionnage, propagande et influence — p. 58
Du Lieutenant-colonel Olivier LAHAIE

Éditorial du Directeur du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement



Le Général Pascal FACON

Relire Foch

En complément du grand colloque de pensée militaire intitulé «Cent ans après 1918: vaincre au XXI^{ème} siècle», qui aura lieu le 06 février 2018 à l'École militaire, ces *Cahiers* ont pour objectif d'inviter à mieux connaître l'œuvre de Ferdinand Foch, maréchal de France, penseur militaire et artisan de la victoire lors de la Grande Guerre.

- **Foch, le penseur**

Professeur de tactique générale, puis directeur de l'École de guerre de 1908 à 1911, Foch est donc la figure tutélaire du CDEC actuel. Il incarne également le creuset de pensée militaire que doit être l'École militaire. De ses cours et des confrontations pédagogiques fécondes qu'ils engendrent, naîtra en effet l'ouvrage désormais classique «*Des principes de la guerre*», souvent cité mais rarement lu en détail. On peut dire sans emphase que les principes de Foch structurent la pensée militaire française moderne, comme l'avaient fait au XVIII^{ème} siècle les ouvrages de Folard, du Maréchal de Saxe ou de Guibert. Cadre conceptuel tout autant qu'outil d'analyse, ils conservent toute leur pertinence aujourd'hui.

- **Foch, le chef de guerre**

Nouvellement élevé à la dignité de maréchal de France, Foch, «généralissime du front de l'ouest» avec pour mission de coordonner l'action des armées alliées, a en charge l'offensive victorieuse qui met un terme à la Première Guerre mondiale. Il y met alors en œuvre avec succès ses principes basés sur l'offensive manœuvrière, en s'appuyant sur la nouvelle donne tactique (transmissions, petites unités d'assaut, chars) et stratégique (engagement américain). Comme l'a brillamment montré Claude Franc dans «*Verdun: pourquoi l'armée française a-t-elle vaincu?*», les principaux «ingrédients» de la victoire française furent le courage des Poilus et une pensée militaire qui sut se remettre en cause après l'échec de l'offensive à outrance.

- **2018: le Cours supérieur interarmes nouvelle génération**

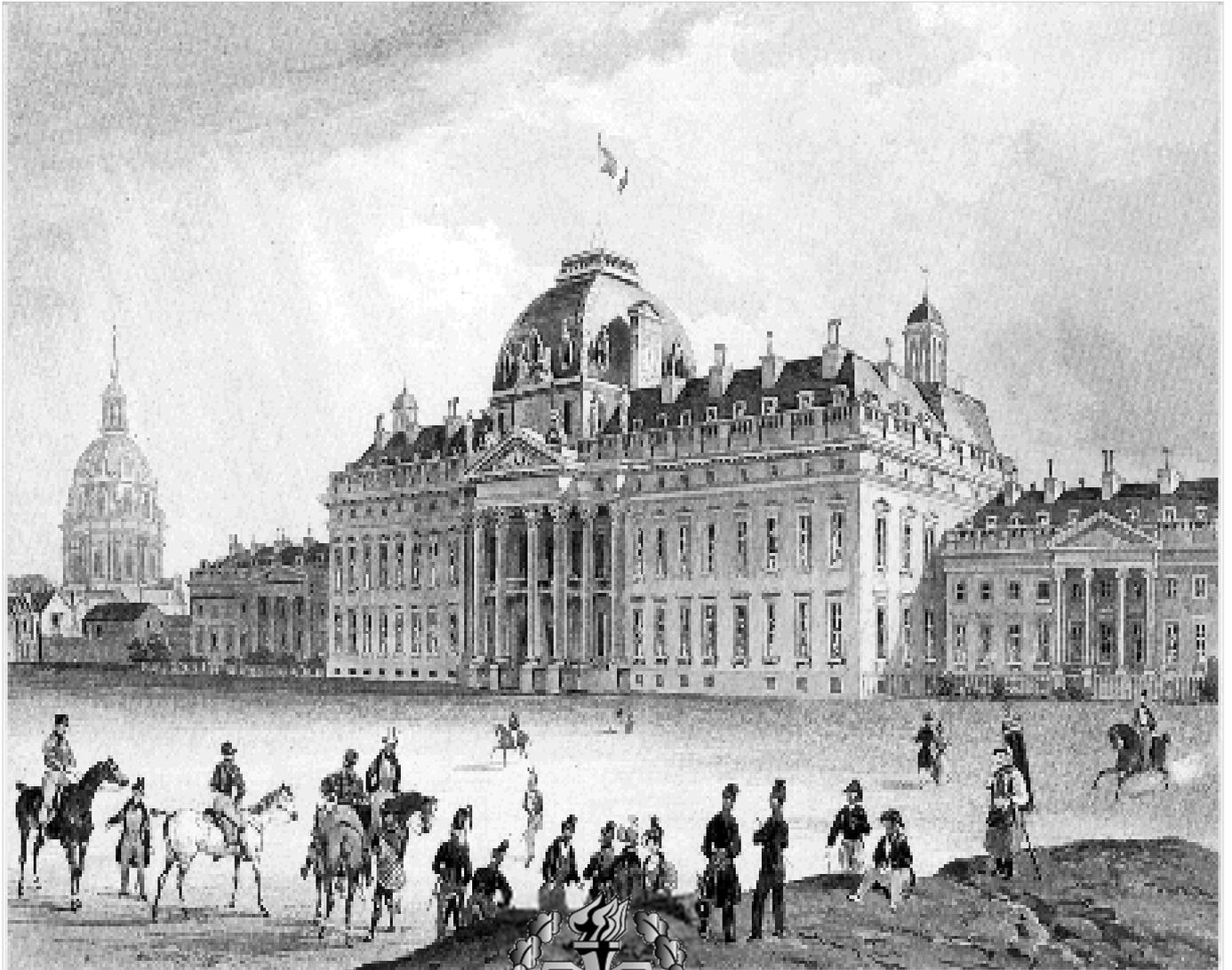
L'ambition du président de la République est d'avoir les chefs de «la première armée d'Europe et de la deuxième du monde occidental» pour commander et conduire des opérations longues, de plus en plus complexes et potentiellement de haute intensité. Outre l'anniversaire historique évoqué plus haut, 2018 sera aussi l'année de re-création d'un enseignement du commandement à un an pour les futurs brevetés Terre, afin de répondre à cette ambition. «Pour pouvoir un peu, il faut savoir beaucoup, et bien», écrivait justement Foch, dont les deux facettes symbolisent l'objectif de cette école: former des chefs de guerre, c'est-à-dire des tacticiens et des leaders capables de penser en stratèges et qui contribueront directement à la vivacité de la pensée militaire française.

Rendons hommage à ce grand soldat, qui repose aux Invalides, et relisons ce grand classique afin d'en tirer le plus grand profit pour penser la guerre de demain et y préparer nos futurs chefs.

Bonne lecture.



Articles d'intérêt général



Note d'information

Cher lecteur,

Comme vous avez pu le constater dès sa couverture, ce *Cahiers de la pensée mili-Terre n° 50* est le premier à thématique, véritable fil rouge ou ligne éditoriale, intitulé «**Relire Foch au XXI^{ème} siècle**». Cette orientation éditoriale forte sera désormais systématique. Les thèmes retenus annuellement feront l'objet d'une définition (cf. C49 pour les thèmes 2018)

Vous pouvez tout à fait avoir une autre vision du thème et vouloir proposer un autre angle. Vos réactions seront regroupées au sein du n° 52, à adresser à : cahierspenseemiliterre@gmail.com

Pour rappel, les prochains numéros auxquels vous pouvez participer seront consacrés à :

- **N° 52 - La guerre au prisme de la notion de distance** (*contributions attendues pour le 1er juin 2018*)

«Le danger n'est pas que les ordinateurs commencent à penser comme nous, mais que nous commençons à penser comme eux: l'intelligence artificielle que nous créons pourrait devenir la nôtre»¹.

Cette thématique de la distance pourrait être étudiée via trois approches principales. D'abord la distance géographique avec le rapprochement de la menace sur le territoire européen et la présence d'une menace sur notre territoire national. Ensuite, la distance technologique via les capacités de frappe dans la profondeur, la robotique, les drones, l'intelligence artificielle, etc. Tous ces moyens qui permettent d'éloigner l'homme du champ de bataille et, peut-être, de le déshumaniser. Enfin, il y a la distance que provoque la guerre par *proxy*, l'utilisation de partenaires pour mener des combats que nous ne voulons, ou ne pouvons plus mener.

- **N° 53 - L'actualité de Lyautey** (*contributions attendues pour le 1er septembre 2018*)

« Envisager [...] le rôle de l'officier sous cet aspect nouveau d'agent social appelé par la confiance de la patrie moins encore à préparer pour la lutte les bras de tous ses enfants qu'à discipliner leurs esprits, à former leurs âmes à tremper leurs cœurs [...] ».

Il est intéressant ici de s'interroger sur la pertinence des principes posés par Lyautey en 1891 dans le *Rôle social de l'officier*, notamment au moment où se pose la question du renouveau d'une forme de service national. Par ailleurs, les réflexions de Lyautey dans le domaine des « affaires indigènes » à l'époque, qui nous renvoient sûrement à des problématiques que rencontre aujourd'hui l'assistance militaire opérationnelle et les affaires civilo-militaires aujourd'hui. Enfin, en particulier autour de son rôle au Maroc, Lyautey, c'est aussi la question des rapports entre le chef militaire et l'autorité politique.

La rédaction



¹ Nicholas Carr, *"The Big Switch"*, Norton and co., 2009, p.229.

Hommage au Général André Bach (1943-2017)¹

Par le Lieutenant-colonel Christophe GUÉ²

Déjà attiré par l'histoire, alors qu'il était lycéen, le Général André Bach a vu son inclination pour cette matière s'affirmer à Saint-Cyr au contact d'Henry Contamine et en lisant Guy Pedroncini. La maîtrise d'histoire qu'il effectua dans le cadre de sa formation d'officier breveté et les trois années où il exerça les fonctions de professeur d'histoire et de stratégie de l'École supérieure de guerre le confortèrent dans cette inclination.

Sa passion pour la Première Guerre mondiale fut cependant plus tardive: elle remonte à la découverte des archives du Service historique de l'armée de Terre (SHAT) sur ce conflit, alors qu'il était depuis peu à sa tête. La question des mutineries de 1917, pendant lesquelles le nombre des fusillés avait pourtant été limité par rapport aux exécutions des années précédentes, venait alors d'être remise à l'ordre du jour par Lionel Jospin à l'occasion de la commémoration du 80^{ème} anniversaire de l'armistice de 1918.

Depuis, le Général Bach n'a jamais cessé de travailler sur la Grande Guerre, faisant ainsi progresser de manière décisive la connaissance historique sur les fusillés et la justice militaire, ainsi que sur le haut commandement et les opérations. Les compétences d'historien qu'il possédait déjà, conjuguées à son expérience du commandement et de la communication, furent pour lui un atout non négligeable dans les travaux qu'il entreprit alors qu'il était à la tête du SHAT et, surtout, après son passage en deuxième section.

Ne se satisfaisant pas des débats d'idées artificiels (consentement vs contrainte) qui avaient cours parmi les historiens de la Première Guerre mondiale, il entreprit des recherches approfondies sur le fonctionnement de l'institution militaire avant et pendant le conflit, en recoupant les archives officielles avec les témoignages privés, largement utilisés, et en recourant avec succès à l'histoire quantitative grâce à la réalisation d'une base de données sur les militaires jugés par les tribunaux militaires. Associant de nombreux chercheurs – membres du SHAT, puis bénévoles – à son projet, il mit sur pied une équipe dynamique et constitua un réseau grâce auxquels d'importants résultats furent obtenus. Ils ont été publiés dans des ouvrages qui font référence, ainsi que sur le remarquable site Internet *Prisme14-18*³.

Dans ses travaux, le Général Bach a mis en relief l'ampleur de la répression menée par la justice militaire pour permettre au commandement de garder en main les troupes ébranlées par les terribles échecs subis en 1914 et 1915. Rejetant le point de vue de ceux qui considéraient ces fusillés «pour l'exemple» comme un «détail», en comparaison des pertes considérables subies quotidiennement par les armées françaises, il n'a pas pour autant été favorable à une réhabilitation d'ensemble des condamnés, estimant que cela aurait constitué une injustice vis-à-vis de tous ceux qui étaient morts pour la France.

S'il fut en outre surpris par l'aveuglement manifesté par le haut commandement et plus particulièrement par le G.Q.G. pendant les premières années de la guerre, il n'en refusa pas moins d'attribuer à l'ensemble des généraux la faillite du plan XVII et des offensives de l'année 1915, ainsi que les excès de la justice militaire. De telles simplifications auraient en effet été contraires aux résultats de recherches mettant en lumière la diversité des points de vue en matière d'opérations et de commandement, qui faisaient en outre ressortir la responsabilité du pouvoir politique dans l'impréparation des armées françaises et la sévérité de la répression que favorisèrent les échecs.

Cela n'empêcha pas pour autant le Général Bach de juger excessives les réactions de défenseurs du Grand Quartier général (G.Q.G.), pour lesquels ce dernier aurait permis à l'armée française de s'adapter de manière continue et exemplaire aux réalités de la guerre moderne, faisant ainsi d'elle «la meilleure du monde». À contre-courant des idées reçues, il confirma l'importance du choc des événements, déjà souligné par Guy Pedroncini, dans le tournant qui fut pris à la mi-1917, avec la mise en place du 3^{ème} G.Q.G. du Général Pétain.

Peu soucieux de plaire, le Général Bach a mené ses travaux avec la conviction qu'il ne serait pas possible de surmonter les oppositions et d'aller de l'avant sans une progression significative de la connaissance historique. Pour cet homme, qui avait noué des contacts dans tous les milieux, et qui avait été séduit par l'idée des Britanniques d'accorder le pardon de la nation aux fusillés à défaut de les réhabiliter, la reconnaissance de la vérité historique dans toute sa complexité était indispensable. Elle l'était pour que des familles de fusillés, qui subissaient les conséquences de faits dont elles ignoraient souvent jusqu'à l'existence, soient apaisées; aussi bien que pour désarmer l'antimilitarisme de plusieurs ligues et fédérations. Elle l'était également pour que l'institution militaire, quittant une attitude parfois défensive, admette que le haut commandement n'était pas omniscient. Elle l'était enfin pour que le pouvoir politique puisse tirer de véritables leçons du passé.

À ses yeux, cette capacité à se remettre en cause était également indispensable pour que l'enseignement de l'histoire militaire au profit des jeunes générations d'officiers soit bien assuré.

Espérant que le centenaire de la Grande Guerre permettrait d'aller dans le sens qu'il souhaitait, le Général Bach regretta que la question des fusillés soit de nouveau replacée au centre des débats avec l'idée d'une réhabilitation générale de ces derniers, et

¹ Cet hommage a été publié dans la Revue historique des Armées (n°287, été 2017)

² Professeur d'histoire militaire du cours supérieur interarmes

³ <http://prisme1418.blogspot.fr/>

que l'histoire soit subordonnée à une mémoire soumise à des préoccupations immédiates, sans que des travaux permettant de dépasser les oppositions voient le jour au sein du ministère de la Défense. N'hésitant pas à s'exprimer à ce sujet dans plusieurs revues, dont la *Nouvelle Revue d'Histoire*, il n'en proposa d'ailleurs pas moins d'apporter son aide à différents projets institutionnels et, notamment, à la mise en ligne des dossiers des militaires jugés par les tribunaux militaires.

Son concours n'ayant pas été retenu, les travaux entrepris souffrirent d'erreurs de nature à relancer les polémiques. Ainsi, les 1.008 dossiers publiés sur Internet concernaient des espions et des civils ayant commis des crimes de droit commun, à côté de 639 militaires exécutés pour « désobéissance », sans qu'il soit possible d'obtenir les listes de fusillés appartenant aux différentes catégories⁴.

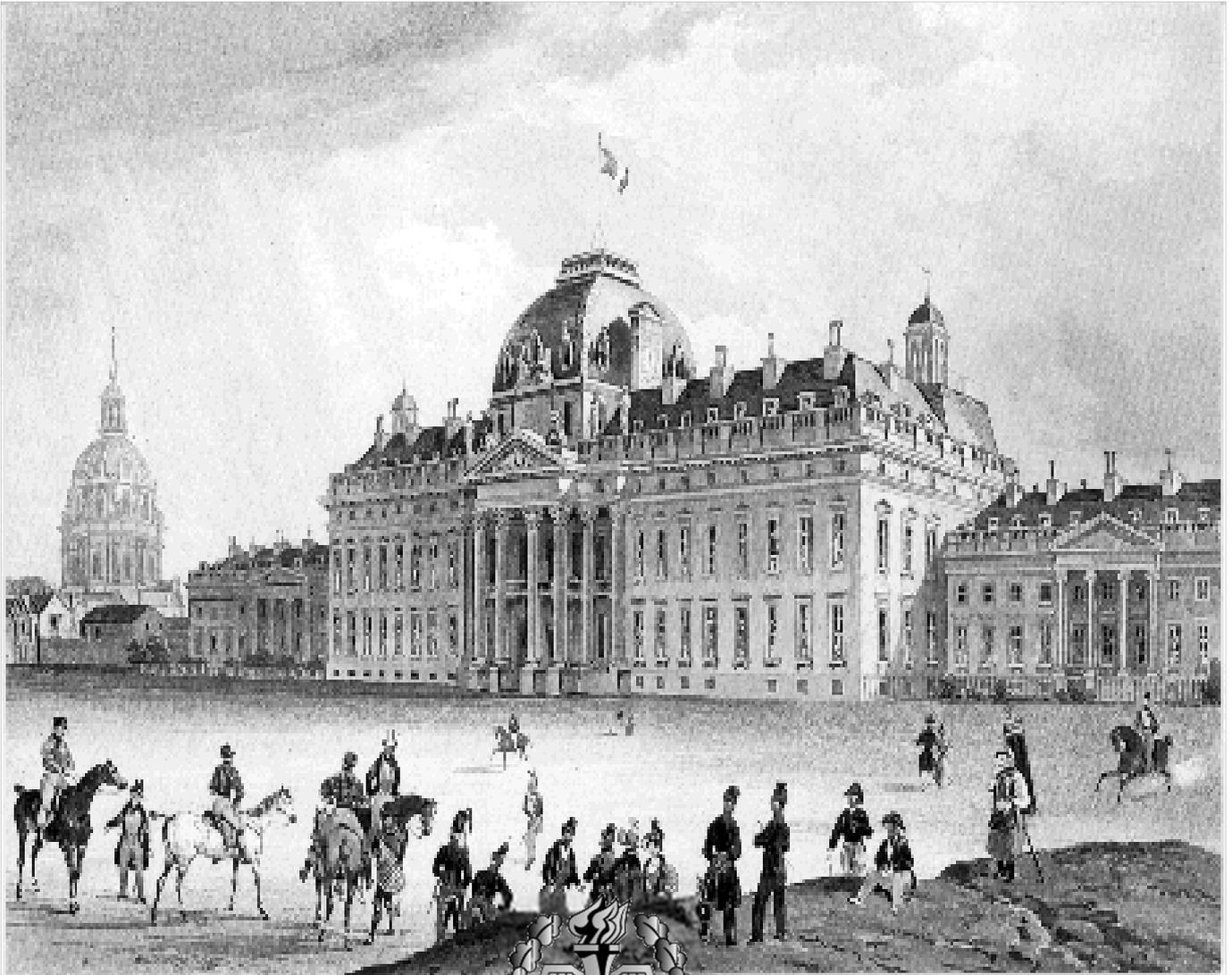
Disparu prématurément, le Général Bach n'a malheureusement pas eu la possibilité de mener à leur terme tous les travaux qu'il avait commencés où qu'il comptait entreprendre.

L'exemple de désintéressement et d'enthousiasme donné par cet officier historien d'un accès facile et d'une grande simplicité, aussi modeste que généreux, qui, malgré sa terrible maladie, a lutté jusqu'au bout pour faire avancer les projets auxquels il croyait, a suscité admiration et respect dans de nombreux milieux, souvent très différents, et n'a pas fini de porter des fruits, comme en témoignent les innombrables messages de reconnaissance et de sympathie suscités par la nouvelle de son décès.



⁴ À moins d'étudier un à un les dossiers des intéressés, qui ont été mis en ligne sur le site Mémoire des Hommes.

Histoire militaire



Le Chemin des Dames: responsabilités et dérobades du pouvoir politique

Par le Colonel (er) Henri ORTHOLAN¹

Pourquoi le Chemin des Dames? La question mérite d'être posée, non à cause de son échec, mais à cause du contexte qui a motivé l'opération. Si l'opprobre de cet échec est retombé sans le moindre partage sur le Général Nivelle, le Colonel (er) Henri Ortholan s'intéresse aux responsabilités du pouvoir politique

Pourquoi le Chemin des Dames? La question mérite d'être posée, non à cause de son échec, mais à cause du contexte qui a motivé l'opération. Si l'opprobre de cet échec est retombé sans le moindre partage sur le Général Nivelle, il serait bon de s'intéresser aux responsabilités du pouvoir politique.

En novembre 1916, l'armée française sortait victorieuse de la bataille de Verdun et, dans une moindre mesure, de celle de la Somme. La question se posait alors de savoir quelle suite il fallait donner au conflit. À l'initiative de Joffre, un point de situation fut fait lors de la conférence interalliée tenue à Chantilly le 15 novembre pour étudier un plan général pour l'année suivante. Finalement, on décide «que, dès le commencement de l'année 1917, une offensive générale serait prononcée sur tous les fronts, avec le maximum de moyens disponibles». En ce qui concerne celui de l'ouest, les armées britanniques et françaises attaqueraient sur un très large front, d'Arras à l'Oise.

Or, en cette fin de l'année 1916, malgré le succès de Verdun, la situation de l'Entente et de ses alliés n'est pas très bonne. La Serbie, totalement envahie par les puissances centrales, est hors-jeu depuis plus d'un an. La Roumanie, qui s'est rangée aux côtés de l'Entente en août, vient de subir une défaite de première grandeur. Au terme de sa neuvième offensive sur l'Isonzo, l'Italie n'est toujours pas parvenue à obtenir un succès significatif sur l'Autriche-Hongrie. Et puis, et c'est le plus inquiétant, la Russie commence à donner des signes de faiblesse. Malgré les impressionnants succès initiaux remportés sur l'armée austro-hongroise, l'offensive Broussilov déclenchée le 4 juin 1916 s'est essouffée et a fini par être contenue, en septembre, par l'armée allemande. Non seulement l'échec en lui-même, mais aussi le coût de cette offensive, un million d'hommes, commence à semer le doute dans les rangs de l'armée russe, dont la confiance vis-à-vis du tsar se trouve profondément ébranlée. Il apparaît que, tôt ou tard, la Russie risque de sortir du conflit. Par voie de conséquence, les armées allemandes victorieuses du front oriental iront se reporter sur celui de l'ouest.

Enfin, le poids de l'opinion publique se fait sentir de plus en plus auprès du gouvernement français.

Implicitement, la question se pose donc, pour la France essentiellement, de sortir de la guerre avant que la Russie ne s'effondre et avant que, peut-être, les États-Unis n'interviennent. Tant qu'elle dispose des moyens qui le lui permettent, il lui faut absolument obtenir un succès décisif à l'ouest.

C'est dans un tel contexte que, moins d'un mois après la conférence de Chantilly, le 9 décembre, le gouvernement français démissionne et qu'un nouveau cabinet est constitué. Le Général Lyauté en devient ministre de la Guerre. Le premier acte du nouveau gouvernement est d'organiser un «comité de guerre», composé de cinq membres réunissant le président du Conseil, les ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Armement, comité chargé «d'étudier et de trancher rapidement toutes les questions concernant la guerre».

Quelques bouleversements font suite à ces décisions. Par décrets des 12 et 13 décembre, le haut commandement est réorganisé. Le Général Nivelle remplace Joffre à la tête des armées du Nord et du Nord-Est, et l'armée d'Orient, qui dépendait directement de ce dernier, relève à nouveau directement du ministre de la Guerre. Le vainqueur de la Marne n'exerce plus aucun rôle actif dans la conduite des opérations et, bien que toujours général en chef des armées françaises, il n'est plus que conseiller technique militaire du gouvernement et membre consultatif du comité de guerre. En un mot, c'est au ministre de la Guerre qu'est désormais confiée, pour la France, la direction générale de la guerre, alors qu'elle n'avait dépendu que de Joffre jusqu'alors. En outre, le gouvernement n'a pas jugé utile de l'avertir de la nomination de Nivelle! Finalement, il démissionne le 26 décembre.

En désignant Nivelle, le gouvernement voulait répondre à un contexte politique tendu et à celui de relations difficiles avec le haut commandement. Depuis le redressement de la Marne, dont personne ne lui contestera la paternité, toutes les offensives que Joffre avait lancées jusqu'à 1916 n'avaient donné aucun résultat, au prix cependant de pertes considérables. Il lui était reproché aussi de n'avoir pas su prévenir l'offensive allemande sur Verdun. Par ailleurs, son attitude consistant à écarter systématiquement le monde politique de ses décisions opérationnelles le lui avait largement aliéné.

Aussi, le remaniement, voire le bouleversement ministériel du 9 décembre était l'occasion pour le gouvernement de reprendre la main à tout point de vue. En revanche, quel successeur trouver à Joffre? On aurait pu penser à Pétain, peut-être Castelnau, ou

¹ Adhérent de l'Association des ingénieurs diplômés des écoles militaires d'infrastructure, entité associée à Minerve

Foch... Poincaré et Briand s'accordent sur Nivelles. Il est vrai que celui-ci vient de reprendre haut la main devant Verdun les forts de Vaux, le 24 octobre, et de Douaumont, le 2 novembre, même s'il doit ces deux succès largement au Général Mangin. Nivelles paraît être donc l'homme de la situation; c'est un offensif, qualité que l'on ne retrouve pas chez Pétain. Et Castelnaud et Foch ont sans doute le tort d'avoir été trop liés à Joffre. Par ailleurs, Nivelles paraît avoir «la méthode» après les affaires réussies de Verdun, méthode qu'il suffirait, pense-t-on, de généraliser à un large front d'attaque.

Polytechnicien, le Général Nivelles a commencé la guerre comme colonel, au même titre que Pétain. En août 1914, il commandait un régiment d'artillerie à la tête duquel il s'était particulièrement illustré en Alsace. Ensuite, comme Pétain, il n'avait cessé de monter en grade, prenant le commandement d'une brigade, puis d'une division, puis d'un corps d'armée, enfin d'une armée, la 11^{ème}, que commandait avant lui le Général Pétain. Il y avait quelque chose de comparable dans l'ascension de ces deux hommes².

Dès sa prise de commandement, Nivelles fait connaître son intention de remanier le plan convenu à Chantilly le 15 novembre précédent. Au lieu de prononcer un effort d'ensemble sur le front qui s'étendait d'Arras à l'Oise, il supprime une opération prévue au sud de la Somme pour pouvoir porter l'effort principal sur le front de l'Aisne, c'est-à-dire celui correspondant au Chemin des Dames. Les Britanniques lanceraient une offensive sur Cambrai, le groupe des armées du Nord sur Saint-Quentin, ces deux offensives étant simplement destinées à fixer l'ennemi.

L'enjeu est tel cette fois pour le pouvoir politique que Nivelles n'a pas les coudées franches dont bénéficiait son prédécesseur. Autant ce dernier montait ses offensives comme il l'entendait, autant Nivelles doit rendre des comptes. Or, lorsqu'il propose son plan d'offensive, très vite il ne fait l'unanimité ni dans le monde politique, ni même dans le monde militaire. Et s'il a besoin du concours des Britanniques, c'est-à-dire du Maréchal Haig, celui-ci n'a pas une très grande considération pour lui.

Une conférence se tient à Calais les 26 et 27 février 1917, lors de laquelle est fixée la date du déclenchement des opérations à l'ouest, aux premiers jours d'avril, et l'on convient que, pour la campagne de 1917 sur le front français, les armées britanniques seront temporairement subordonnées à Nivelles.

À ce moment-là, plusieurs contretemps surviennent.

- Le 15 mars, les Allemands lancent l'opération *Alberich* qui consiste à raccourcir leur front en procédant à un retrait stratégique entre Arras et Soissons sur une profondeur atteignant 70 km dans certains secteurs. Ce repli perturbe complètement le plan de Nivelles et est même de nature à le remettre en question. Primitivement, Britanniques et Français devaient engager l'action sur les deux flancs d'un saillant alors qu'ils vont devoir affronter un ennemi retranché le long d'un front plus rectiligne.

- Le 19 mars, le gouvernement Briand est renversé. Lui succède un gouvernement formé par Alexandre Ribot, qui prend pour ministre de la Guerre Paul Painlevé, ce dernier hostile à Nivelles.

- Et surtout, ce qui était redouté se vérifie. Nicolas II vient d'abdiquer le 15 mars. Si le gouvernement qui lui succède, celui de Kerenski, veut honorer les obligations de l'Entente, il ne présente plus les mêmes garanties de solidité que le précédent, en raison surtout d'une armée russe qui est à bout. Sachant par ailleurs qu'il n'était pas possible de compter à l'est sur la Roumanie avant longtemps, c'est bien à l'ouest qu'il fallait trouver une issue.

- Enfin, le 6 avril, les États-Unis entrent dans le conflit aux côtés des Alliés. Si cette intervention va soulager ces derniers dans l'effort de guerre, il n'est pas sûr que l'Entente soit maîtresse du jeu lorsque la paix interviendra. Mais on n'est pas encore là et, de toute façon, l'armée américaine reste à construire!

C'est donc sous ces auspices peu encourageants que l'offensive du Chemin des Dames est projetée. Et c'est sans doute à ce stade-là que le pouvoir politique a une part importante de responsabilité dans les décisions prises et dans leurs conséquences.

Ce n'est pourtant pas faute de ne s'être pas informé. On voit déjà Painlevé sonder plusieurs généraux au sujet du projet de Nivelles et constater leur scepticisme, ce qui en dit long sur la confiance dont le généralissime jouissait parmi ses pairs. Inquiet, le ministre de la Guerre convainc Ribot de confronter les points de vue des politiques et des militaires avant une prise de décision définitive. D'où un repas organisé à huis-clos le 2 avril³, réunissant Ribot, Painlevé, et les généraux Nivelles, Pétain et Franchet d'Esperey. Voilà ensuite que le colonel Messimy, qui était le ministre de la Guerre en juillet et août 1914, et qui avait gardé de nombreux contacts dans le monde politique, porte à Painlevé une note traduisant «l'opinion des chefs les plus réputés de l'armée», sorte de pétition ne disant pas son nom et peu amène pour Nivelles. D'où, à la demande du même Messimy, la convocation d'un conseil de guerre, rapidement réuni le 6 avril suivant à Compiègne, dans le train présidentiel, au cours duquel on voit Nivelles répondre aux critiques des quatre généraux commandant un groupe d'armées⁴, en présence de Poincaré, Ribot et Painlevé, eux-mêmes flanqués des ministres de la Marine et de l'Armement⁵. On pourra discuter au passage sur le principe peu élégant qui consiste à faire «comparaître» un généralissime devant ses grands subordonnés; n'en déplaise à Painlevé qui s'en est moins ému⁶.

Suivons donc Poincaré:

Le conseil de guerre traite de l'entrée en guerre des États-Unis, qui date du jour même et qui ouvre des perspectives de nature à reconsidérer l'offensive. Nivelles, au contraire, soutient «avec beaucoup de force» qu'il ne faut pas permettre aux Allemands de reprendre l'initiative. D'où l'accord général de ne rien ajourner. Accord aussi pour convenir que si les troisièmes lignes ne sont pas percées, «on ne s'obstinera pas».

«Mais, en cas de rupture, essaiera-t-on une exploitation stratégique et engagera-t-on une bataille en rase campagne? Ici apparaissent dans le comité deux tendances opposées. Nivelles, qui est partisan de l'exploitation, se sent en désaccord avec plusieurs de ses subordonnés. Il déclare que, dans ces conditions, il n'a plus qu'à donner sa démission. Tout le monde proteste.

² Enfin, qualité qui n'est pas négligeable lorsque l'on compte la Grande-Bretagne comme alliée, Nivelles, dont la mère est anglaise, parle anglais couramment. Ceci étant, ce n'est pas pour cette raison qu'il a été choisi.

³ Général F. Gambiez, Colonel M. Suire, «*Histoire de la Première Guerre mondiale*», Fayard, Paris, t. 2, p. 11 et 15.

⁴ Le Général de Castelnaud commandait le groupe des armées du Nord, le Général Pétain celui du Centre, le Général Franchet d'Esperey celui de l'Est et le Général Micheler le groupe d'armées de réserve destiné à attaquer sur le Chemin des Dames.

⁵ D'après Ribot, il n'y a pas eu de procès-verbal de cette conférence, *Journal d'Alexandre Ribot et correspondances inédites.*, p. 78.

⁶ Painlevé Paul, «*Comment j'ai nommé Foch et Pétain*», Paris, Librairie Félix Alcan, 1922, p. 52.

Tout le monde déclare que le gouvernement et l'armée ont confiance en Nivelle. L'incident s'apaise et Nivelle ne parle plus de démission⁷.

Donc, tout va bien, sauf que le désaccord semblait porter, non sur l'exploitation, mais sur le principe de l'offensive, et certainement, par voie de conséquence, sur des perspectives jugées discutables de percer les lignes allemandes, ce que Poincaré ne dit pas. Toutefois, si percée il devait y avoir, l'exploitation se serait rapidement heurtée sur la ligne Hindenburg, système déjà solidement organisé en profondeur et sur lequel les Allemands venaient de se replier.

Intéressons-nous ensuite à la position de Ribot⁸, lorsque Nivelle offre sa démission:

«[...] À la fin, Nivelle offre sa démission parce qu'il se sent discuté et qu'il craint de n'avoir pas toute l'autorité qu'il lui faudra sur ses collaborateurs. Il ne la maintient pas: le ministre de la Guerre et moi l'assurons de de la confiance du gouvernement, en insistant sur la nécessité de ménager nos forces, parce qu'il faut durer et que nous ne devons, à aucun prix, jouer une sorte de va-tout, au moment où l'entrée en guerre des États-Unis nous donne la certitude de la victoire finale. Nous sommes en présence de la carte forcée: il est trop tard pour reculer; dès lors nous ne pouvons que laisser au général en chef la liberté de ses mouvements, après l'avoir averti et lui avoir donné des conseils de prudence».

Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas à notre niveau de porter un jugement sur la valeur des conceptions stratégiques de Nivelle, mais de considérer leur perception par les hommes ayant à en connaître. À leurs yeux, l'offensive du Chemin des Dames était-elle pertinente dans son principe et ses modalités? Il s'agit ensuite de savoir si, en toute connaissance de cause, le décideur, c'est à dire le pouvoir politique, a eu raison ou non de la maintenir. Enfin, devait-il confirmer dans son commandement un généralissime largement contesté par ses pairs?

En toute logique, la conférence de Compiègne aurait dû déboucher sur la destitution ou la démission de Nivelle, puisque désavoué, sinon peu soutenu, par les généraux présents. Reconnaissons-lui d'avoir offert sa démission, que Poincaré a refusée, ainsi que Ribot et Painlevé! Un Joffre aurait vraisemblablement claqué la porte. Toujours est-il que Nivelle est resté en fonction et que, ce jour-là, 6 avril 1917, décision a été prise de maintenir l'offensive.

Ceci pour dire que, dix jours avant la date prévue de son déclenchement, la responsabilité de la décision de maintenir ou non l'offensive du Chemin des Dames en incombait au seul pouvoir politique. Avec les décrets de décembre 1916, celui-ci s'en était donné les moyens. L'ère du Général Joffre qui le mettait devant le fait accompli était révolue.

Cependant, au-delà de la personnalité de Nivelle et de ce qui ressemble à une dérobade des responsables politiques, plusieurs facteurs militaient en faveur du déclenchement de l'opération. Il était difficile de l'annuler, ou même de la reporter, tant ses préparatifs étaient avancés. La déception qui en aurait résulté aurait eu des résultats fâcheux sur l'armée et sur l'opinion publique. De plus, compte tenu des tout récents événements survenus, lancer l'offensive revenait à conserver l'initiative sur un adversaire déjà ébranlé par la bataille de la Somme et par son échec devant Verdun. Enfin, si la démission de Nivelle avait été acceptée, par qui le remplacer? Ce qui, d'après Painlevé⁹, aurait eu pour conséquence d'annuler l'offensive et de ne pas honorer alors les accords convenus avec les Britanniques à Calais.

Il en résulte que le pouvoir politique, manifestement au pied du mur et n'ayant guère le choix, a simplement laissé faire, ce qui relevait d'une fuite en avant. Les seules recensions ci-dessus de Poincaré¹⁰ et de Ribot en donnent nettement l'impression.

On pourra reprocher aussi à Nivelle d'avoir «charmé» les décideurs politiques. Mais que dire alors de Joffre en son temps, chacun ayant ses méthodes!

Le propos n'est pas ensuite d'entrer dans le détail du déroulement de l'opération elle-même. Au soir du 16 avril, il apparaissait qu'elle ne tiendrait pas ses promesses, l'artillerie n'ayant pas détruit tous les objectifs qui lui étaient assignés et la percée n'ayant pas eu lieu. Les jours suivants, Nivelle tenta de l'emporter; mais, très rapidement, il fallut se rendre à l'évidence: l'offensive du Chemin des Dames était un échec.

Il y a eu ensuite les conséquences dont personne ne pouvait préjuger. On a parlé de mutineries; le terme est tout à fait impropre, il y a eu surtout des actes d'insoumission, les hommes refusant de monter en ligne pour se faire tuer pour rien. D'ailleurs, les officiers d'encadrement, bien placés pour comprendre l'attitude de la troupe, n'ont pas été inquiétés.

Pourtant, cette offensive est à peu près comparable par son ampleur, sa durée, et même par ses pertes, à celle de Champagne du 25 septembre 1915. En fait, elle est surtout l'opération de trop. La suite d'échecs enregistrés par Joffre courant 1915 et 1916 avait conduit à sa chute. Si l'échec de 1917 explique à la fois la disgrâce rapide de Nivelle¹¹ et la crise qui secoue l'armée française, c'est bien parce que chacun avait fondé tous ses espoirs sur cette offensive.

Sans aucun doute, il y a eu des erreurs dans la conception même de l'opération et dans sa préparation, et le Général Nivelle en porte assurément la responsabilité. Mais le pouvoir politique ne doit-il pas porter la sienne également, déjà pour l'avoir désigné, pour l'avoir ensuite maintenu à son poste, enfin pour avoir maintenu l'offensive? Ceci expliquerait, tout cela exprimé avec beaucoup de prudence, que l'intéressé ait retrouvé, grâce à Clemenceau d'ailleurs, une fonction de son rang en étant nommé, en décembre 1917, commandant en chef des troupes d'Afrique du Nord, où il le restera jusqu'en 1920. Une disgrâce? Voire. Bien d'autres avant lui qui avaient été déjà pareillement limogés, relevés ou remerciés, se seraient facilement contentés de bien moins. C'était peut-être un biais pour le pouvoir politique de ne pas se désavouer.

C'est là qu'il faut citer un passage des mémoires de Poincaré qui ne manque pas d'intérêt pour expliquer cette réhabilitation. On lit en effet, Poincaré s'adressant à Clemenceau au sujet de l'offensive du Chemin des Dames¹²:

⁷ Raymond Poincaré, «*Au service de la France*», t. IX, p. 107-108.

⁸ Ribot précise en note de bas de page: «Cette réunion du 6 avril devait, dans l'esprit du président de la République, effacer les froissements du général en chef».

⁹ Painlevé Paul, *op. cit.*, p. 46.

¹⁰ Dans ses mémoires «*Au service de la France*», on notera la manière dont Poincaré aborde les faits. T. IX, p.107-108.

¹¹ Painlevé remplace, sans tarder, Nivelle par Pétain le 15 mai 1917.

¹²Poincaré, *op. cit.*, T. IX, p. 433.

«[...] Je vous demanderai, dans un autre ordre d'idées, de m'envoyer le rapport sur la bataille de l'Aisne¹³. Vous avez réintégré Nivelles; c'est la réparation d'une injustice».

Réponse de Clemenceau: «Oh! d'une injustice! Je l'ai replacé parce qu'il m'a fait pitié. Il est moins coupable que ceux qui l'ont nommé». C'était une pierre dans le jardin des politiques qui étaient aux affaires en décembre 1916, et peut-être même dans celui des responsables qui avaient refusé sa démission au début d'avril 1917.

On rappellera enfin que celui qui fut surnommé «le boucher» dès les premiers jours de l'offensive fut, la paix revenue, nommé au Conseil supérieur de la guerre, élevé à la dignité de Grand-croix dans la Légion d'honneur et décoré de la Médaille militaire.



¹³ Une commission d'enquête est constituée après l'échec de l'offensive du Chemin des Dames, dirigée par le Général Brugère.

La suprématie militaire japonaise: la chute de la Malaisie

Par le Capitaine (Air) (R) Jonathan Jay MOURTONT¹

L'Empire du Soleil levant prit très vite possession de différents territoires en Asie du sud-est, avec des opérations qui commencèrent le 10 novembre 1941 par un raid aérien sur la Malaisie. La prise de la Malaisie, effectuée peu avant l'attaque de Pearl Harbor, était préparée de longue date. Le Capitaine (Air) Mourtont Jonathan Jay montre comment renseignement et influence s'avéraient indispensables pour lancer une opération de cette envergure

L'Empire du Soleil levant prit très vite possession de différents territoires en Asie du sud-est, avec des opérations qui commencèrent le 10 novembre 1941 par un raid aérien sur la Malaisie coulant des navires britanniques. En janvier 1942, la Birmanie, l'Indonésie, Manille et Kuala Lumpur tombent sous la puissance militaire japonaise. La prise de la Malaisie, effectuée peu avant l'attaque de Pearl Harbor, relève d'abord d'une série d'attaques à différents points, poussant une partie des forces britanniques vers l'est du pays, pour ensuite être prise à revers par les autres forces japonaises qui débarqueraient. L'opération japonaise est une réussite qui se manifeste le 8 décembre 1941 à partir des villes de Singora et de Pattani en Thaïlande vers le côté ouest de la Malaisie, sur la ville de Jitra notamment. Un mois plus tard, les Japonais arrivent à Malacca. Les Anglais sont encerclés de toutes parts. Les forces alliées repliées à Singapour capitulent le 15 février 1942. Les Japonais occupent désormais la Malaisie.

Renseignement et influence

Cette opération militaire était préparée de longue date, et le renseignement s'avérait indispensable pour lancer une opération de cette envergure. Le Japon, via des terrains qu'il possédait dans différentes localités à Johore et à Singapour, put en obtenir en temps réel grâce à une vue sur les bases navales de Singapour, ainsi que sur le système défensif côtier². Les services de renseignement japonais utilisèrent alors des moyens diversifiés, comme des pêcheurs, pour sonder les côtes et les plages afin d'en évaluer la profondeur et définir les zones potentielles de débarquement. Les studios japonais de photos participèrent également au renseignement en prenant des clichés des lignes de communication, des routes, des chemins de fer³. Mais le plus spectaculaire fut l'action du Colonel Tsugunori Kadomatsu qui travailla pendant près de six ans au *British Officers Club* et put obtenir, en toute discrétion, des informations sur les cadres de l'armée britannique⁴. Le système performant de renseignement dont disposait le Japon facilita ainsi la réussite du déploiement de ses forces.

Pour s'assurer le soutien et au moins la résilience de la population, un important travail d'influence fut entrepris, faisant ainsi concurrence à l'Empire britannique. Dès la fin des années 30, le Japon avait investi dans cinq journaux publiés à Singapour. Trois d'entre eux étaient en langue japonaise, les deux autres utilisaient les langues anglaise et chinoise pour influencer les populations locales⁵.

Une supériorité britannique illusoire

Les Japonais bénéficièrent aussi d'une situation favorable pour la prise de la Malaisie. Depuis les années 1920, les Britanniques avaient toujours privilégié la défense de Singapour⁶, et pensaient que leur système de défense était suffisant pour repousser un assaut japonais. Cependant, la guerre en Europe faisait rage et inscrivait peu à peu l'idée qu'ils seraient seuls à affronter les Japonais. Dans cette perspective, il devenait essentiel de bloquer le débarquement d'une force. Cette mission fut dévolue à l'armée de l'air et à l'infanterie. Mais les moyens disponibles pour affronter les forces japonaises s'avéraient insuffisants pour défendre l'île. 336 avions étaient prévus initialement, alors que les responsables locaux insistaient sur un nombre nécessaire de 556 appareils⁷. Quand les Japonais attaquèrent avec plus de 500 appareils, seuls 158 avions étaient véritablement disponibles⁸.

Un enjeu économique pour l'Archipel

L'occupation du territoire malaisien par le Japon fut bien planifiée. Leur intérêt pour cette région était motivé par l'acquisition de ressources: fer, bauxite, manganèse, étain, gomme naturelle et tannins⁹. La gomme naturelle ainsi que l'étain étaient exportés

¹ Chargé d'études au CERPA

² Paul H. Kratoska, *"The Japanese occupation of Malaya"*, Hurst and Co. Ltd, First edition, (1998) p.28.

³ Ibid.p.28.

⁴ Ibid.

⁵ Paul. H. Kratoska, *"The Japanese occupation of Malaya"*, Hurst and Co. Ltd. First Edition (1998) p.27.

⁶ Ibid.p.34.

⁷ Ibid, p.35.

⁸ Ibid.

⁹ Yôji Akashi, Mako Yoshimura, *"New perspectives on the Japanese occupation in Malaya and Singapore, 1941-1945"*, Singapore University Press, Singapour, Juin 2009, p.115.

massivement aux États-Unis. En 1930, ces exportations représentaient près de 54% de la gomme et 74% de l'étain produits en Malaisie¹⁰. Il devenait vital pour le Japon d'empêcher ces ressources d'arriver aux États-Unis.

La Malaisie, dont l'économie s'appuyait sur l'exportation, fut largement détruite par la stratégie japonaise¹¹. Le traitement des travailleurs différait selon les origines de chacun d'eux. Les travailleurs chinois, perçus comme des espions ou des membres des mouvements antijaponais, subissaient la violence et le rejet¹². Des crimes furent commis envers cette population chinoise, comme au village de Lamping où 200 villageois furent tués et leurs maisons brûlées¹³. Une partie de la population subit l'internement dans des camps ou la déportation dans d'autres pays, comme à Taïwan, au Japon, ou en Corée¹⁴.

Les ennemis de l'intérieur

Dès son installation, le Japon élimina les opposants politiques du *Kuomintang* (lié à la Chine), et d'autres organisations comme la *Central Indian Association* (liée à l'Angleterre). À l'inverse, les Japonais renforcèrent l'association pro-japonaise *Kesatuan Melayu Muda* (KMM), qui ne dura pas plus de six mois, avant de disparaître à son tour.¹⁵

Un mouvement survécut pourtant à la traque japonaise, la *Malayan People's Anti-Japanese Army* (MPAJA), avec pour objet, comme son nom l'indiquait, la lutte contre l'envahisseur japonais. Les Japonais, après le 1^{er} septembre 1942, réussirent à mettre à mal la capacité opérationnelle des mouvements de résistance en éliminant les principaux leaders du *Mouvement Communist Party* (MCP). Cette opération fut possible grâce au concours d'un agent japonais, Lai Tek, secrétaire général du MCP. Grâce à ce dernier leurs capacités de nuisance furent réelles, mais restèrent pourtant limitées¹⁶.

L'émergence des milices nationalistes

Durant cette période, nous assistons, au sein de la population malaisienne, à l'émergence d'un nationalisme affirmé dont le Japon veut se servir pour appuyer ses opérations sur ce territoire en créant des armées de volontaires, les *Giyûgun*¹⁷. Elles étaient cependant difficiles à mettre en place par manque de mouvements nationalistes puissants, contrairement à la situation en Indonésie. L'objectif de ces troupes nationalistes était le renforcement des défenses côtières pour éviter un débarquement des forces alliées¹⁸. Ils ne furent jamais considérés comme des soldats à part entière, et pas un seul Malaisien ne reçut une formation dans une académie militaire japonaise, contrairement à 56 Philippins ou à 17 Indonésiens¹⁹.

La formation des *Giyûgun* se faisait par l'intermédiaire d'officiers japonais, au sein d'une structure appelée *Dokuritsu Shubitai*, commandée alors par le Général major Shirataki Kishiro²⁰. Cette unité, forte de 5.000 membres en 1944, exécutait des missions de maintien de l'ordre, ainsi que de construction d'éléments défensifs en vue d'empêcher un débarquement allié futur. L'entraînement était élémentaire: marche, course à pied, surveillance²¹. Certains d'entre eux recevront une formation militaire à Singapour pour le renseignement militaire, le maniement des armes – particulièrement celles en dotation chez les Britanniques – l'espionnage, la contre-ingérence, ainsi que le sabotage²². L'objectif militaire des Japonais consistait à créer des unités militaires locales afin d'assurer la stabilité, l'ordre public, pour et par les populations des différents pays d'Asie du sud-est sous leur contrôle. Cet objectif dispensait les forces japonaises d'un certain nombre de tâches à accomplir pour qu'elles puissent se concentrer sur l'effort de guerre contre les Occidentaux.

Conclusion

Le Japon, après avoir été invincible jusqu'en 1942, va accumuler les défaites successives, ne réussissant pas à renverser la tendance, bien qu'ayant encore en 1943 les moyens de réussir militairement. L'étendue du territoire, la multiplicité des zones de combat, les bombardements alliés sur le territoire japonais rendus possibles dès 1942 (suite à la défaite de Midway), vont mettre à mal la production militaire et la capacité du Japon à réagir. Les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki vont avoir raison des dernières vellétés de combat d'une partie des partisans de la guerre prêts à poursuivre le combat même si cela devait entraîner l'annihilation totale du Japon et de sa population. Le cabinet de l'Empereur choisira la reddition, entraînant l'occupation de l'Empire du Soleil levant par l'armée américaine avec, à sa tête, le Général Mac Arthur.

Chercheur spécialiste de l'Asie, les travaux du Capitaine (R) de l'Armée de l'air Jonathan Jay MOURTONT portent sur les questions de défense (aérospatiale, technologie et robotique, I.A, Soldat augmenté...), de sécurité en Asie de l'Est, ainsi que des problématiques de stabilité régionale liées au terrorisme en Asie du Sud-est.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid. p.117.

¹² Ibid.p.128

¹³ Ibid.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Boon Kheng Cheah, "*Red Star Over Malaya: Resistance and Social conflict during and after the Japanese Occupation*", Singapore University Press, Singapour, 2003, p.56.

¹⁶ Paul H. Kratoska, "*The Japanese Occupation of Malaya: A Social and Economic History*", C. Hurst & Co.Publishers, London, 1998, p.292.

¹⁷ Fondées en 1944

¹⁸ Joyce Lebra, "*Japanese trained armies in Southeast Asia*", p.114.

¹⁹ Ibid, p.115.

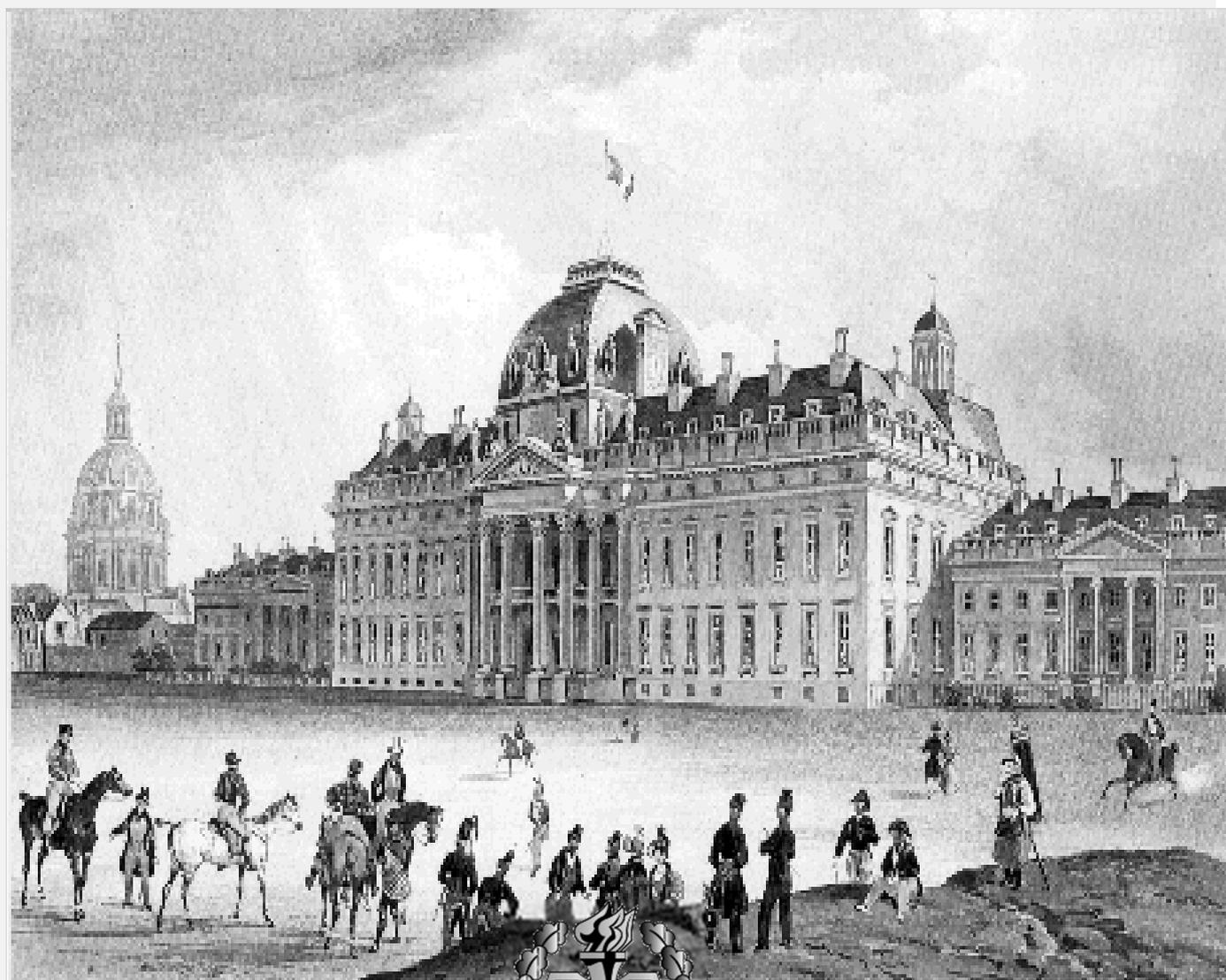
²⁰ Ibid, p.117.

²¹ Ibid, p.118

²² Ibid.

Dossier

Le Maréchal Foch





Maréchal Ferdinand Foch (1851-1929)
par Jean Patricot

Le témoignage imaginaire¹ de Ferdinand Foch, Maréchal de France, de Grande Bretagne et de Pologne, le premier commandant interallié et l'homme de la victoire de 1918

Polytechnicien et artilleur, il a commandé le 28^{ème} régiment d'artillerie, l'École de guerre de 1907 à 1911, la 13^{ème} division d'infanterie, le 8^{ème} corps d'armée, puis le 20^{ème} corps d'armée de Nancy. Au cours de la Grande Guerre, il a commandé successivement le 20^{ème} corps d'armée en août 1914, pendant la bataille de Lorraine, la IX^{ème} armée de septembre 1914 au début de 1915 pendant la bataille de la Marne, dans les Flandres, en Artois, le groupe d'armées du nord, de sa constitution au début de 1915 à décembre 1916, notamment pendant la bataille de la Somme. Chef d'état-major général de l'armée française à partir de mai 1917, responsable de la coopération avec les armées alliées, il est chargé de «coordonner leur action sur le front ouest» le 26 mars 1918. Nommé «général en chef des armées alliées en France» le 15 avril, puis en Italie en mai, il mène les Alliés à la victoire.

Il a été le premier commandant en chef des forces alliées de la plupart des futurs pays de l'OTAN.

«Dans mon commandement d'avant-guerre, mes efforts avaient uniquement tendu à éclairer encore et à raisonner dans le corps d'officiers cette magnifique ardeur, source de toutes les énergies et par là de tous les espoirs. Il était inutile de l'exciter. Mais il y avait lieu de le mettre en garde devant la difficulté de la tâche, contre la précipitation ou le manque d'ensemble dans l'action des armes. Heureux les chefs qui n'ont qu'à guider des volontés si ardentes»²

- Monsieur le Maréchal, dans quelles circonstances parvenez-vous à la tête des armées alliées?

Revenons sur la fin de l'année 1917. Alors que je suis chef d'état-major général, nous analysons, avec le Général Pétain – alors commandant en chef des armées françaises – et le Général Robertson, mon collègue britannique, les risques d'une défection de la Russie. Les négociations de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie bolchévique, la capitulation de la Roumanie, puis le désastre de Caporetto, nous donnent raison et entraînent l'idée d'un «Conseil supérieur de guerre», composé des Premiers ministres français, britannique et italien doublés de représentants militaires (le conseil exécutif), chargés de coordonner l'action militaire sur le front occidental et de veiller à la conduite générale de la guerre. Il s'agit d'un premier pas vers l'unité du commandement.

Mais rien n'est encore joué alors qu'au début de 1918, l'Allemagne donne les signes d'une offensive d'ampleur sur tout le front ouest. Je propose alors de créer une réserve générale interalliée qui pourrait servir, en cas de danger pressant, à être dirigée sur le point le plus menacé. J'obtiens satisfaction puisque le 2 février 1918, le Conseil supérieur de guerre décide de la formation de cette réserve, et charge le comité exécutif – à la tête duquel je suis nommé – d'en déterminer la force et la composition, d'en prévoir le stationnement et de décider de son emploi. Mais les difficultés suscitées par le cabinet britannique et la volte-face de Clémenceau³ brisent cette première tentative.

Le 21 mars 1918, sur un front de plus de 70 km, l'armée allemande lance une offensive qui doit mettre fin à la guerre. Plus de cinquante divisions ennemies montent à l'assaut. Dans certains secteurs, le front est enfoncé et nul ne peut colmater la brèche. Le 24 mars, je demande au Président du Conseil de constituer, sans délai, un «organe directeur de la guerre» capable de donner les directives nécessaires à la conduite d'ensemble des opérations et d'en assurer l'exécution. Le 26 mars, une conférence interalliée se réunit à Doullens, sous la présidence de Poincaré⁴, avec Clémenceau, Loucheur⁵, Pétain, Lord Milner⁶, le Général Wilson⁷ et Douglas Haig⁸. Pour résoudre la crise, lord Milner, prenant à part Clémenceau, et assuré du soutien des autres participants, propose de me confier la coordination de l'action des armées alliées sur le front Ouest.

À la sortie de cette conférence, Clémenceau de s'exclamer en me regardant: «Vous l'avez, votre commandement!», et moi de lui rétorquer: «Beau commandement!» Je suis confirmé dans ce commandement allié le 15 avril.

¹ - Réalisé à partir des ouvrages suivants : «**Les deux batailles de la Marne, 5-11 septembre 1914 et 15-18 juillet 1918 le Maréchal Joffre, l'ex-Kronprinz impérial, le Maréchal Foch et le Général Ludendorff**», Paris, Payot; 1928, p. 100-135.

- Maréchal Foch, «**Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1914-1918**», tome second, Paris, Plon, 1931,

² Maréchal Foch, «**Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1914-1918**», Paris, Plon, 1931.

³ Président du Conseil (c'est à dire Premier ministre) et ministre de la Guerre

⁴ Président de la République

⁵ Ministre de l'Armement dans le ministère Clemenceau

⁶ Ministre de la Guerre britannique

⁷ Chef d'état-major impérial britannique

⁸ Commandant en chef des forces britanniques en France

- Comment concevez-vous ce commandement?

La constitution d'un commandement allié unique m'apparaît la clé de la victoire finale.

Dans un premier temps, il s'est agi de freiner et d'enrayer l'offensive allemande. Dès le 26 mars au soir, je mets tout en œuvre pour rétablir la liaison entre les armées britannique et française, quitte à porter moi-même aux différents chefs, à leurs quartiers généraux ou à leurs postes de commandement, l'ordre de ne plus reculer et d'aveugler la brèche en jetant toutes les réserves dans la bataille. J'obtiens aussi l'appui des troupes américaines. Bien que n'ayant pas participé à la conférence de Doullens, les États-Unis, par la voix de leur représentant, le Général Blyss, donnent leur adhésion pleine et entière. Dans les premiers jours d'avril, l'offensive allemande s'épuise. Mais à la fin mai, après une brève accalmie, Ludendorff reprend l'offensive. Cependant, les réserves alliées engagées arrêtent cet assaut sur la Marne. Partout, les Allemands sont tenus en échec.

Mon rôle de coordination s'avère rapidement insuffisant et se transforme en rôle de direction, capable de créer l'action, de la diriger et de l'animer. On me confie alors le commandement en chef des armées alliées en France, ce qui me permet de décider de l'emploi stratégique des forces alliées, pour répartir entre elles les missions offensives et les missions défensives. Mais mon champ d'activité ne se résume pas à la simple conduite des opérations. Je m'intéresse aux besoins et même à l'organisation de chaque armée. Un exemple, si vous le voulez bien. Au mois d'avril 1918, les armées anglaises ont subi une saignée de 300.000 hommes et 14.000 officiers. Cela signifie que neuf de leurs divisions sont dissoutes. J'insiste, et j'obtiens du cabinet britannique que ces forces soient reconstituées; mais pour ne pas diminuer le total de nos réserves, je m'entends avec le Général Pershing pour que les États-Unis nous envoient essentiellement des fantassins et des mitrailleurs. Washington accepte et entre le mois d'avril et le début du mois de juillet, plus de 370.000 soldats américains débarquent sur le sol de France. Il faut alors les instruire, les équiper et les employer, tâches qui ne sont pas du domaine des opérations, mais ô combien essentielles dans une coalition!

- Quelles sont les conséquences de ce commandement unique?

Je veux vous renvoyer au mémoire que je rédige le 24 juillet 1918, où je précise les conditions de la victoire. Je vois, dans les échecs successifs des offensives allemandes, l'occasion de porter un coup décisif à Ludendorff. Pour cela, j'ordonne aux Alliés de reprendre l'initiative en poursuivant les attaques sans désespérer, et avec la plus grande énergie. Seule l'offensive permet de terminer victorieusement la bataille et de reprendre l'ascendant moral. Dans un premier temps, nous n'avons pas la supériorité numérique en combattants mais, par suite de la quantité de divisions que les Allemands ont été obligés d'engager, nous avons la supériorité dans le nombre des réserves. Et en raison du nombre élevé de divisions fatiguées que les Allemands doivent relever sur le front de bataille, nous avons également la supériorité dans le nombre des réserves fraîches. À cet ascendant moral se conjugue une supériorité matérielle indiscutable en canons, en munitions, en avions, en chars d'assaut.

Le problème est de savoir quand et comment employer les, moyens dont on dispose.

Dès ce moment, les armées alliées parviennent en pleine bataille à reprendre l'initiative des opérations. Leur force leur permet de la conserver et les principes de la guerre leur commandent de le faire. Dans un premier temps, seules des opérations à buts limités sont envisagées, qui assurent par la liberté stratégique nécessaire. Sans rechercher une décision, ces offensives, par une série d'actions à entreprendre, visent des résultats utiles au développement ultérieur des opérations et à la vie économique du pays. Mais à vrai dire, je ne m'attendais pas à ce que ces plans soient fructueux aussi vite. Nos projets voulaient que 1919 soit l'année décisive de la guerre.

- A posteriori, quel regard portez-vous sur ce commandement unique?

Il y a beaucoup à dire sur la notion de «commandement unique». Le mot est magique, mais la réalité est beaucoup plus complexe. Je vois trois points essentiels.

- N'imaginons pas que le commandement, au sens militaire du mot, puisse s'exercer vis-à-vis d'armées très différentes les unes des autres par des procédés simples qu'on voit en usage dans sa propre armée. Sans le soutien et des appels réitérés aux gouvernements, rien ne garantit l'exécution d'ordres diversement compris et interprétés.

- La direction supérieure qu'est ce commandement unique ne peut poursuivre qu'un résultat, celui d'entraîner et de grandir dans un effort coordonné les élans et les forces qui entourent chaque drapeau. Il faut une entente à tout prix, et cela ne s'obtient que par des communications franches et aussi éclairées que possible, comme aussi par le désir d'émulation des amours-propres nationaux.

- Enfin, le titre de commandant en chef ne protège en rien contre les critiques, les divergences, les résistances. Un commandement étroit retient et divise les efforts. Il faut une confiance qui les unisse et les renforce dans un même but: la victoire.

Tous les procédés sont bons, du moment qu'ils y mènent rapidement. Le problème est de savoir quand et comment employer les moyens dont on dispose.

- Avez-vous quelques derniers conseils à donner sur la façon de faire «marcher» une coalition, Monsieur le Maréchal?

Un dernier, oui. Celui d'éviter au maximum les grandes conférences qui mènent à des discussions longues et à peu de décisions utiles. Je n'en ai eu que deux avec l'ensemble des commandants en chef: le 24 juillet 1918 pour exposer le programme offensif de l'été, et le 25 octobre pour arrêter les conditions militaires de l'Armistice.

Par contre, assurez-vous d'entretiens fréquents avec vos proches collaborateurs. J'en ai eu plus d'une soixantaine avec le Général Pétain, autant ou plus avec le Maréchal Haig ou le Général Pershing, à savoir un tous les quatre ou cinq jours... Enfin, permettez-moi de vous dire que «j'ai beaucoup moins d'admiration pour Napoléon depuis que j'ai commandé une coalition».



Relire Foch



Par le Général(2S) Gilles BEMELMANS

(Re)lire Foch!? Aujourd'hui? Pourquoi faire?

Le Général Gilles Bemelmans nous rappelle ce qui frappe et caractérise: le bon sens, celui des réalités. Au ras du sol, c'est le cas de le dire. Cet aspect ne disparaît jamais, même quand il est chargé des plus hautes responsabilités.

(R)elire Foch!? Aujourd'hui? Pourquoi faire?

C'est complètement dépassé, la guerre d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celle de 14-18. Et puis c'était un doctrinaire de l'offensive à outrance, il était atteint de l'esprit de système. Ses principes sont une pure construction intellectuelle. Voilà ce que l'on entend parfois, lorsqu'on n'a pas un interlocuteur trop inhibé.

Et pourtant, pour surprenant que cela puisse paraître, Foch reste d'une lecture roborative, comme ceux qui ont raconté leur expérience sous ses ordres (Weygand ou Bugnet). On en sort ragaillard.

On y trouve une atmosphère, une personnalité, mais aussi le résultat d'une éducation, d'une culture et d'une foi. Jugez-en. «J'ai dit: la ligne de chemin de fer. Sans savoir! Mais je pensais: c'est en remblai ou en déblai. En tout cas, c'est toujours une ligne bien marquée sur la carte et sur le terrain, et qui peut servir d'abri peut-être. Tout le monde la voit, la connaît. On doit s'y arrêter, s'y tenir, c'est simple! C'était un remblai; on s'est mis d'un côté. Et puis il y a eu les inondations. Elles se sont arrêtées de l'autre côté. Alors on tirait au canard! Oui, les boches étaient comme des canards»¹.

C'est ce qui frappe d'abord: le bon sens, celui des réalités. Au ras du sol, c'est le cas de le dire. Cet aspect ne disparaît jamais, même quand il est chargé des plus hautes responsabilités.

«Les grandes affaires? Je les traite comme si elles étaient petites. Ce n'est pas difficile. La méthode est toujours la même»².

Le second élément évident dans ses ouvrages, c'est le culte du travail intellectuel. La raison au service de l'action. Une intelligence toujours en éveil, puissante parce qu'ordonnée et méthodique. Les sources de ses conférences sont significatives à cet égard: «J'ai lu Clausewitz. C'est quelqu'un! Il y avait quelque chose dans ce livre. Il avait fait la guerre, il la connaissait. Blücher, Scharnhorst aussi. C'étaient des gaillards. Pour que des hommes comme eux aient eu raison de ce colosse qu'était Napoléon, il leur avait fallu travailler. Leur patriotisme les guidait. Sans doute. Mais surtout la cause à laquelle ils s'étaient donnés. On réussit toujours quand on se donne une cause, quand on ne se disperse pas, quand on ne veut pas toucher à tout [...] Et puis Moltke aussi. Avez-vous lu sa correspondance? C'est là que j'ai tout puisé, car j'en reviens toujours à 1870 [...] Et je ne vous parle pas de l'Empereur! Celui-là c'est le grand maître, le dieu! C'est le plus beau type historique que l'on puisse étudier parce qu'il avait le sens de la discipline, le souci clair du travail, l'horreur des mots, de la phraséologie qui tue l'action»³.

C'est la même méthode qu'il appliquera pendant la guerre:

«Ce qui a fait la supériorité de mon état-major pendant la guerre, avec les Weygand, les Desticker, les Georges, c'est que chacun étudiait à fond les questions, savait ce dont il s'agissait et décidait en connaissance de cause. Pas de chic. Pas de sentiment. On dit: «Je crois que...» – On fait du chic. – «Je pense que l'ennemi fera ceci... ou cela...» C'est mauvais. «Je crois...!» Il faut être sûr! Il faut étudier, voir ses possibilités, les chiffres, juger, décider, et alors ça va!»⁴.

Dans l'incertitude, c'est encore la force du savoir et du raisonnement qu'il fait prévaloir:

«Les renseignements? Mais c'est inutile, ils sont presque tous faux; on ne sait jamais qu'après ceux qui étaient vrais. Je n'en ai jamais fait état. On voit ce qu'on veut faire; on voit si on peut le faire avec ce qu'on a, et puis on le fait [...] Les renseignements sur l'ennemi? On ne sait jamais rien... Le soir de la Marne, quand on m'a dit que les Allemands n'étaient plus là, je ne comprenais pas! L'histoire? *A posteriori*, on ne fait plus état que des renseignements dont on sait qu'ils furent exacts, mais quand on devait s'en servir, on ne savait pas! Voyez-vous, ce qu'il faut, c'est ne pas attendre les renseignements, c'est savoir ce que l'on veut. On fait ce qu'on veut, quand on sait ce qu'on veut»⁵.

1 «*En écoutant le Maréchal Foch*», Commandant Charles Bugnet – Ed. Grasset 1929 – p. 192-193 – octobre 1914 à propos de l'offensive allemande sur Dixmude.

2 Op. cit. p. 53.

3 Op. cit. p. 59-60.

4 Op. cit. p. 56.

5 Op. cit. p. 121-122.

Vouloir, le mot est essentiel; le troisième élément dominant chez Foch, c'est la volonté. Sans doute fondée sur une forte personnalité et une grande énergie, mais il l'a cultivée toute sa vie.

Il le prouve à la bataille de la Marne quand la IX^{ème} armée qu'il commande tient dans des conditions inouïes, parce qu'il a compris que son rôle de butoir à l'aile droite est essentiel au succès («Ma droite est enfoncée, ma gauche recule, tout va bien, j'attaque», paroles qu'il n'a pas prononcées, mais qui sont restées significatives de son analyse lucide et de sa décision de faire réussir le gigantesque coup d'arrêt coûte que coûte).

Il en fait montre encore en 18 à Doullens, lorsqu'il lui faut persuader tout le monde –Haig, Pétain, Clemenceau – de ne pas ouvrir le passage devant le *Friedensturm*, tout près de débouler de l'Oise sur Paris.

«Il n'y a plus cinquante centimètres de terrain à perdre. Il faut s'accrocher au sol. Rappelez-vous octobre 1914 [...] L'ennemi a frappé juste à la jonction des deux battants de la porte. Il les a repoussés sur Haig et sur Pétain. Il faut qu'une force nouvelle les réunisse [...] Et surtout n'indiquons pas aux troupes une ligne de repli, sinon elles auront tendance à s'y précipiter».

Et il emporte la décision, permettant l'offensive générale et victorieuse quelques mois plus tard.

Force de volonté qui en impose à tous lorsque son fils unique est tué en août 14. Il s'isole une demi-heure puis reprend son commandement, écartant les condoléances d'un «Oui, oui, laissez».

Il y aurait encore beaucoup à dire sur son obsession du résultat, sur sa force de persuasion et sa capacité diplomatique, sa hauteur d'âme devant l'adversité et les tracasseries partisans dont il a eu quelquefois à souffrir.

La simplicité de sa démarche est elle-même source d'encouragement. Elle est accessible à tout le monde, avec du travail et de la méthode, comme le rapporte Weygand.

«Le Maréchal est tellement sincère qu'il ne cherche point du tout à faire illusion, à ne sortir son idée que lorsqu'elle est au point. Il ne craint pas de laisser voir le travail de son cerveau. Il dit les choses comme elles lui viennent. On assiste à leur naissance, à leur éclosion. Petit à petit on voit l'idée se développer, se clarifier. Le Maréchal ne cache rien. Il n'y a qu'une chose qui compte pour lui: le résultat. Alors ses idées, il les retournait dans tous les sens, les prenait par tous les bouts. Enfin, il les exprimait d'une façon saisissante en deux ou trois phrases. Quand je le quittais, je pouvais me mettre au travail et accomplir ma tâche, dans le sens qu'il fallait»⁶.

Lire Foch ou ceux qui l'ont côtoyé, c'est un vrai bol d'air.

On découvre un homme à la fois réaliste et d'une exceptionnelle hauteur de vue, sans chichis, armé d'une volonté inébranlable et d'une parfaite simplicité.

À cheval sur les deux siècles précédents, sa personnalité s'est construite sur quelques piliers consolidés au long de son existence: la raison contre le sentimentalisme, la foi et le devoir contre les abandons. Ajoutez-y un solide sens des réalités et une formation méthodique, vous avez le chef qui a mené les alliés à la victoire de 1918.

Ce témoignage trace la perspective d'une action intelligente, lucide, pratique et persévérante dans une adversité apparemment écrasante.

C'est un excellent antidote au découragement, à l'«à quoi bonisme» et à la fabrique du crétin.

Lire Foch, c'est bon pour le moral!

Issu de la promotion «Général Lasalle» (79-81), le Général (2S) Gilles BEMELMANS est breveté de la 107^{ème} promotion de l'École Supérieure de Guerre.

Il a en particulier commandé le 54^{ème} régiment d'artillerie, puis dirigé le cours supérieur d'état-major de 2004 à 2007.

Son parcours l'a amené à se passionner pour les questions de tactique, de commandement et d'histoire militaire.



⁶ Op. cit. p. 25.

Le Lion et le Tigre: *les relations du Commandant en chef avec le pouvoir politique*

Par Monsieur Matthieu MEISSONNIER¹

Ferdinand Foch et Georges Clemenceau sont restés dans la mémoire collective comme les deux piliers inséparables de la victoire de 1918, réunis par des événements exceptionnels, leur farouche volonté de vaincre et leur patriotisme. M. Mathieu Meissonnier nous détaille les relations de Foch avec le pouvoir politique; multiples et marquées par un style qui lui est propre: franc et direct. Mais la confiance qui devrait les accompagner n'est pas toujours au rendez-vous.

Ferdinand Foch et Georges Clemenceau sont restés dans la mémoire collective comme les deux piliers inséparables de la victoire de 1918, réunis par des événements exceptionnels, leur farouche volonté de vaincre et leur patriotisme. Ils étaient pourtant profondément dissemblables par leurs parcours et leurs convictions personnelles: l'un militaire, catholique, élevé dans le bonapartisme, l'autre politique, libre-penseur et républicain radical.

Étudier les relations du généralissime des armées alliées avec le «Père la Victoire», président du Conseil, c'est à la fois chercher à mieux comprendre les raisons du succès, mais aussi explorer les relations complexes du chef militaire avec le pouvoir politique, depuis que l'histoire et les institutions ont séparé ces deux fonctions.

Il s'agira ici, tout d'abord, de mettre en lumière les liens noués dans la sphère parlementaire par le Maréchal Foch, autour et au-delà de la personne de Clemenceau, puis d'esquisser les caractéristiques de cette relation, franche mais pas toujours confiante, et enfin d'observer son équilibre, entre complémentarité et subordination, pendant la guerre et au moment de faire la paix.

Le «réseau Foch» dans le monde politique

Le militaire et le politique ne sont pas deux corps irrémédiablement séparés, sans mélange possible. La réalité, aujourd'hui comme hier, est infiniment plus subtile, soumise à d'innombrables variations. Dans la société d'avant 1914, officiers et hommes politiques se recrutent largement dans des milieux sociaux identiques, même si l'affaire Dreyfus et la séparation de l'Église et de l'État vont marquer une césure. La guerre mondiale va en outre entraîner un brassage amenant toute une nation sous l'uniforme. La relation de Foch avec Clemenceau et, plus largement, avec l'autorité politique, ne s'écrit pas sur une page blanche mais au milieu de nombreuses autres rencontres, véritable réseau social avant la lettre. Le Maréchal Foch va, en effet, s'appuyer, sur des connaissances dans le monde parlementaire, nées avant et pendant le conflit, dans l'esprit de ce qu'il a voulu en créant le CHEM², qui se plaçait à l'époque dans la foulée de l'École de guerre, où il poussait ses stagiaires à fréquenter Sciences-Po et les milieux industriels. S'il est difficile d'en avoir une vision exhaustive, on peut tenter ici un aperçu à travers trois ensembles: ses anciens élèves ou subordonnés entrés en politique, les députés et, enfin, les membres même de la famille de Georges Clemenceau ayant servi sous ses ordres, à travers, dans chaque cas, deux figures marquantes.

Parmi ses anciens élèves et subordonnés, deux personnalités se détachent, tous deux officiers entrés en politique et devenus ministres durant la Première Guerre mondiale. Le premier est le Général Adolphe Messimy. Il fut l'élève de Foch à l'École de guerre. Dreyfusard, il quitte l'armée. Il devient député radical du département de la Seine (Paris), puis ministre de la Guerre de 1911 à 1912 et en 1914. Il joue un rôle important, par exemple dans l'adoption d'un uniforme camouflé. Comme d'autres députés, il ira au front en tant qu'officier de réserve exercer un commandement, sans pour autant abandonner son mandat. Il est le seul député à terminer la guerre au grade de général de brigade. Il sera élu sénateur après-guerre.

Le second est Louis Loucheur. Polytechnicien, il sert sous les ordres de Foch en 1892 et reste en contact avec lui, tout en poursuivant une carrière dans l'industrie. Loucheur sera d'un précieux appui pour Foch une fois entré au gouvernement comme sous-secrétaire d'État à l'artillerie et aux munitions, en décembre 1916, puis comme ministre de l'Armement et conseiller économique de Clemenceau à la Conférence de la Paix. Élu député après la guerre, il joue un rôle politique de premier plan, exerçant de nombreuses fonctions gouvernementales dans les années 1920.

Deux députés ayant servi à l'état-major de Foch vont, quant à eux, avoir une influence sur sa carrière par des interventions décisives. Le premier est André Tardieu. Il semble que les deux hommes se soient liés d'amitié dès 1906, alors que Foch est en

¹ Administrateur du Sénat

² Centre des hautes études militaires

garnison à Orléans. C'est vraisemblablement Tardieu, avec le Général Millet, qui organise la première rencontre de Foch avec Clemenceau, président du Conseil, pour qu'il puisse être nommé directeur de l'École de guerre. Il existe plusieurs versions de cette entrevue. Au-delà de la légende qui l'entoure, il semble que la décision de Clemenceau ait été mûrement réfléchie, notamment à la suite de la lecture des écrits de Foch et après avoir écarté un dossier monté contre lui par son propre chef de cabinet militaire, candidat au poste! Durant la guerre, Tardieu servira sous les ordres de Foch, puis retournera à l'Assemblée et poursuivra ses activités journalistiques. Il aura un rôle significatif dans la disgrâce de Joffre puis dans le retour de Foch. Au printemps 1916, il publiera anonymement dans la grande presse deux articles – non censurés – très hostiles à Joffre. Il n'est pas sûr que Foch ait suscité ces tribunes très inspirées de ses propres critiques, non publiques, mais il est certain qu'il a écrit à Tardieu pour le féliciter. Il sera, enfin, plénipotentiaire à la Conférence de la Paix, où, restant proche de Clemenceau, il se séparera de Foch.

Le second député à jouer un rôle décisif en faveur de Foch durant la guerre est Charles Meunier-Surcouf, qui fut son officier d'ordonnance. Au printemps 1916, il organise une rencontre avec Clemenceau pour permettre à Foch de partager, avec celui qui n'est encore que président de la commission de l'Armée du Sénat, ses idées sur la conduite de la guerre. Plus encore, il fait circuler une note au Parlement appelant à donner enfin un chef à l'armée française. Sur cette base, il est l'artisan d'une réunion entre Foch et le Général Roques, ministre de la Guerre. Plus encore, après que Foch aura été écarté, c'est Charles Meunier-Surcouf qui conduit Painlevé, devenu ministre de la Guerre, à le rencontrer à Senlis, faisant taire les rumeurs sur sa santé. Cette rencontre est essentielle, car c'est à partir de ce rendez-vous que Foch va se voir confier de nouvelles responsabilités, notamment en Italie et au-delà.

Enfin, dans ce faisceau de relations, deux familiers de Clemenceau, son frère Albert et son fils Michel, ont également été des relais de l'ombre. Tous deux ont servi sous les ordres de Foch dans son état-major. Albert Clemenceau, dans la première partie du conflit, a été l'artisan de rendez-vous entre le Général Foch et son frère, à l'instar de Tardieu et Meunier-Surcouf. Michel Clemenceau est, pour sa part, brièvement affecté auprès de Foch début 1918 alors même que son père est président du Conseil, et garde un œil très attentif sur les faits et gestes du maréchal...

Franchise et confiance?

Les relations de Foch avec le pouvoir politique sont donc multiples et importantes. Elles sont aussi marquées par un style qui lui est propre: franc et direct. Mais la confiance qui devrait les accompagner n'est pas toujours au rendez-vous.

Avec Clemenceau, comme avec les autres chefs d'État et de gouvernement, Foch fait preuve d'une grande franchise et s'exprime directement. Avant sa première rencontre avec Clemenceau, le Général Millet lui avait conseillé: «Ne faites pas le petit Saint-Jean; avec lui il faut de l'escrime...». Foch semble ne s'en être jamais départi. Il en est rapporté de multiples exemples, sans doute pour certains enjolivés après coup, mais ils valent largement les échanges de Churchill avec de Gaulle! Entre Foch et Clemenceau, l'escrime ne sera pas toujours à fleuret moucheté. Au printemps 1918, peu avant la conférence de Doullens, alors que les fronts français et britannique sont enfoncés, il lance à Clemenceau: «Ce n'est pas en déjeunant qu'on dirige des batailles!»; ou encore peu après: «Pensez-vous que vous pouvez m'apprendre à faire la guerre?».

La relation qu'il entretient avec les responsables alliés n'est guère plus empruntée dès lors qu'elle prend place dans des situations critiques où la volonté et le moral sont essentiels pour tenir «coûte que coûte», se faire tuer sur place et ne plus lâcher un pouce de terrain avant de repartir à l'assaut. C'est le cas avec le roi des Belges dans le nord de la France à la fin de l'année 1914; c'est aussi le cas avec Orlando et le roi d'Italie en 1917. Il ne faudrait toutefois pas caricaturer Foch en général livrant ses quatre vérités à tort et à travers. Tel n'est évidemment pas le cas. Il a le sentiment de son devoir, de sa responsabilité vis-à-vis de l'histoire, de l'urgence des situations. Il reste aussi professeur et, à certains égards, diplomate, conscient qu'il faut plutôt convaincre qu'imposer, même si cela s'est parfois traduit par une forme de «pilonnage», comme la journée en train passée avec Orlando, fin 1917, pour le convaincre de résister sur la Piave. Clemenceau lui reprochera d'ailleurs de ne pas assez commander aux alliés, mais Foch ne voyait pas les choses de cette manière: «Nous cautions, nous discussions et, sans en avoir l'air, je les amenais petit à petit à mon idée. Je leur apportais une solution. Mais je ne leur imposais pas. Ils étaient contents. Je m'efforçais de les convaincre. Parfois ce fut un peu long. Mais on y arrivait toujours».

Cette franchise aurait pu aller de pair avec une réelle confiance entre le Commandant en chef et le pouvoir politique. Tel fut régulièrement le cas. Avec les responsables étrangers, on peut citer le cas du roi d'Italie qui, lors du remplacement de Cadorna par Diaz, confiera à Foch qu'il ne pouvait nommer le duc d'Aoste, car vaincu il aurait compromis la dynastie, vainqueur il aurait pris le trône... De même a-t-il existé une confiance, ou du moins une véritable estime, entre lui et Clemenceau. Quoiqu'anticlérical, ce dernier, arrivant à l'improviste au QG de Foch alors que celui-ci était à la messe, demanda qu'on ne le dérangeât point: «Cela lui a trop bien réussi. J'attendrai». Sous un aspect plus politique, le 4 juin 1918, alors que la situation militaire est très difficile et que Foch lui a offert sa démission et demandé s'il passerait en conseil de guerre, Clemenceau prend sa défense de manière très vigoureuse à l'Assemblée nationale, mettant lui-même sa démission dans la balance!

Mais entre les deux hommes, la méfiance subsiste. Pour Foch, Clemenceau reste un «politique» avec tout ce que cela peut avoir de péjoratif. L'inverse est vrai de Clemenceau qui, comme d'autres, avant et après lui, le fait surveiller pour divers motifs: cléricisme, césarisme... En réalité, ce n'est là que le symptôme d'un phénomène plus large. En France, comme à l'étranger, les hommes politiques ont regretté d'avoir, au début du conflit, laissé «la bride sur le cou» aux généraux. Ils considèrent, pour une large part, que cette «trop grande» autonomie dans la conduite des opérations est la cause des pertes humaines et de la mauvaise situation militaire des années 1916 et 1917. C'est l'un des motifs des limogeages de Joffre et de Nivelle et de l'ascension de Foch. Painlevé pousse Foch pour contrer Nivelle, puis pour limiter le pouvoir de Pétain et son emprise sur l'armée afin qu'il ne prenne pas l'ascendant qu'avait Joffre. Clemenceau fera de même. Poincaré joue Foch contre Clemenceau. Lloyd George pousse lui-même Foch pour contrer l'influence de Haig ou de Wilson. Clemenceau y voit une opportunité. Foch, apprécié des Britanniques puis des Américains, apparaît capable de les maintenir dans l'alliance et de contrebalancer la perte de poids numérique des

armées françaises. Foch, artisan de la victoire, est donc l'instrument d'autres objectifs politiques qui apparaîtront au grand jour au moment de faire la paix.

Clemenceau voudrait également, à travers Foch, mener directement la guerre. Il passe un tiers de son temps au front. Il se rend au QG de Foch presque tous les jours, officiellement pour le décharger des aspects non militaires de la conduite des opérations. Il lui arrive de donner des ordres par-dessus le commandant en chef, surtout si les affaires ne vont pas à son goût. Très intrusif, il cherche en réalité à contrôler Foch. Il garde également un œil sur les relations avec les alliés, s'invitant même le cas échéant à un échange bilatéral. Foch devra donc défendre son champ de compétence face à ces ingérences réitérées, s'en plaignant au président de la République, Poincaré. Clemenceau comme Foch ont la conviction que s'ils ne parviennent à repousser l'offensive allemande, à tenir, puis à faire refluer l'ennemi, ils seront tous deux remplacés par d'autres qui feront la paix au détriment de la France. Parce que la Patrie est en danger, leur collaboration est nécessaire. Mais elle prend parfois l'allure d'une lutte de pouvoir. Elle se dénouera avec la paix.

Cedant arma togæ, concedat laurea lingue

La guerre a brouillé les champs de responsabilité respectifs du politique et du militaire et, par là-même, le lien de subordination. Quand tout devient militaire, que reste-t-il au politique? Où doit s'arrêter l'autorité du commandant en chef? Peut-elle être cantonnée aux opérations, quand les opérations dictent tous les aspects de la vie nationale? La question est d'autant plus sensible que Foch va progressivement développer une vision extensive de ses compétences. Les hommes politiques au pouvoir, Clemenceau au premier chef, vont chercher à cantonner son influence.

Dans l'esprit du commandant en chef comme du président du Conseil, il y a une complémentarité entre leurs fonctions: à Foch les opérations militaires, à Clemenceau l'arrière, l'effort de guerre et la politique. La subordination du militaire au politique perdure, le dernier mot revient au Gouvernement. Mais avant le dernier mot, les discussions sont possibles, voire avec une lutte d'influences.

Durant le conflit, il est arrivé plusieurs fois que les rapports se tendent suffisamment pour que Painlevé comme Clemenceau rappellent sèchement à Foch, en privé et parfois devant les alliés, qu'il est attendu de lui qu'il obéisse ou qu'il se taise. C'est le cas quand Foch essaye d'échapper au rôle que Painlevé veut lui faire jouer dans l'enquête contre Nivelles après l'échec du Chemin des Dames. Il en est ainsi également, en comité de guerre, quand Clemenceau peut déclarer devant Foch et Pétain: «Je suis seul responsable ici», ou quand, devant les Britanniques, il empêche Foch de défendre son idée de constituer une réserve générale et d'exprimer un point de vue divergent du sien, lui imposant le silence.

Si Clemenceau doit consentir à ce que Foch soit à la manœuvre pour la signature de l'armistice, car l'arrêt temporaire des combats reste du domaine militaire, la paix relève du Gouvernement. Pour lui, sans conteste, le travail des militaires est terminé, place maintenant à la politique et à la diplomatie. Il est, en cela, soutenu par Lloyd George et Wilson. Le Maréchal Foch considère comme une évidence sa participation à la Conférence de la Paix. Il n'en est rien. Il ne sera pas membre de la délégation française. Clemenceau le tient à l'écart, arguant qu'il ne peut faire partie des plénipotentiaires français puisque ses fonctions le font dépendre des alliés. Foch voudrait obtenir des garanties durables, tout particulièrement le contrôle de la rive gauche du Rhin; Clemenceau estime la proposition irréaliste et cause de rupture avec les alliés qu'il tient à conserver aux côtés de la France. S'ensuit entre les deux hommes un conflit ouvert. Le maréchal va se lancer dans une véritable campagne contre le président du Conseil.

Dans ce combat politique, faute sans doute d'avoir vraiment voulu acquérir les codes de la III^{ème} République, Foch part avec un handicap. Il démarche le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale. Il cherche à obtenir l'intervention de Poincaré, invoquant les lois constitutionnelles qui lui donnent le pouvoir de négocier les traités ou de convoquer le Conseil des ministres, mais ignorant que depuis 1877, ces prérogatives sont du seul ressort du président du Conseil, Clemenceau! Il demande et obtient, contre tous les usages, de s'exprimer devant le Conseil des ministres. Pour Clemenceau, il ne peut s'agir que d'une déclaration sans débat ou délibération, Foch n'en étant pas membre. Dans le cas contraire, il menace de démissionner. Après son allocution, Foch doit sortir à la demande de Clemenceau, qui peut ensuite reprendre la main. Malgré ses demandes répétées, Clemenceau refuse de lui communiquer les clauses du traité qui, selon lui, ne relève que du Gouvernement. Il n'en prend connaissance que grâce à son homologue britannique. Foch a également recours à la presse étrangère, la presse française restant soumise à la censure. Il s'attire les foudres des alliés en plus de celles de Clemenceau. Il doit se dédire, renvoyant la faute des propos contestés à son état-major et aux journalistes. Il obtient enfin de s'exprimer devant les chefs d'État alliés à la Conférence de la Paix, y développant une position contraire à celle de son gouvernement. Il n'est pas écouté. C'est un échec.

Si Foch ne peut être démis en raison de sa popularité et de son aura militaire, qui en impose aux alliés comme aux Allemands, le rendant encore indispensable, les deux hommes deviennent irréconciliables. La rivalité s'exacerbe. Foch refuse d'être présent lors de la signature du traité à Versailles pour ne pas servir de caution au président du Conseil. La politique intérieure aggrave la situation. Clemenceau pense que Foch pourrait être son rival à l'élection présidentielle qui se profile. Beaucoup y travaillent et souhaitent que le maréchal devienne député ou sénateur pour pouvoir se présenter. Foch s'y refuse, mais il fera battre Clemenceau, incitant les parlementaires qui lui demandent son avis à ne pas voter pour lui. Clemenceau, quant à lui, refusera d'assister aux obsèques du maréchal.

Quels enseignements?

Peut-on dégager des enseignements de cette expérience historique pour les officiers d'aujourd'hui? Trois peut-être:

- les relations tissées par Foch dans le monde parlementaire lui ont été indispensables pour faire prévaloir ses idées sur la conduite de la guerre. Ces relations étaient nées pour partie avant le conflit. Il les avait lui-même théorisées en créant le CHEM et en prônant l'ouverture sur la société de la future élite militaire;

- au-delà du style personnel, sa franchise manifestait surtout sa volonté d'exercer la plénitude de ses attributions militaires comme conseil du Gouvernement puis commandant en chef. Maniée avec à propos, elle reste un attendu essentiel, le chef politique ne pouvant exercer ses prérogatives qu'en toute connaissance de cause;
- comme plus tard Juin, mais à la différence d'un de Gaulle, Foch se trouvera finalement confiné dans le rôle de Cassandre, faute d'avoir maîtrisé les règles de la III^{ème} République ou consenti à devenir homme politique. Car, soulignait Cicéron, si les armes cèdent à la toge - *cedant arma togae* -, ce n'est pas seulement par principe politique, c'est aussi parce que, *concedat laurea linguae*, peut-être plus que les armes, les idées forgent le monde que les hommes voudraient façonner.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un master de recherche en relations internationales, Monsieur Matthieu MEISSONNIER est administrateur du Sénat. Il est également membre du Groupe réflexion Terre (GRT), auditeur de la 63^{ème} session de l'IHEDN et officier de réserve (Orsem).

Bibliographie :

Foch, Jean-Christophe Notin, 2008, Perrin.

Ferdinand Foch, Vouloir c'est pouvoir, Rémy Porte, 2009, 14-18 Editions.

Foch chef de guerre, Elizabeth Greenhalgh, 2013, Taillandier.

Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre 1914-1918, tomes 1 et 2, Ferdinand Foch, 2007, Editions de l'Officine.



Le Maréchal Foch en 1918

Commandement interallié et art opératif

Par le Lieutenant-colonel (H) Claude FRANCOIS

Le Lieutenant-colonel (H) Claude Francois nous montre les conditions effectives de l'exercice du commandement interallié exercé par le Maréchal Foch.

Sachant qu'il n'obtiendrait aucun résultat par une forme directive de commandement, Foch a toujours agi en souplesse. On lui prête d'ailleurs l'aphorisme, en fait de Sarrail à Salonique, selon lequel «il admirait beaucoup moins Napoléon depuis qu'il avait commandé une coalition».

C'est ainsi que Foch, en tant que commandant suprême interallié en 1918, a toujours prôné la persuasion comme méthode unique de commandement, ce qui, il est vrai, cadrait difficilement avec son caractère!

Si tout le monde garde en mémoire la décision prise à Doullens par les gouvernements français et britannique de confier à Foch la «coordination» des armées alliées alors en pleine déroute face à l'offensive allemande, coordination rapidement transformée en commandement interallié effectif, les conditions effectives de l'exercice de son commandement, conditions tant pratiques qu'opérationnelles, sont moins connues. C'est à répondre à cette question que vise cet article.

Foch commandant en chef interallié

Tout d'abord, quel était son état-major? Organisé *ex nihilo*, puisque n'existant pas précédemment, l'état-major interallié de Foch a été mis sur pied à partir de celui du chef d'état-major de l'armée (français), poste qui était le sien précédemment. Il s'agissait donc d'un état-major exclusivement français, sous les ordres du Général Weygand, fonctionnant selon les procédures françaises alors en vigueur. Les armées alliées, en fait essentiellement britannique et américaine, y détachaient des officiers de liaison d'un grade subalterne. Il ne s'agissait en aucun cas d'un état-major «combiné» au sens multinational que nous connaissons actuellement, les forces n'étant pas intégrées au sens «joint» du terme. Foch ne commandait pas, comme Eisenhower vingt-cinq ans plus tard, des groupes d'armées mis à sa disposition par les gouvernements de la coalition, mais des armées nationales, commandées par un commandant en chef national, très directement subordonné à sa chaîne de commandement nationale. Comparaison n'est pas raison avec Eisenhower et encore moins avec le SHAPE.

Foch prenait directement contact, personnellement, avec ces commandants en chef subordonnés, en règle générale de façon individuelle, très rarement par des conférences au sommet. Durant les huit mois d'opérations intenses que son commandement a connus, Foch n'a tenu en tout et pour tout que deux conférences interalliées: la première, en juillet, pour commenter sa directive de reprise des opérations offensives et donner ses orientations en matière de planification; la seconde, tout début novembre, pour finaliser le projet des conditions d'armistice à imposer à l'Allemagne défaite.

S'agissant de ses contacts avec ses «homologues» nationaux, Foch, connu pour son caractère entier et tranchant, ne s'est jamais départi d'une courtoisie parfaite, respectant toujours leurs intérêts nationaux respectifs. Il n'y a que vis-à-vis de Pétain qu'il se soit montré particulièrement directif. Chaque commandant en chef conservait en effet la possibilité d'en appeler à un arbitrage de son gouvernement s'il se considérait «lésé» par une décision du commandant en chef des armées alliées. Foch n'a eu aucun mal à convaincre Clemenceau d'ôter ce «droit de recours» à Pétain en juin, à une époque où leurs conceptions divergeaient totalement, Pétain voulant raccourcir son front pour se reconstituer des réserves, Foch, beaucoup moins alarmé devant l'ampleur de la progression allemande, planifiant une contre attaque¹.

Sachant qu'il n'obtiendrait aucun résultat par une forme directive de commandement, Foch a toujours agi en souplesse. On lui prête d'ailleurs l'aphorisme, en fait de Sarrail à Salonique, selon lequel «il admirait beaucoup moins Napoléon depuis qu'il avait commandé une coalition». C'est ainsi que Foch, en tant que commandant suprême interallié en 1918, a toujours prôné la persuasion comme méthode unique de commandement, ce qui, il est vrai, cadrait difficilement avec son caractère!

«Le commandement unique, surtout quand il doit s'exercer sur des chefs d'une autre nation, d'une autre race, ne peut pas s'imposer par un décret. Le seul qui l'impose, c'est l'homme chargé de l'exercer agissant, par son ascendant, sur ceux avec qui il doit collaborer (...). Mon idée revient en somme à ceci: quand le commandement s'exerce sur des armées alliées, des ordres secs, impératifs, catégoriques ne produiraient aucun résultat. Il faut que celui qui les donne sache les faire accepter pleinement par celui à qui il s'adresse, qu'il obtienne sa confiance, son adhésion. Il n'existe pas pour lui d'autre manière de commander (...).

¹ Celle-ci sera conduite avec succès par Mangin le 11 juin.

Quand les armées se battent ensemble, il est absolument impossible de réaliser l'unité de commandement autrement que par cette influence morale. En d'autres termes, ce n'est pas la contrainte qui agit, mais uniquement la persuasion.

À quoi sert-il en effet de donner des ordres lorsque, pour toutes sortes de raisons matérielles et morales, ils ne peuvent pas être exécutés? Il faut prendre les hommes, surtout les étrangers, comme ils sont et non pas comme nous voudrions qu'ils fussent²».

Les relations qu'il a entretenues avec Pershing et Pétain sont significatives de son style de commandement «interallié». Avec le premier, un commandant un chef étranger, Foch y mettait toutes les formes, tandis que vis-à-vis de Pétain, général français, il le considérait comme un subordonné: lors de la mise sur pied des grandes unités américaines, Pershing voulait qu'elle fussent réunies en une armée nationale dont il assurerait le commandement, prétention légitime; tandis que Pétain, confronté à une grave crise des effectifs français, envisageait que les grandes unités américaines puissent être réparties au sein des armées françaises, ce qui, en outre, présentait l'avantage de rôder leurs états majors, encore peu expérimentés. Foch arbitre en faveur de Pershing au nom de la solidarité interalliée. De même, en automne, alors que l'offensive américaine en Argonne piétine et démontre l'inexpérience de la jeune armée américaine par l'incompétence de ses états-majors, Clemenceau, constatant ces échecs, presse Foch d'obtenir la relève de Pershing, ce qui aurait été, à coup sûr, source d'une grave crise interalliée. Foch s'y oppose avec vigueur et stoppe même l'offensive de Gouraud sur son flanc gauche, qui ne sera relancée que lorsque l'armée américaine sera remise en ordre. Cette mansuétude de Foch vis-à-vis de Pershing indisposa particulièrement Clemenceau, et les relations entre les deux Français s'en ressentirent.

A contrario, avec Pétain, les relations seront celles d'un chef à un subordonné: en juin, observant que le commandant en chef français n'est pas enclin à préparer les contre-attaques qu'il projette, mais même envisage de raccourcir son front³, Foch rapproche son PC de Provins où siège celui de Pétain, et chaque matin durant trois semaines, Weygand se rend au GQG français vérifier que son homologue, le major général des armées françaises, se plie bien aux ordres de Foch⁴. Par ailleurs, considérant que le Général Anthoine, major général, est l'âme damnée de Pétain qui l'entretient dans son pessimisme, Foch en obtient la relève et son remplacement par Buat, plus acquis à ses conceptions. Ces frictions et ce commandement «rênes courtes» du GQG français par Foch seront à la source des relations tendues qu'entretiendront après la guerre les «maisons» Foch et Pétain. Le 18 juillet, tandis que Pétain a décommandé une nouvelle offensive Mangin pour utiliser cette armée à colmater la brèche créée par Ludendorff au sud de la Marne, en une heure, Foch annule l'ordre du G.Q.G. français, confirme l'action de Mangin et actionne lui-même directement Fayolle, commandant le G.A.R⁵.

Foch et l'apparition de l'art opératif

Au-delà de cet aspect formel du commandement interallié de Foch, son grand apport fut le recours à l'art opératif qu'il appliqua certainement «en marchant» et qui ne fut codifié formellement que par la suite, notamment par la pensée militaire soviétique.

En effet, les chefs militaires, de l'Entente ou Allemands, se trouvaient bloqués au plan stratégique par l'impasse tactique, imposée par le feu, qui interdisait toute action de rupture du front adverse, préalable indispensable à la reprise de la guerre de mouvement avec des objectifs à portée stratégique.

Du côté allemand, Ludendorff avait échoué en lançant des offensives tactiques (Picardie, Chemin des Dames, Champagne) qu'il avait poussées jusqu'à leurs limites extrêmes, mais sans jamais parvenir à juguler le jeu des réserves adverses, qui sont toujours parvenues à colmater les brèches réalisées, parfois même à contre-attaquer.

Constatant cette contrainte, de façon très pragmatique, Foch décida, non pas de tenter de percer le front allemand, mais, dans un premier temps, de l'ébranler, par des attaques à portée limitée, se relayant les unes les autres, ce qui rendait caduc le jeu des quelques réserves qui restaient encore aux Allemands. Mais, surtout, ces attaques affaiblissaient le front allemand, attaqué partout dans des délais très brefs. Dans un deuxième temps, une fois le front allemand ainsi mis en déséquilibre, Foch lança son offensive générale, attaquant partout et simultanément le dispositif ennemi, qui ne pourrait que reculer, lâchant ainsi l'une après l'autre ses rocares ferrées qui soutenaient ses lignes de communication. Ce faisant, les Allemands seraient rapidement placés devant le choix, soit de capituler, soit de se replier sur le *Reich* avec un risque chaque jour plus grand d'effondrement complet de leur front. On sait avec quel succès le gouvernement né de la révolution allemande choisit la première solution en masquant, par une remarquable opération de communication, le réel désastre militaire par la légende du «coup de poignard» dans le dos⁶.

Pourquoi évoquer à ce sujet le terme d'art opératif? Parce que Foch s'est extrait du niveau tactique, confié aux armées nationales. Ainsi, en tant que commandant en chef interallié, Foch situait toujours sa réflexion et ses conceptions au niveau global du théâtre, sans entrer dans les aspects particuliers tactiques de tel ou tel secteur du front. C'est cette perception «par le haut» du théâtre qui a fourni la cohérence d'ensemble à toutes les attaques conçues et lancées par Foch. Mais il n'atteignait pas pour autant le niveau stratégique – lequel a d'ailleurs toujours fait défaut dans la conduite de la guerre – qui, lui, aurait visé à faire jouer en cohérence et complémentarité les différents théâtres: le front occidental incluant le théâtre italien, et les armées d'Orient sur le théâtre macédonien⁷.

À propos du rôle joué par Foch et de sa place dans la conduite des opérations, Fayolle disait à fort juste titre: «Foch me donne les ordres, Pétain me fournit les moyens, et moi, je mets en œuvre»⁸.

² Dans Recouly. «*Le mémorial de Foch*». Paris. Les éditions de France 1929. 343 pages. Pages 15 à 24.

³ Le 4 juin, Pétain remet à Foch une note personnelle préconisant un raccourcissement du front par un repli au nord sur la Somme et l'abandon à l'est de la Lorraine. Foch n'y donne aucune suite, dénonce cette manœuvre auprès du gouvernement français et ordonne la contre-attaque Mangin.

⁴ Ceci n'arrangera pas les relations entre Pétain et Weygand qui seront particulièrement détestables en 1934 quand le premier sera ministre de la Guerre et Weygand généralissime désigné.

⁵ Groupe d'armées de réserve dont dépend Mangin. Voir Fayolle, «*Carnets secrets de la Grande Guerre*», Paris, Plon, 1964.

⁶ Le socialiste Ebert accueillit les unités allemandes retraitant et ralliant le *Reich* fin novembre par ces mots: «Je salue une armée invaincue!»

⁷ C'est d'ailleurs cette absence de niveau stratégique politico-militaire qui permit à Londres de négocier et de signer l'armistice avec la Porte ottomane, sans mettre Franchet d'Espèrey dans la «boucle».

⁸ Fayolle, *op. cit.*

Ceci écrit, force est de constater que le niveau interarmées, consubstantiel à l'art opératif, échappait à Foch: le *Flying Corps* britannique, au même titre que la division aérienne française, est demeuré subordonné à son GQG national. Foch n'a d'ailleurs jamais émis la moindre intention de faire remonter leur commandement à son niveau. Que retenir de cette première expérience de commandement interallié?

L'enseignement majeur réside dans le respect des intérêts nationaux. Même si Foch ne disposait pas d'un état-major multinational, il a toujours placé ces intérêts au premier chef de ses préoccupations, dussent-ils aller à l'encontre des impératifs opérationnels immédiats. Cette constatation se retrouvera exactement dans les mêmes termes moins de vingt ans plus tard lorsqu'Eisenhower commandera les forces alliées en Europe. Pour les mêmes raisons, Bradley s'estimera toujours lésé par rapport à Montgomery, notamment lorsque les priorités logistiques de la coalition alliée lui seront attribuées pour une opération à haut risque, *Market garden*, qui se soldera par un cuisant échec à Arnhem. Alors qu'aujourd'hui, au sein de toute coalition multinationale, l'imprégnation des intérêts nationaux a tendance à s'estomper face au leadership de la nation dominante qui impose ses buts, son organisation et ses modes de fonctionnement.

Quant au recours à l'art opératif, appliqué par lui de façon fort empirique, il faut le reconnaître, Foch en a été l'initiateur. Certes, il n'a pas exercé de responsabilités interarmées au sens où on l'entend de nos jours. Encore faut-il ne pas perdre de vue qu'à l'époque l'aéronautique militaire ne constituait pas une armée en tant que telle, même si elle évoluait dans un autre milieu que le cadre terrestre, mais qu'elle demeurait subordonnée au commandement terrestre.

Concernant l'art opératif, il sera repris et codifié formellement par le commandement soviétique avant d'être mis en œuvre par l'armée Rouge dans les phases successives de reconquête de son territoire, de la Pologne et de la partie orientale du *Reich* entre 1943 et 1945.

Ainsi, tant dans le niveau de commandement qui releva de sa responsabilité que dans la forme qu'il prit pour l'exercer en 1918, Foch fut un précurseur de ce qui fut joué en termes d'organisation du commandement lors du conflit suivant, même si les circonstances, donc les formes, furent radicalement différentes d'un conflit à l'autre.

Saint Cyrien de la promotion «Maréchal de Turenne», Le Lieutenant-colonel Claude FRANC sert dans des formations du corps blindé mécanisé avant de rejoindre la 102^{ème} promotion de l'École Supérieure de Guerre. Il alterne affectations en état-major, en corps de troupe et en école. Chef du bureau Études opérationnelles du Commandement de la force logistique terrestre avant de rejoindre l'enseignement militaire supérieur comme instructeur. Actuellement en service au centre de doctrine et d'enseignement du commandement .

Chercheur associé à la division Terre du service historique de la défense, il publie des articles d'histoire militaire dans les Cahiers du CESAT, la revue Doctrine et dans le bulletin de l'ANOR/Arme Blindée Cavalerie.



Concentration des efforts et rapport de force



Par le Lieutenant-colonel Emmanuel DUBOIS

En abordant le principe de concentration sous l'angle du rapport de force, le lieutenant-colonel Emmanuel Dubois met en évidence qu'il s'agit là d'une préoccupation permanente de tous les grands capitaines à travers les siècles. Finalement, la concentration est, de tous les principes, celui qui semble le plus aller de soi. Pourtant, son application a toujours mobilisé une énergie et une intelligence impressionnantes.

La concentration des efforts est un des trois principes de la guerre attribués au Maréchal Foch et adoptés, depuis, comme pierres angulaires de la pensée militaire française. Conceptuellement, il s'agit de faire converger les vecteurs de sa puissance vers un même point à moment et en un lieu choisi. En focalisant ainsi la force, l'effet attendu est de provoquer un changement décisif du déroulement de la bataille. La concentration des efforts consiste donc à imaginer puis à mettre en œuvre un ensemble d'action convergentes destinées à modifier les équilibres, le rapport de force, dans le but de vaincre l'adversaire.

Cette notion de rapport de force mérite une attention particulière en dépit de son apparente simplicité. Etymologiquement, le rapport de force caractérise un lien, une relation de puissance entre deux ou plusieurs entités. Le rapport de force n'est jamais figé ni définitif. C'est une notion relative qui engage la responsabilité du chef. L'idée qu'il se fait de ce rapport va être déterminante pour fixer la nature exacte et l'intensité des risques qu'il faudra prendre.

L'évaluation de ce rapport de force ne se limite pas à un dénombrement mathématique des capacités techniques des uns et des autres que l'on comparerait. C'est la rencontre d'une analyse méthodique et d'une intuition. C'est en raison de cette part de subjectivité qu'il est essentiel que les futurs chefs opérationnels de l'armée de Terre manient ce concept avec agilité.

Pour cela, en s'appuyant sur la doctrine contemporaine, il est primordial qu'ils saisissent la pensée des théoriciens de la pensée militaire, qu'ils approuvent ou contestent la manière dont ils combinent les multiples dimensions du rapport de force. Ainsi, distinguant avec finesse le contingent du permanent, ils seront à même de penser le principe de concentration des efforts dans la perspective d'un combat Scorpion collaboratif qui, demain peut-être, rebattra les cartes du rapport de force.

*
* *

Que dit aujourd'hui la doctrine sur le rapport de force?

Une revue rapide de la doctrine française contemporaine permet de disposer de repères solides pour apprécier pleinement la pensée des auteurs classiques qui l'ont influencée, d'une manière ou d'une autre.

Tout d'abord, les forces terrestres (FT-04) décrivent, en cohérence avec les trois principes fondateurs, des principes généraux de l'engagement tactique dans une triple finalité: contraindre l'adversaire, contrôler le milieu et influencer les perceptions. Ils énumèrent ensuite une liste de facteurs de succès de l'engagement d'une composante terrestre dont un rapport de force favorable¹ «s'appuyant sur la combinaison dynamique des fonctions opérationnelles interarmes dans le cadre des effets interarmées». Il s'agit donc de dominer l'adversaire en atteignant le faite de sa force grâce à une combinaison optimale des effets produits par différents vecteurs.

Pour pouvoir être réceptif à d'autres visions du rapport de force, il convient de bien comprendre qu'il s'agit là d'un parti pris doctrinal. La question n'est pas de savoir si c'est juste. Par nature, une doctrine prend position, elle est opératoire. La nôtre considère aujourd'hui la puissance et la coordination comme éléments clés du rapport de force. Peut-être la dispersion des moyens qu'autorisera demain Scorpion nous amènera à revoir ces éléments clés.

Parue récemment, *Armée de Terre future* (ATF), dans une démarche prospective, dénombre huit facteurs de supériorité opérationnelle (FSO)². Une des forces de ce document de référence est de les avoir décrits dans une vision systémique. Il met ainsi en évidence à la fois les interactions et l'interdépendance de ces facteurs. Il permet donc l'étude d'un grand nombre de combinaisons, chacune apportant son lot d'enseignements et de conclusions d'ordre capacitaire, doctrinal, organisationnel...

Décrire ces combinaisons est un travail de longue haleine que nous n'aborderons pas ici. Notons toutefois, pour donner des pistes de réflexion sous le prisme de la concentration des efforts, que ces huit FSO peuvent être considérés comme autant de dimensions, de « leviers d'actions », permettant d'obtenir un rapport de force favorable.

Qu'en disent les théoriciens de la pensée militaire?

¹ Le lien entre celui-ci et le principe de concentration est d'ailleurs explicitement évoqué.

² Compréhension, coopération, agilité, masse, endurance, force morale, influence, performance du commandement.

Disposant de quelques clés de compréhension doctrinales, il est temps de mettre en perspective les classiques de la pensée militaire sur le thème du rapport de force. L'intérêt de l'exercice réside dans la mise en évidence des tendances de fond. Il est ainsi plus aisé de distinguer les évolutions des révolutions, le conjoncturel du permanent.

- **Jomini: un seul principe**

Le Général baron de Jomini (1779-1869) affirmait qu'«on est tout surpris de trouver que les batailles de Wagram, de Pharsale et de Cannes ont été gagnées par la même cause première».

Selon lui, la guerre n'est pas une science, mais un art qui repose sur l'application d'un principe fondamental qui «consiste à opérer avec la plus grande masse de ses forces un effort combiné sur le point décisif». Il considère trois moyens d'appliquer ce principe:

- «Prendre l'initiative des mouvements»
- «Diriger les mouvements sur la partie faible la plus avantageuse»
- «Faire commettre à l'ennemi des fautes contraires à ce principe»

Jomini, finalement, reconnaît un seul principe, la concentration des efforts, dont les trois moyens d'application correspondent en fait à deux facteurs de succès qui s'interpénètrent.

Le premier de ces moyens, «prendre l'initiative des mouvements», conditionne la réalisation du suivant. L'initiative est un facteur qui nous est familier et qui figure en bonne place dans nos réflexions doctrinales. Il est, pour nous, dans la droite filiation du principe de liberté d'action. Mais la familiarité n'implique pas nécessairement le consensus. Notons par exemple qu'un exercice de prospective du CICDE³ a récemment proposé de réviser les principes de Foch et d'ériger l'initiative au rang de principe. Sans disserter sur la pertinence de cette proposition, bornons-nous à noter que ce débat met en évidence la place toujours prépondérante de l'initiative dans la pensée militaire moderne.

Le deuxième facteur relève clairement du concept de rapport de force. Il est conçu comme la combinaison de deux actions complémentaires: la première concerne les forces amies, «diriger les mouvements sur la partie faible la plus avantageuse», la seconde concerne l'adversaire, «faire commettre à l'ennemi des fautes contraires à ce principe». Il s'agit, dans le raisonnement de Jomini, de faire converger sa masse vers l'objectif principal au moment voulu tout en s'assurant du fractionnement de celle de l'adversaire, dispersée face à des objectifs mineurs. On comprend donc l'importance de la manœuvre pour Jomini. C'est la condition nécessaire, si l'on n'est pas contraint à agir en réaction, pour obtenir un rapport de force favorable.

- **Clausewitz: le nombre, facteur premier**

Le raisonnement de Clausewitz est très intéressant parce qu'il relève de l'abstraction pure. Il aborde le concept de masse (dans le sens du FSO⁴) avec une incroyable modernité. Clausewitz raisonne avec les données de son époque en considérant toujours les hypothèses les moins favorables (notre approche avec le procédé du ME⁵ le plus dangereux est tout à fait analogue). Il suppose donc des armées équipées de façon similaire issues de peuples d'un degré comparable de civilisation. Il écarte ainsi par convention les différences de moyens techniques, d'organisation et d'entraînement: «Si nous dépouillons le combat de toutes les modifications qu'il peut subir d'après la détermination et les circonstances dont il est issu, si nous faisons abstraction enfin de la valeur des troupes parce que celle-ci est une donnée, il ne reste plus que le concept nu du combat, c'est-à-dire une lutte informelle dans laquelle nous ne distinguons rien que le nombre des combattants».

Que reste-il alors? La force morale et le nombre. Clausewitz met en avant le nombre. Bien qu'il considère qu'à nombre égal, une troupe pénétrée de vertu guerrière (Napoléon, Frédéric) est en quelque sorte plus nombreuse, il estime que le nombre est le facteur clé. D'une part, il connaît le caractère aléatoire et fluctuant de la force morale sur le champ de bataille et, d'autre part, il considère que la force morale ne peut compenser le nombre que jusqu'à un certain point seulement.

C'est à ce moment précis du raisonnement de Clausewitz qu'il y a un risque de faire contre-sens. Il ne dit pas que le plus gros l'emporte à coup sûr. Il ne conçoit pas la bataille comme un affrontement rudimentaire et brutal de deux masses dans une logique d'écrasement. Au contraire, il promeut lui aussi l'idée dynamique de la manœuvre. C'est là que le raisonnement de Clausewitz rejoint celui de Jomini et des grands capitaines. La stratégie (au sens clausewitzien, ce qui précède et prépare la bataille) «détermine sur quel point, à quel moment et avec quelles forces le combat sera livré; par cette triple détermination, elle exerce une influence très importante sur l'issue du combat». En fait, la manœuvre détermine les conditions du combat. Une fois que la lutte commence, il n'y a plus que le nombre.

Notons, pour enfoncer le clou, que Napoléon Bonaparte ne disait rien d'autre. Pour lui, la guerre est un art, la bataille le chef d'œuvre du stratège, «son plan seul peut être arrêté à l'avance et l'improvisation est la loi même de sa production»⁶. Napoléon estimait que l'issue de la bataille dépendait d'un effet: produire sur le front adverse une désorganisation locale assez puissante pour entraîner la désorganisation totale: «Il faut réunir ses feux sur un même point. La brèche faite, l'équilibre est rompu, tout le reste devient inutile»⁷.

Pour bien mesurer la portée de cette affirmation, il est nécessaire de comprendre que Napoléon cherchait délibérément la bataille décisive. Il créait, en quelque sorte, les conditions d'un affrontement direct par une stratégie indirecte. Celle-ci est caractérisée à la fois par une initiative de bout en bout et à la fois (corollaire) par une prise de risque parfaitement maîtrisée. En coupant les lignes de communication et de retraite de son adversaire, Napoléon l'acculait à un choix cornélien: se rendre ou se battre pour tenter sa chance à l'endroit et dans les conditions choisies par lui. On imagine aisément que dans ces conditions, le moral des troupes adverses, à tout le moins celui des chefs, n'était pas un facteur multiplicateur du rapport de force!

³ Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations. Sa devise reflète parfaitement sa mission: «Penser la guerre».

⁴ «Capacité à générer et entretenir les volumes de forces suffisants pour produire des effets de décision stratégique dans la durée...»

⁵ Mode d'action ennemi (ME)

⁶ «*La bataille napoléonienne*», H. Camon (chef d'escadron d'artillerie), 1899.

⁷ Napoléon Bonaparte

- **Végèce et la tradition antique**

Végèce a fait un effort d'abstraction pour mettre en évidence des principes d'action guerrière. Rappelons, pour préciser le contexte, qu'il écrivait pour édifier son Prince dans la perspective des batailles à venir à une époque très instable: les grandes invasions. De cette approche conceptuelle, retenons deux maximes qui nous éclairent sur ses conceptions très modernes de la bataille:

- «Savoir saisir les occasions est un art plus utile à la guerre que la valeur»
- «Ce qui contribue beaucoup à la victoire, c'est d'avoir en réserve de l'infanterie et de la cavalerie qui n'aient point de poste fixe. Les Lacédémoniens inventèrent la réserve, les Carthaginois en adoptèrent l'usage que les Romains ont toujours pratiqué depuis».

La première phrase nous éclaire sur sa conception de la bataille. Elle n'est ni prédictible ni figée dans son déroulement, le rapport de force ne peut qu'être relatif et provisoire, jamais définitif. De fait, en percevoir les fluctuations, les changements d'équilibre et parvenir à en déduire les opportunités à saisir est un art. Là encore, le rôle du chef, la qualité de son discernement, son aptitude à prendre des risques sont primordiaux. Il semble toutefois utile de préciser que le raisonnement de Végèce est fortement imprégné par la culture romaine qui associe volontiers le courage aux barbares. Contrairement aux Romains qui disposent de la discipline et de l'intelligence, la force morale (la «valeur») est la seule vertu accessible aux peuples frustrés et indisciplinés. Concrètement, quand César dit des Belges qu'ils «sont les plus braves», ce n'est pas vraiment un compliment!

La deuxième affirmation renvoie, une fois encore, à la notion d'initiative. Il considère que la réserve, tout comme Foch près de quinze siècles plus tard, est un instrument essentiel pour préserver la liberté d'action. Par la manœuvre que permet l'usage de la réserve, il est possible d'agir sur le rapport de force pour le modifier. Notons au passage que la définition donnée trouverait toute sa place dans un manuel d'état-major contemporain (la réserve n'a pas de «poste fixe», ce n'est pas une QRF⁸!).

- **Sun Tzu et la tradition chinoise**

Sun Tzu a écrit: «Il suffit d'estimer concrètement la situation de l'ennemi et de concentrer vos forces pour vous emparer de lui. Un point c'est tout». Cette injonction a beau être formulée sur le ton de l'évidence, Sun Tzu en envisage la mise en œuvre de façon bien plus sophistiquée. La tradition chinoise considère que ruse et stratégie s'entremêlent⁹. Il s'agit d'élaborer un stratagème, un piège tendu à l'adversaire pour qu'il commette une faute. On attend de l'ennemi qu'il soit à l'origine de sa propre vulnérabilité qui sera ensuite exploitée. Il est intéressant de comparer cette conception avec celle de Napoléon. Sans négliger la dispersion initiale de ses troupes pour masquer son objectif principal et plonger son adversaire dans l'incertitude, Napoléon se soucie assez peu des intentions de son ennemi. Il n'attend pas qu'il se perde lui-même, il ne compte pas sur son action, il le prend de vitesse et le force à la bataille.

Outre les pièges tendus, il est également nécessaire de se prémunir de ceux de l'adversaire. La tradition chinoise est prolix de maximes invitant le stratège à être imprévisible en anticipant. Sun Tzu affirmait ainsi que «celui qui n'a qu'un but et qu'une manière de l'atteindre n'est qu'un sot» parce que, définitivement prévisible, ses stratagèmes seront éventés et il tombera facilement dans les pièges qui lui seront tendus. Sans faire de confusion, retenons que, dans notre doctrine, la manœuvre de déception contribue à modifier les équilibres du rapport de force en inhibant la volonté adverse (indécision, incompréhension) ou en provoquant une dispersion plus importante que celle consentie pour la déception. Tout est affaire de dosage. Pour qu'elle soit crédible, la manœuvre de déception a un coût en termes de ressources. En outre, l'objectif secondaire visé doit être suffisamment important pour que son atteinte contribue directement aux buts finaux.

La soumission de l'adversaire, dans la tradition chinoise, passe donc par une manipulation permanente du rapport de force. C'est cela qui focalise l'énergie du stratège, pas la manœuvre des forces. Il s'agit de brouiller la perception, faire commettre des faux-pas, masquer ses intentions pour rendre la force de l'adversaire inopérante parce qu'inadaptée, incohérente et inutile.

Le rapport de force demain, éléments de réflexion

Chaque époque ou presque a été tentée de penser qu'elle avait percé les mystères de l'humanité. La nôtre, tout aussi humaine que les précédentes, n'échappe pas à cette règle. Il suffit d'évoquer la «révolution dans les affaires militaires (RMA)»¹⁰ pour s'en convaincre. La prospective est toujours un exercice délicat en ce sens qu'il n'est pas prédictif. Pour se prémunir des certitudes, la perspective historique agit comme un remède contre la suffisance et l'égoïsme historique.

Est-ce à dire que rien ne change? Probablement pas et il est évident que le programme Scorpion ouvre un champ des possibles plein de promesses comme le laisse entrevoir la récente doctrine exploratoire publiée par le CDEC. Toutefois, il faut rester mesuré, et le long développement qui précède sur la perception des auteurs classiques n'a d'autre ambition que de nous inviter à la prudence, vertu cardinale, qui permet d'éviter les impulsions de l'orgueil ou l'ivresse d'un enthousiasme exalté.

- **Connaître la force de l'adversaire**

Hier comme aujourd'hui, l'estimation du rapport de force se fonde d'abord sur des éléments objectifs qui s'inscrivent dans de multiples dimensions: nombre, organisation, doctrine et technologie. Notons que la cohérence d'ensemble est un facteur dimensionnant du rapport de force. C'est le fameux cycle DORESE¹¹, qui est à la fois gage d'efficience et d'efficacité opérationnelle. À défaut d'être parfaitement quantifiables, ces éléments peuvent s'apprécier. Au commencement, donc, est le dénombrement mathématique (nombre de pièces, d'unités, capacités techniques...) pondéré par des données doctrinales.

⁸ Quick reaction force

⁹ Sun Tzu, dans le premier chapitre de son «*Art de la guerre*», prétend que la «stratégie est l'art du mensonge».

¹⁰ Aux États-Unis, dans les années 90, s'est développée une tendance qui reposait sur la certitude que les progrès technologiques en matière d'information et de communication transformaient radicalement la nature de la guerre.

¹¹ Doctrine, organisation, ressources humaines, équipements, soutien, entraînement.

Ensuite sont agrégés des éléments subjectifs liés à la nature de l'adversaire, à sa culture stratégique, à ses buts de guerre. C'est là que la culture générale, la «véritable école du commandement», qui permet, selon le Général de Gaulle, «de s'élever à ce degré où les ensembles apparaissent sans préjudice des nuances», va donner vie à des statistiques. Le recours à la géographie, l'histoire, la sociologie, la philosophie, la théologie va permettre de développer une connaissance intime de l'adversaire, d'en comprendre les raisonnements, d'en percevoir les sentiments, les contradictions et, dans une certaine mesure, d'en prévoir les réactions.

L'évaluation du rapport de force, en raison du caractère subjectif précédemment évoqué, est de la responsabilité du chef. En effet, c'est à l'aune de cette vision, qu'il se sera forgé avec l'aide de son état-major, qu'il déterminera la nature et l'ampleur des risques qu'il va accepter de prendre.

- **Moduler la force de l'adversaire**

Il s'agit là de donner corps au moyen évoqué par Jomini: «faire commettre à l'ennemi des fautes contraires à ce principe [de concentration]». Ces fautes peuvent être provoquées de diverses façons: dissimuler ses objectifs, fausser la perception, échafauder un stratagème, prendre de vitesse, réaliser des manœuvres de déception, rompre le rythme, surprendre... Toutes ont pour dénominateur commun la dispersion.

«Effort partout, effort nulle part», affirme un dicton maintes fois répété dans tous les cours de tactique. La concentration peut sembler évidente parce qu'elle est logique d'un point de vue rationnel. En revanche, l'instinct humain pousse davantage à attaquer simultanément tous les centres d'intérêts de l'ennemi et, dans le même temps, à se défendre partout. «Concentrer» implique nécessairement une décision, le choix de sacrifier le contingent pour préserver l'essentiel. C'est prendre un risque auquel l'humain répugne. La dispersion donne au contraire un faux sentiment de sécurité.

Il s'agit donc soit d'empêcher l'ennemi de prendre l'initiative soit de la lui faire perdre. Dans le premier cas, ayant compris son mode de raisonnement, on l'empêchera de décider. C'est exactement ce qu'avait perçu Guderian, qui relançait en permanence son attaque dans les Ardennes en mai 1940. Il savait que les Français, obnubilés par le maintien d'une ligne de front continue, n'oseraient jamais lancer de contre-attaque tant qu'ils n'auraient pas une idée précise de la situation. Celle-ci n'interviendra finalement que trop mollement et trop tardivement pour peser sur le cours des événements. Le deuxième cas est un grand classique de la tactique, qui consiste à forcer l'ennemi à engager sa réserve de façon précoce ou sur un objectif secondaire pour lui faire perdre l'initiative. C'est dans cette optique qu'il faut lire la distinction «*main operations/shapping operations*», entre les opérations principales qui porteront l'effort et pour lesquelles le rapport de force devra être très favorable, et les opérations secondaires qui y contribueront, en particulier en provoquant la dispersion de l'ennemi.

- **Et le programme Scorpion?**

Le problème tactique principal de la concentration est qu'il est nécessaire de se disperser pour provoquer la dispersion de l'ennemi et assurer sa propre sûreté. Il est également fondamental de pouvoir accroître rapidement la densité de ses ressources, les concentrer, pour bénéficier d'un rapport de force favorable. C'est dans la dynamique dispersion/concentration que Scorpion va permettre de réaliser un bond qualitatif considérable. Scorpion est conçu comme un système à part entière, voire un méta-système. C'est un gage de cohérence, et donc d'efficacité. La performance des matériels, la puissance et la précision des armements, les capacités des systèmes de transmission et la technologie collaborative seront des atouts précieux. Scorpion permettra d'aller très loin dans la division. À tel point que certains, dont le Général Hubin, s'interrogent sur la pertinence de notre modèle actuel d'organisation des forces en régiments, compagnies et sections. Qui dit grande division dit multiplicité des combinaisons. Scorpion permettra donc également d'aller très loin dans les manières d'obtenir un rapport de force favorable, probablement en exigeant une moindre densité des moyens et probablement aussi en se basant sur la vitesse et la surprise.

Toutefois, tout en se réjouissant des formidables capacités de Scorpion, il faut rester lucide et prudent. Tout d'abord, si Clausewitz raisonne le rapport de force sur l'hypothèse de deux armées possédant des équipements similaires, c'est qu'il sait (ou pressent) qu'une innovation technologique ne procure qu'un avantage temporaire, jusqu'à ce que l'adversaire la possède ou bien la contourne. La littérature sur les technologies nivelantes abonde. Le monopole technologique de l'Occident est en train de prendre fin. Le rythme des innovations et de leur diffusion à grande échelle s'accélère. La lutte de la coalition contre DAECH, dans un rapport du fort au faible (ou du fort au fou selon le point de vue), en est une illustration. Avec des moyens limités et dans un contexte de temps peu propice aux cycles de recherche et développement, DAECH a été capable de concevoir et d'utiliser tactiquement des drones armés.

Ensuite, il faut bien mesurer la révolution culturelle que représente Scorpion d'un point de vue doctrinal. Notre doctrine, disions-nous précédemment à propos des FT, considère le rapport de force sous l'angle de la puissance et de la coordination. Or Scorpion atteindra davantage sa plénitude dans le champ de la surprise et de la vitesse, ce qui correspond plutôt à une vision orientale. Il ne suffit pas de décréter la révolution pour qu'elle s'opère. Nous sommes tributaires de notre culture de guerre, et la modifier prend du temps et de l'énergie. Négliger cette réalité peut avoir de graves conséquences comme perdre pied avec le réel, transformer la doctrine en dogme. On se rêve chat sauvage agressif, on se découvre gros matou inoffensif.

Enfin, il faut se garder de pousser les limites de la dispersion trop loin. Si la simplicité est un des critères de choix les plus utilisés pour comparer les manœuvres, ce n'est pas par manque de créativité des chefs tactiques. C'est parce que le combat s'accommode mal d'une trop grande sophistication. Le brouillard de la guerre obscurcit encore un peu plus l'esprit humain, déjà focalisé par un affrontement où l'on risque sa vie. En outre, ce que la technique rend intellectuellement possible sera toujours limité par la dimension humaine de la guerre, en particulier par la somme d'incertitudes que nous serons capables de supporter et, incidemment, par les risques que nous serons capables de prendre.

*
* *

En abordant le principe de concentration sous l'angle du rapport de force, nous avons pu mettre en évidence qu'il s'agit là d'une préoccupation permanente de tous les grands capitaines à travers les siècles. Finalement, la concentration est, de tous les principes, celui qui semble le plus aller de soi. Pourtant, son application a toujours mobilisé une énergie et une intelligence impressionnantes.

Bien que Foch n'emploie pas le mot «principe», nous pourrions légitimement nous interroger sur sa paternité à propos du principe de concentration. Quel est son mérite, après tout, une fois lus Jomini, Clausewitz et les théoriciens, une fois recueillies les expériences des praticiens?

La pensée militaire est un processus de création. Il ne s'agit alors ni de plagier, ni nécessairement d'inventer un monde nouveau. Steeve Jobs disait que «la créativité, c'est seulement mettre les choses en connexion». Foch a simplement connecté des expériences et des idées en les synthétisant sous une forme nouvelle. Son génie réside dans une formulation suffisamment claire et accessible pour faire consensus depuis près de cent ans dans le village gaulois.

En matière de pensée militaire, tout a peut-être été déjà dit depuis vingt-cinq siècles, mais, finalement, tout reste encore à inventer. À nous désormais d'interroger les évidences.

À l'issue de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, promotion de la «France combattante» (1997-2000), le Lieutenant-colonel Emmanuel DUBOIS choisit les troupes de marine. Après avoir servi à la Direction de la coopération de sécurité et de défense (ministère des Affaires étrangères et européennes) et dans diverses unités de son arme, il sert actuellement au Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC) en qualité de chef du bureau enseignement et études du cours supérieur interarmes (CSIA).



La pensée de Foch à l'épreuve de Scorpion



Par le Colonel Nicolas AUBOIN

Relire attentivement Foch à l'ère de Scorpion permet d'évaluer à quel point son enseignement a pu être profond et novateur. L'idée même de faire reposer son enseignement sur l'acquisition d'une grammaire (les principes) et sur l'analyse précise des situations est toujours extrêmement moderne.

Sa pensée, extrêmement riche sur la nature profonde de la guerre, est évidemment marquée par son contexte, mais peut nous aider à repenser notre époque et à tirer des conclusions adaptées à notre propre contexte.

«**L**iberté d'action, économie des moyens, concentration des efforts», ce triptyque des principes de la guerre selon Foch est le symbole de l'école de pensée militaire française. Il mériterait à ce titre d'être gravé sur le fronton de nos écoles de formation à l'instar de la devise de la République sur les monuments officiels, tant il est devenu partie intégrante de notre identité militaire. L'appartenance profonde de ces principes à notre identité n'exclut cependant pas que nous consacrons du temps à relire Foch, à analyser le contexte de son époque pour mieux comprendre la quintessence de ces principes et mettre ses enseignements au défi de notre époque et de son contexte tant opérationnel que capacitaire: soumettre la pensée de Foch au crible de Scorpion.

La bataille au cœur de la pensée de Foch

Foch, officier d'artillerie et polytechnicien, est lieutenant-colonel et professeur adjoint, puis titulaire de la chaire de tactique générale et d'histoire militaire à l'École supérieure de guerre lorsqu'il décide de publier son cours sous forme d'une compilation de ses conférences. Dans la grande tradition des enseignants chercheurs, il se livre dans son cours à une analyse poussée de la nature profonde de la guerre et de ses évolutions pour en tirer ses principes afin de préparer l'avenir. En 1903, date de sa première édition, sa pensée est tendue vers l'inéluctable prochaine guerre. Il tire de la défaite de 1870 des enseignements sur la différence qu'il fait entre affrontement des nations, combat à mort fait de passion, et les guerres limitées à stratégie indirecte et dont l'issue est par nature moins liée au sort des armes.

Pour lui, la guerre à laquelle il doit préparer ses stagiaires est une guerre de nations et donc une guerre de passion et de destruction, la guerre de la bataille décisive, c'est-à-dire une guerre dans laquelle la bataille est non seulement souhaitable mais aussi condition nécessaire et suffisante à assurer la victoire.

La bataille à laquelle pense Foch: une «tragédie grecque»

«*Pas de victoire sans bataille*», écrit-il. Cette bataille que Foch décrit, à laquelle il prépare ses stagiaires, est une bataille décisive. Il s'agit de défaire l'ennemi, d'anéantir ses résistances tant physiques que morales. Dans ce sens, il s'agit d'une tragédie, le courage du soldat dans la bataille et l'art des généraux dans un duel à mort faisant la différence. Dans sa pensée, on comprend aussi que les trois ingrédients de la tragédie grecque sont présents. Il s'agit pour cette bataille d'organiser l'unité de lieu, l'unité de temps et bien sûr l'unité d'action. Aussi, il aborde son enseignement comme celui d'un art. S'inscrivant dans une filiation revendiquée d'une école de pensée française à laquelle il se réfère, il appuie son enseignement d'abord sur la maîtrise d'une palette de «principes», qu'il compare à une grammaire. La grammaire à elle seule ne fait pas le génie mais, pour lui, pas de génie sans la maîtrise de la grammaire.

Il cite d'emblée une série de principes:

- Économie des forces;
- Liberté d'action;
- Libre disposition de ses forces;
- Sûreté...

Parmi ces quatre principes énumérés, trois sont nommément articulés et explicités dans ses conférences: la liberté d'action, la sûreté et l'économie des moyens.

L'économie des moyens est à comprendre comme une cinématique permettant de disposer pour la bataille de la masse décisive. La liberté d'action est d'abord celle de réussir cette cinématique malgré l'ennemi, et par conséquence directe, est le choix laissé aux subordonnés des modalités à prendre pour y parvenir. La liberté d'action dans cette assertion implique donc un style de commandement qui deviendra typique de l'école française.

Il développe aussi assez longuement le principe de sûreté, lié à celui de liberté d'action dans sa démonstration, mais non érigé en principe premier. Il l'oppose à la surprise stratégique qu'il faut éviter au risque de voir annihilée la liberté d'action, donc l'économie des moyens, donc la concentration des masses et par conséquent la victoire dans la bataille décisive.

Outre ces trois principes, il cite sans toutefois toujours les développer des pensées corollaires.

De cette théorisation de la bataille découle un premier corollaire: l'offensive seule peut être de nature à assurer la victoire. La défensive pour Foch ne peut être qu'un préalable à une exploitation.

Par ailleurs, dans le même esprit que l'offensive qu'il prône, il énonce l'idée de foudroyance, citée dans ses écrits sans pour autant y être énoncée en tant que principe, mais comme style à imprimer aux opérations.

L'école française retiendra, elle, trois principes: les deux premiers explicites chez Foch, auxquels s'ajoute la concentration des efforts. Bien que non articulé de cette manière, ce principe est néanmoins présent, sous-jacent tout au long de ses démonstrations. La concentration des efforts fait référence à la bataille qui doit être décisive. Pour Foch, la dispersion des efforts pour protéger des objectifs secondaires au détriment de la capacité à remporter la bataille est une faute. La bataille remportée rend tout effort secondaire superflu.

Après les deux guerres mondiales et la guerre froide: que reste-t-il de la tragédie?

Les exposés de Foch font une différence marquée dans la nature profonde des différents conflits. Il oppose le conflit existentiel, sur lequel il s'attarde, aux conflits limités. Pourtant, il est contemporain d'une série de «petites guerres», coloniales ou à ambitions limitées, toutes expéditionnaires, qui n'auront pas cessé, que ce fut pendant la Restauration, le Second Empire ou la troisième République. Foch ne traite pas de ces conflits dans ses conférences.

Par nature expéditionnaires, à ambitions limitées, ils n'ont pas l'intensité tragique de la guerre nationale. La victoire ou la défaite dans ces conflits passe davantage par la capacité à influencer, à se saisir des bons leviers du pouvoir que par détruire l'adversaire. Par ailleurs, ils ne sont pas existentiels pour la nation et donc leur enjeu est moindre.

Il est délicat dans ces conditions de parler de tragédie dans la stratégie, l'unité d'action et de temps n'étant pas une nécessité de la victoire.

Foch a nécessairement pensé et réfléchi ces conflits. Il a délibérément décidé de focaliser ses enseignements sur la guerre tragique, la guerre existentielle, dont il savait qu'elle serait le prochain conflit. Se laisser piéger à ne réfléchir qu'aux petites guerres a mené pour lui à la défaite de 1870. Bazeilles fille naturelle de Camerone, la France n'était plus préparée à affronter une nation qui, elle, s'était préparée à une guerre tragique.

Le XX^{ème} siècle sera marqué par une série de trois guerres tragiques. La troisième d'entre elles, la guerre froide, se déroulera avec le souci d'éviter à tout prix la bataille. Celle-ci aurait par nature été existentielle et aurait inmanquablement donné lieu à une escalade nucléaire. Mais que ce soit pour la mener ou sous la menace de la mener, la bataille a été présente dans ces trois conflits.

La pensée de Foch reste donc directement pertinente durant toute cette période pendant laquelle la bataille décisive reste l'enjeu, façonne les doctrines et les modèles d'armée.

Cette époque, d'un point de vue doctrinal, verra sa culmination avec l'«*Air-Land Battle*»¹ développée aux États-Unis. La dernière bataille décisive de cette époque à laquelle l'armée française participa est celle qui opposa la coalition menée par les États-Unis en 1991 à l'Irak. Cette guerre vit l'illustration de la mise en œuvre par les forces occidentales, avec leurs alliés, de ce concept *Air-Land Battle*. Cette formidable démonstration de puissance sera un tournant dans le monde dans le rapport de l'affrontement militaire. «*Go asymmetric or go stupid*»: c'est ainsi que le Général Brown², dans son analyse de cette guerre, conclut que les adversaires du bloc occidental, après cette démonstration de force, ont pu conclure que l'affrontement direct n'était plus possible, la bataille décisive n'étant plus «gagnable». Aussi, pour lui, l'adversaire n'a plus qu'une option, passer aux modes d'actions asymétriques.

La fin de la guerre froide et la pensée articulée autour des fameux «dividendes de la paix» ont largement capitalisé sur le constat opérationnel de puissance classique dissuasive et de fin de la menace existentielle. Les faits semblaient d'ailleurs donner raison à cette analyse, le monde allant vers un cycle de petites guerres.

Scorpion: les principes de Foch appliqués à la guerre non tragique

Malgré ce changement de paradigme dans l'approche des conflits, la pensée militaire française a conservé les principes de Foch comme fondements de sa pensée tactique.

- **Les principes de Foch survivent à la fin de la tragédie, pas sa pensée**

Rien que de plus normal en fait que ces principes restent pertinents malgré le changement de contexte. C'est l'essence même des principes. Aussi, notre tactique générale en reste profondément imprégnée.

Ce qui a changé dans la pensée militaire française est au niveau de l'emploi des forces. C'est à ce niveau que la pensée de Foch n'est plus la source d'inspiration de notre stratégie. La mise en œuvre (la tactique) y fait toujours référence. Décisives ou pas, en effet, les batailles doivent toujours être gagnées si elles sont engagées. Or, c'est l'idée même de la nécessité de la bataille qui a été revisitée à l'occasion du cycle des petites guerres, l'enjeu devenant les populations plus que les forces adverses, les deux étant parfois inextricablement liées d'ailleurs.

Les développements capacitaires, ainsi que les modèles d'armées décidés, montrent de manière claire que la pensée de l'emploi s'est tournée vers une capacité expéditionnaire, souple, agile, et taillée pour un emploi contre un adversaire parfois doté de capacités de haute technologie mais pas de masses, ni blindées, ni de feu, ni même en hommes.

- **Revisiter la pensée de Foch face à l'ère du numérique**

L'économie des forces dans le sens «cinématique» est une des clés de la guerre expéditionnaire. Que ce soit au niveau stratégique, opérationnel comme tactique, elle est déclinée dans son extrême mécanique. La couverture de l'arc de crise par des

¹ Cette doctrine est issue de l'effort mené par l'*US Army* pour se reconstruire après la longue guerre du Vietnam.

² Le Général Brown, qui était l'officier commandant le *Combined Arms Center* de Fort Leavenworth avant d'être nommé commandant de l'*US Army Pacific*, livre cette analyse lors de ses conférences aux élèves du CGSC, école de formation des officiers au grade de commandant.

forces repositionnées participe à cette économie. Aux niveaux opératif et tactique, la question de la mobilité intra théâtre est une clé de la réflexion tant de nos états-majors opérationnels qu'organiques. Ainsi, les réflexions doctrinales sur la capacité de liaisons de données satellites en mouvement (SOTM) ou sur les convois sont des éléments indispensables de cette économie des forces. Au niveau tactique, l'infovalorisation développée dans le cadre du projet Scorpion donnera les moyens à une force terrestre de repenser sa manœuvre. La capacité à comprendre la situation et à partager cette information dans un temps quasi réel ouvre des champs de possibilités jusqu'alors non explorés. La compréhension permet, en appliquant au maximum le principe de liberté d'action, de repenser une économie des forces encore plus décentralisée, fondée sur la capacité à déconcentrer la manœuvre des effecteurs tout en concentrant les efforts sur le point d'application décidé par le chef. On renouvelle donc bien dans cette pensée tactique moderne fondée sur les capacités offertes par le numérique l'application des «principes» de Foch.

Le fondement de sa pensée sur l'importance de la bataille est cependant à examiner de plus près. Il mène son analyse au début du XX^{ème} siècle en fonction des références de son temps. Aussi, il voit la bataille en «2+1» dimensions. Dans son aspect physique, la guerre se déroule en 2D, la troisième dimension étant la dimension humaine du choc des volontés très présente dans la pensée de Foch.

Le concept d'*Air-Land Battle* consacre le passage de la pensée à «3+1» dimensions. L'arme aérienne donne cette troisième dimension qui ouvre des champs tactiques nouveaux. Cette pensée établit la nécessaire coordination 3D au-dessus de la FOT³, préférablement faite au niveau tactique pour conduire la bataille (unité d'action tactique, unité de lieu et unité de temps). La coordination au niveau opératif pour obtenir les effets de modelage dans la profondeur ne nécessite pas ce niveau d'intégration et de coordination tactique (unité d'action opérative indépendante de l'unité de lieu avec unité de tempo, à défaut d'unité de temps).

L'avènement moderne des technologies de réseau ajoute à la dimension humaine d'autres dimensions immatérielles comme l'espace cyber. Ce domaine d'action, sans lieu défini, demande, pour y obtenir une unité d'action, une coordination verticale devant permettre aux niveaux tactiques opératif et stratégique d'obtenir une unité de temps et d'action.

La pensée de Foch sur la bataille reste particulièrement valable dans la conduite de la bataille au niveau tactique. Notre époque moderne ajoute au tragique des activités de modelage qui font que comme facteur de victoire, s'ajoute à la cinématique des forces et à la volonté humaine lors du duel la capacité à aborder la bataille dans un environnement qui rendra la victoire acceptable.

La fin du concept de bataille tragique comme condition de la victoire a créé ce paradoxe. La défaite du duel tactique est inacceptable pour nous, mais le gagner ne signifie plus nécessairement vaincre⁴.

Conclusion

Relire attentivement Foch à l'ère de Scorpion permet d'évaluer à quel point son enseignement a pu être profond et novateur. L'idée même de faire reposer son enseignement sur l'acquisition d'une grammaire (les principes) et sur l'analyse précise des situations est toujours extrêmement moderne.

Sa pensée, extrêmement riche sur la nature profonde de la guerre, est évidemment marquée par son contexte, mais peut nous aider à repenser notre époque et à tirer des conclusions adaptées à notre propre contexte.

L'apparition du niveau opératif ainsi que l'avènement du numérique ont repoussé au niveau tactique le triptyque de la bataille tragique. Même si gagner la bataille n'est plus une condition suffisante de la victoire, elle en demeure une condition nécessaire. Aussi, la force terrestre, au cœur de l'enjeu, doit donc être capable de réaliser et d'assurer lors de ses opérations l'unité de temps, de lieu et d'action. Ainsi, la capacité Scorpion est définie comme une capacité d'intégration permettant dans un volume donné d'être garant de l'unité d'action. Cette capacité offerte par la force terrestre au niveau opératif permet à celui-ci d'assurer l'unité d'action et de tempo au niveau de son théâtre.

La résurgence récente d'une potentielle menace existentielle sur la nation amène à réfléchir sur le retour possible de la bataille décisive comme occurrence. Mais, même sans ce retour, il semble impensable de livrer des guerres sans batailles, et encore moins de parler victoire sans bataille. Seule une force terrestre en nombre et capacités⁵ suffisants peut gagner une bataille.

Issu de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, le Colonel Nicolas AUBOIN est diplômé de l'Institut national de géographie et de l'École de guerre. Il a commandé le 28^{ème} Groupe Géographique et été chef d'état-major de la brigade de renseignement. Il a dirigé l'équipe des officiers français de liaison auprès de TRADOC aux États-Unis avant de rejoindre le CDEC comme chef de la division doctrine



³ FOT: force opérationnelle terrestre

⁴ La bataille de Mossoul, exemple récent de bataille qui pourra être considérée comme tragique en ce qu'elle a marqué la fin d'un califat physique de DAESH, ne signifie pas pour autant que DAESH est vaincu.

⁵ Dans son spectre complet, équipements, doctrine, formation/ entraînement notamment.

Des principes de la guerre de Foch à l'heure de la transparence du champ de bataille...

«*Et si on se concentrait... sur le vrai principe de la sûreté?*»



Par le Colonel François BORDIER

Dès les premières pages de son ouvrage, Foch énumère de façon limpide ses quatre principes de la guerre qu'il a l'humilité de conclure par «etc.». Le Colonel Bordier montre que si Foch n'a pas la paternité de trois d'entre eux, le «principe de la sûreté» retrouve une résonance imprévue à l'heure des sociétés connectées et des forces armées infovalorisées.

De 1983 dans Beyrouth à 2008 en vallée d'Uzbeen en Afghanistan, la radicalité du métier des armes, la friction et la «foudroyance» de certaines situations autant dramatiques qu'imprévues, motivent, à tous les niveaux dans une armée animée des meilleures vertus guerrières au service des Français, les efforts faits, souvent austères et longs, pour faciliter le travail de celui qui expose sa vie au contact. Si la sueur épargne le sang, il est permis, à plus forte raison, d'assurer que «l'effort soutenu de la pensée militaire épargne le sang des nôtres et ouvre le chemin de la victoire».

Cet effort, qui suppose liberté d'esprit et savoirs, doit s'accompagner d'une forme de sagesse qui ne confond jamais l'intrépidité et la témérité, l'audace et la prétention. L'intrépide apprécie paradoxalement la sûreté, attachée à la préparation et à l'exécution de la manœuvre la plus audacieuse comme l'assurance du succès et la parade intelligente opposée à la surprise. Ce principe nourrit en effet la protection et l'anticipation. On se désole donc d'être chargé au début du XXI^{ème} siècle d'un héritage conceptuel prétentieux qui érigea en principe ce qui n'est qu'une modalité de l'action chez Foch¹ qui, paradoxalement, fait l'effort de distinguer les deux niveaux – d'ailleurs, pourquoi avoir francisé, sous la bannière du vainqueur de 1918, un principe dont la paternité conceptuelle revient sans conteste, avec leurs nuances respectives, à Clausewitz, Mao Zedong et Corbett, comme le rappelle Hervé Couteau-Bégarie dans son traité de stratégie² –, tandis qu'on s'interroge sur le grand absent de notre arsenal théorique, le principe de sûreté, dont Foch est pour le coup le père? Or, ce vrai principe retrouve droit de cité avec une vigueur inattendue aujourd'hui. Il n'aurait jamais dû être l'oublié de la pensée française de la guerre à mon sens. Mais, surtout, le phénomène des vulnérabilités contemporaines contenues, portées par les progrès technologiques et véhiculées par l'effervescence des comportements dépendant des émotions, des menaces floues et de la dictature de l'immédiateté, expose aujourd'hui sociétés et forces armées «au bug 4.0», à l'effondrement systémique sans préavis. En paix, comme à la guerre, désormais plus un pas sans sûreté. Tel est le mot d'ordre. Offensif, j'ose écrire à l'instar de Foch – pour qui attaquer pouvait avoir pour effet d'obtenir la sûreté au profit des gros – qu'il faut reconquérir ce principe, d'application tactique et stratégique; c'est un fruit de ma relecture de Foch au début du XXI^{ème} siècle, la fine pointe de cet écrit, une façon aussi de faire mémoire de mon grand-père ancien combattant redevenu glaise qui concourut à la sûreté comme «nettoyeur de tranchée» avec un pistolet à barillet huit coups et une longue dague de chasse avec la consigne – non écrite – de ne pas faire de prisonniers...

J'entreprends donc de lire Foch à l'orée du centenaire de la grande victoire, grande forcément puisque la guerre l'était. Le centenaire de la Grande Guerre nous y invite en effet, le retour des grandes cavalcades peut-être aussi. Mais, plus sourdement, une autre raison m'y encourageait depuis longtemps: des réticences à admettre comme probant le principe de concentration des forces ou des efforts dans sa version plus élaborée. On l'enseigne certes jusqu'à l'asséner avec cette certitude qui parfois inscrit dans le marbre des vérités qui n'en sont pas. Hervé Couteau-Bégarie, plus sagement, écrit³: « Cette idée de concentration peut paraître évidente. De fait, c'est le principe le plus souvent cité⁴. Il se heurte cependant aux exigences multiples qui rendent l'art de la guerre si complexe». L'expérience acquise de mon côté m'a plutôt rapporté, en osant une comparaison, l'existence d'un principe de dispersion à côté du principe de concentration, si celui-ci existait pour répondre aux nécessités de discrétion ou pour réaliser l'effet d'ubiquité d'une force sur des espaces trop grands pour elle; comme au Cambodge en 1993 où l'émiettement du contrôle des points de vote pour parer la menace Khmers rouges est allé jusqu'à la scission des équipes d'infanterie. Nous fûmes dans un moment d'hyper déconcentration pour réaliser un effort «tâche d'huile» réussi qui correspondait au possible et au nécessaire dans le contexte du moment, sous la conduite du Général Rideau qui avait pris ses risques. À tout seigneur tout honneur. L'effort de la force, concentré dans le temps, fut appliqué dispersé dans l'espace. La concentration de l'effort s'obtint par la déconcentration des forces, c'est-à-dire par la pleine application de deux autres principes de Foch, la force armée réalisant enfin l'effet attaché à son quatrième principe «de la sûreté» sur les points de vote.

Bref, revenir sur l'expression de Foch lui-même est une nécessité moderne pour comprendre la théorie de la guerre. Une nécessité parce que Foch explique, notamment, ce qu'est un principe, par nature pérenne. Ce qui ne veut pas dire que son application revête des formes pérennes. Et donc, il aide à le distinguer des modalités, variables quant à elles du fait des contingences et des évolutions du monde. La météo change, le monde évolue mais les points cardinaux demeurent. Ils sont

¹L'auteur: «...à qui je donne raison car son système reflète la pensée et la culture française sur la hiérarchie des normes et la distinction qu'il y a entre théories (instruments) et sciences». Il est en outre le contraire d'un dogmatique car il distingue principes et applications variées des principes.

² Pages 315 et 316 dans son chapitre sur la stratégie en tant que méthode – «*Traité de Stratégie*», Éditions Economica, 3^{ème} édition, 2002.

³ Page 314 de son traité de stratégie

⁴ Néanmoins, dans son tableau des principes de la guerre reconnus par les différents penseurs et diverses nations, il ne figure comme principe, au-delà de Foch, que chez Fuller (Bizarrement, Clausewitz n'est pas nommé) – page 309.

l'image des principes. La guerre évolue sans changer de nature⁵, ses principes demeurent. Encore faut-il avoir les bons, en dépit de la variété des contingences⁶, pour atteindre les buts de la victoire.

Il est vrai, pour revenir à Foch, qu'il ne s'est pas fait tout seul. Sans chauvinisme aucun, il est en fait d'un grand prix car il est le fruit d'une lignée qui part de Xénophon dont il emprunte le principe de liberté d'action⁷, certes en l'érigeant en principe absolu⁸. Il faut l'étudier et le comprendre comme celui qui s'est appliqué à lui-même son adage «Dès lors pour y pouvoir un peu, il faut savoir beaucoup et bien»⁹. Il a donc beaucoup lu et étudié, étant entendu qu'on ne peut hériter du savoir d'un autre sans efforts. Il faut passer soi-même par l'épreuve, forcément lente et besogneuse, de la maïeutique, sans laquelle on ne peut rien comprendre. Il est bien un maillon d'une lignée bigarrée, j'ose dire, quant à lui, très méthodique et pédagogique¹⁰. Il cite Bonnal, Jomini, Napoléon bien sûr. Il est dans son siècle comme un certain Alexandre dans un autre qu'on ne peut comprendre sans Socrate, pour paraphraser de Gaulle. Je rajoute sans Philippe de Macédoine, son père, qui l'enseigna sur l'art de la guerre et à qui l'on doit cette formule que la modernité ne peut refuser à l'heure de la dialectique des volontés et de la manœuvre globale dans un monde caractérisé par le marché: «...là où une armée peine, un âne bâté chargé d'or se faufile aisément...»¹¹. Mais, l'un et l'autre se distinguent de leurs prédécesseurs sans l'ombre d'un doute. Foch a en effet sa part dans notre faculté française, assez singulière et éminemment politique, de comprendre la guerre de façon très juste, c'est-à-dire sans oublier les finalités. Il y a dans notre nation, depuis la première armée permanente mise sur pieds par Charles VII et consolidée par Louis XI¹², une herméneutique de la continuité de la théorie et de la pratique de la guerre, de sa pensée transmise initialement oralement, apprise au fil des victoires et parfois à nos dépens, puis codifiée de plus en plus après l'avènement de l'ordre westphalien, autrement dit avec l'émergence de l'État moderne, celui qui fait la guerre pour ses intérêts certes, mais sans mettre en péril son propre avenir¹³. Cette continuité enregistre des accidents, comme le temps de la «pensée froide» au moment de la guerre froide. Mais certains, parfois mis au banc des rangs institutionnels, ont continué à penser la guerre pour gagner, à la française. C'est-à-dire avec l'exercice du libre arbitre¹⁴, sans entraves idéologiques, mais non sans savoirs éprouvés et pertinence dans les conclusions, avec une vraie compréhension de la nature de la guerre et des effets des progrès technologiques sur ses modalités.

Relire Foch pour comprendre, donc, c'est au sens étymologique du terme venu du latin «*cum prenare*», prendre avec soi, intégrer en soi. C'est affaire de temps, car il faut acquérir le savoir, puis l'expérimenter pour pouvoir se l'approprier par la pratique renouvelée. En outre, il s'agit d'un domaine compliqué, devenu complexe, d'art, de théorie, et dont le caractère de science¹⁵¹⁶ fait largement débat, ce qui accroît l'opacité du sujet. Car la guerre ne serait pas une science, ce qui est un fait à suivre Foch et aussi de mon point de vue: il est patent qu'on ne peut refaire Austerlitz en vrai, ni l'anticiper pareillement, même avec le secours de la simulation virtuelle, ce qui exclut toute expérimentation grandeur nature, propre des sciences exactes. Néanmoins, dans les fibres des savoirs qu'elle requiert, il faut beaucoup de sciences pour réussir à faire de la guerre un art tout d'exécution. Le pont écluse de Verdun – ouvrage militaire –, le «tourniquet» de Verdun en 1916, la manœuvre des flux logistiques qui mirent sous perfusion le corps de bataille allié débarqué le 6 juin 1944 en Normandie à partir du port artificiel de Port-en-Bessin, les têtes mirvées de nos missiles nucléaires sont par exemple les empreintes de la science au secours de la guerre jusqu'à l'exécution automatisée (...)

La relecture de Foch apporte donc la compréhension de ce qu'est ou n'est pas un principe. Ce point est fondamental en stratégie et dans son expression tactique. L'enjeu, c'est la maîtrise de la guerre. Dès les premières pages de son ouvrage, Foch énumère de façon limpide ses quatre principes de la guerre¹⁷ qu'il a l'humilité de conclure par «etc.». La concentration ne figure ni dans la liste ni ailleurs en tant que principe. Relire Foch, c'est forcément renoncer à cette paternité apocryphe, devenue un mythe. Il ne peut être le père d'un principe qu'il ne reconnaît pas comme tel, mais très formellement comme une des modalités d'un principe qui lui est supérieur¹⁸. À cet égard, le vrai principe est l'économie des forces, et une de ses modalités d'application est la concentration. Il est patent que du point de vue des critères décisifs pour identifier un principe – la pérennité et l'universalité –, la

⁵ Le lecteur pressé peut se contenter de lire Hannah Arendt sur ce sujet dans son ouvrage «*Qu'est-ce que la politique?*» Elle synthétise, de façon lumineuse, 3.000 ans d'histoire de la guerre pour démontrer la nature politique de la guerre issue de la perception qu'en avait la Rome antique, mais il est vrai concurrencée par une autre nature de la guerre, non politique quant à elle, issue de l'école hellénique qui ne la concevait que comme le procédé d'anéantissement total de l'ennemi (forces et peuple) à qui on ne reconnaissait aucune existence politique avant, pendant et après la confrontation. D'où l'anéantissement de la ville de Troie. On a d'ailleurs longtemps cru, jusqu'au XIX^{ème} siècle, que la guerre de Troie était un mythe. Bref, il y aurait aussi des guerres absolument non politiques, caractérisées par l'élimination, qu'importent les moyens, de l'ennemi (...)

⁶ Terme qui, à lui seul, caractérisait le caractère de la guerre pour Charles de Gaulle dans «*Le fil de l'épée*»: «L'action de guerre revêt essentiellement le caractère de la contingence», cité par Frédéric Encel dans son ouvrage «*L'art de la guerre par l'exemple*». Flammarion, collection Stratégie et batailles, page 283.

⁷ Hervé Couteau-Bégarie, page 308 de son «*Traité de stratégie*» au n° 167 «Identification des principes».

⁸ Foch, «*Des principes de la guerre*», Édition ÉCONOMICA 2007 - collection Stratégies et doctrine, page 95.

⁹ Idem, page 7.

¹⁰ Idem, pages 3 à 20; chacun pourra mettre à profit son premier chapitre, à cet égard déterminant, «De l'enseignement de la guerre».

¹¹ Rapporté par Thucydide dans «*La guerre du Péloponnèse*».

¹² Qui crée effectivement une Infanterie permanente en remplacement des milices.

¹³ Exception faite des deux tentatives totalitaires guerrières de l'Allemagne nazie et du Japon impérial au XX^{ème} siècle.

¹⁴ On peut citer Camille Rougeron qui, décédé dans les années 80, est connu depuis l'entre-deux-guerres comme un penseur souvent pertinent mais décalé des vues des états-majors au moment où il s'exprime. Certains diront qu'il a souvent raison trop tôt. Il est le premier à avoir l'idée du missile, sans inventer le terme.

¹⁵ Idem page 8: «... il ne viendra aujourd'hui à l'idée de personne de prétendre qu'il puisse y avoir une science de la guerre. Ce serait une absurdité du même genre qu'une science de la poésie, de la peinture, de la musique. Mais, il ne s'en suit nullement qu'il n'y ait pas une théorie de la guerre...».

¹⁶ Clausewitz est moins radical dans son œuvre «*De la guerre*» au chapitre III du livre II, intitulé «Art de la guerre ou science de la guerre»: «...science lorsqu'il s'agit d'aboutir à un savoir; art lorsque l'objectif consiste à pouvoir...» Éditions de minuit, 1955 page 144, sous-titre.

¹⁷ Idem page 9: «...principe de l'économie des forces – principe de la liberté d'action – principe de la libre disposition des forces – principe de la sûreté, etc.»

¹⁸ Idem page 51 du chapitre sur l'économie des forces: «...affecter un maximum à l'attaque principale, un minimum aux opérations secondaires qui sont destinées à la garantir; voilà le principe de l'économie des forces passé dans le domaine de l'exécution».

concentration est circonstanciée, alternative par rapport à quantité d'autres modalités comme la dispersion, là où, stable et pérenne, le principe d'économie s'impose sans difficulté théorique ni pratique comme le principe supérieur.

Ce qui vient d'être mis en lumière est, somme toute, simple à comprendre et capital mais, reconnaissons-le, difficile à mettre en œuvre correctement à cause d'une trinité contraire têtue: l'incertitude, la friction et l'ennemi. Il ne s'agit donc pas ici d'une vulgaire querelle de mots, mais de la maîtrise de la théorie de la guerre à la base de sa conduite sérieuse et efficiente. Car, si la concentration relève bien de la théorie, elle ne relève pas du niveau des principes. Foch décrit bien dans son chapitre sur l'économie des forces cette modalité dynamique de l'action appliquée à la masse, lorsqu'il s'agit de faire nombre sur le point et au moment choisis pour appliquer l'effort décisif qui déstabilise l'ennemi (c'est la manœuvre de Napoléon)¹⁹. Il résume ainsi où tout est dit: «L'art était, vous le voyez de faire le nombre, de l'avoir pour soi au point d'attaque choisi: le moyen, l'économie des forces»²⁰. La concentration rejoint l'expression picturale des accentuations colorées d'un tableau, l'économie des forces les conditions supérieures pour diverses applications aboutissant avec les mêmes couleurs à diverses œuvres, conditionnant pour ce qui nous intéresse une manœuvre ici, dessinant une bataille ailleurs. Plusieurs batailles, mais un principe pérenne, diverses manœuvres alternant moult façons de disperser, concentrer, engager, configurer les forces.

Il n'y a pas de principe de concentration des forces chez Foch. La guerre ne le reconnaît pas, même si concentrer ses forces est une des modalités phares de la décision sur le champ de bataille. Rappelons, à ce titre, que jusque dans les années 90, en France, tous les régiments, concentrés sur leur garnison, devaient s'entraîner au desserrement. Un principe, comme les lois de la nature, ça ne s'invente pas, ça se découvre. La confusion dans ce domaine engendre la défaite. Elle explique le désastre de l'absence de réserve de théâtre dans la main de Gamelin en mai 40. Incroyable bévue stratégique qui décontenança un Churchill éberlué devant une faute aussi colossale, plaçant les Français dans l'incapacité de s'opposer aux Allemands après la percée de Sedan.

La clarification faite sur cette absence de paternité, il convient de ne pas rester orphelin. Mais l'argument serait faible pour poursuivre sur la restauration du principe de sûreté. Or, le principe de la sûreté – associé à la surprise – qui aurait toujours dû figurer parmi nos principes cardinaux retrouve une résonance imprévue à l'heure des sociétés connectées et des forces armées infovalorisées, parties intégrantes des réseaux d'informations. En effet, dans ce contexte, la tragédie à éviter commande de se prémunir de la surprise jusqu'à la prédire peut-être..., d'être le plus longtemps possible illisible dans la manœuvre à l'heure de la transparence du champ de bataille pour gagner en sécurité, enfin d'agir plus sûrement²¹ malgré le voile des incertitudes. Cette tendance lourde, légèrement anticipée peut-être dans ses formes exacerbées (prédictibilité de la surprise?), commande la mise en œuvre de la sûreté pour elle-même et pour parer la surprise. Il semble urgent de lui redonner son statut de principe et, à partir de là, de la décliner en doctrine qui contiendra, d'évidence, un volet «spécial France» de façon à ne plus être transparent. Ce travail aura plusieurs mérites. Il permettra d'inventorier tous les champs de nos vulnérabilités par anticipation. Ensuite, en vue de l'action, il permettra de refonder la combinaison rénovée d'un triptyque permanent, intégré à la manœuvre déployée dans tous les milieux et dimensions: reconnaissance, couverture, sûreté pour parer la surprise et se donner les moyens de prendre l'initiative.

Alors comment conclure?

L'effort concentré ici est sûrement trop rapide et imparfait pour enlever l'adhésion. Mais, gageons qu'il puisse aiguillonner la réflexion. Le principe de sûreté est néanmoins un vrai principe, la concentration un faux.

Sur le dossier du fauteuil du bureau de mon grand-père, longtemps fut accroché un blouson de cuir troué, tâché de sang. Le vêtement de son copain blessé qu'il tenta de ramener dans les lignes sur son dos, en sûreté. Mais c'est ce dernier qui, malgré lui, fut son assurance vie, ramené mort dans les lignes... Ça laisse des traces. La sûreté, donc, dans la guerre... jusque dans les démarches individuelles les plus élémentaires, s'enracine à tous les niveaux d'une force finalement comme le principe miroir de la liberté d'action, à un niveau absolu il me semble aussi. Ce principe est l'expression très nette d'une réalité pérenne et universelle, condition du succès et parade face à l'imprévu. La cyber-guerre, l'exploitation véloce des ressources en informations, les failles des systèmes et des logiciels, les menaces et acteurs ambigus parfois foudroyants dans leurs effets, parmi d'autres aspects d'un monde connecté et incertain, forment l'aiguillon composite d'un rappel à l'ordre qui interpelle la Cité entière. Il est aussi probable que c'est le principe de sûreté, à l'instar de la sûreté nucléaire hermétique, qui va donner sa direction plus générale à la question de l'agilité d'une force et de la résilience d'une nation. C'est parce qu'on a placé à temps en sûreté, avant la conflagration de 1914, les vitraux de la cathédrale de Reims qu'on peut les admirer aujourd'hui. *Quid* de la mise en sûreté de nos processeurs et de notre mémoire numérique en cas d'effondrement systémique pour cause d'EEL ou d'ECI (engins électroniques ou codés implantés) dans nos systèmes au moment culminant d'un effort tactique ou de sécurité intérieure? Concentrons-nous un moment, sans posture de principe, sur la sûreté.

À l'issue de l'École Militaire InterArmes, promotion «Capitaine Legrand» (1987-1989), le Colonel François BORDIER choisit l'arme blindée cavalerie, dans laquelle il effectue sa première partie de carrière, notamment au 1^{er} Régiment étranger. Breveté de l'enseignement militaire supérieur en 2003. Il commande le groupe d'escadrons 6^{ème} cuirassiers équipé de chars Leclerc. Entre 1992 et 2007 il a participé à trois opérations extérieures singulières dans les cadres de l'APRONUC, d'ALMANDIN II et de l'OTAN pendant l'opération PAMIR. Après différentes affectations (École d'état-major, STAT et CDEF), il est actuellement chef du pôle étude prospective du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement



¹⁹ Idem pages 40 (citant Clausewitz analysant la manœuvre de Napoléon), 84 et 85.

²⁰ Idem page 85, conclusion du chapitre sur l'économie des forces.

²¹ Foch au début du chapitre 8 sur la surprise stratégique écrit: «...c'est-à-dire la notion de sûreté: art d'agir *en sécurité*, comme aussi *sûrement*, c'est-à-dire *en connaissance de cause*». C'est lui qui place les italiques.

Apprendre à penser aux jeunes officiers du XXI^{ème} siècle: que retirer des principes pédagogiques de Foch?



Par le Colonel Fabrice CLÉE

Même si la pensée, les idées et la manière dont il les professait font encore l'objet de débats¹, le Lieutenant-colonel Foch reste profondément actuel au travers de ses méthodes pédagogiques, qui dépassèrent le seul cadre de l'École de guerre de l'époque. Manifestement très inspirées de la pédagogie ignacienne, ces méthodes contribuèrent à forger un socle d'officiers d'état-major et à influencer des chefs qui surent démontrer des qualités intellectuelles et morales suffisantes pour créer les conditions de la victoire de 1918. Loin d'être obsolète, cette pédagogie, ouverte et moderne, constitue une référence et une source d'inspiration particulièrement adaptée pour les formateurs impliqués aujourd'hui dans le domaine de l'enseignement du commandement.

« La guerre peut-elle être enseignée? Sa nature le permet-elle? Si l'enseignement de la guerre est possible, sur quoi porte-t-il? Jusqu'où s'étend-il? Quel est le mode pour vous préparer à l'action [...] et à quelles facultés de votre esprit s'adresse-t-il pour les exercer, les développer, préparer l'homme d'action, comme aussi quelles dispositions exige-t-il de votre part? »² C'est en ces termes que le Chef d'escadron, puis Lieutenant-colonel Foch s'adresse dès 1895 aux officiers stagiaires de l'École supérieure de guerre en ouvrant son cours d'histoire militaire, de stratégie et de tactique générale. Partant du constat que « la réalité du champ de bataille est que l'on n'y étudie pas: simplement on fait ce que l'on peut pour appliquer ce que l'on sait »³, il démontre avec force, au cours d'une première intervention particulièrement riche et bien étayée, que seul un travail constant, portant notamment sur l'étude de l'histoire et des sciences militaires, permet d'acquérir le savoir (la théorie, la doctrine et les principes) indispensable à la réflexion. Une acquisition collective de ce savoir, fondée sur l'analyse et la raison, permet en outre d'adhérer à des principes communément admis, de développer une « grammaire »⁴ et un référentiel intellectuel communs. Cette communauté de méthodes et d'idées est indispensable dans un état-major où priment le travail collectif, la convergence des efforts et une compréhension commune des buts à atteindre. Cette érudition est donc indispensable, mais non suffisante, car l'application à des cas concrets doit ensuite permettre de confronter ce savoir aux cas particuliers. À la guerre, il importe donc de connaître « des principes fixes, à appliquer de façon variable, suivant les circonstances, à chaque cas qui est toujours particulier et demande à être considéré en lui-même »⁵. Pour adapter ces principes aux circonstances, il est selon lui essentiel de rapporter chaque opération à « une raison d'être, c'est-à-dire un objet. Cet objet une fois déterminé fixe la nature et la valeur des moyens à mettre en œuvre, l'emploi à faire des forces. Cet objet, dans chaque cas, c'est la réponse à la fameuse question [...]: de quoi s'agit-il? »⁶ Cette démonstration l'amène ainsi dans un premier temps à recommander à son auditoire: « Apprenez à penser! », puis d'affirmer lors d'une conférence portant sur la discipline et la liberté d'action: « Qui dit chef dit donc homme de caractère, cela va de soi, mais aussi un homme capable de comprendre et de combiner pour obéir »⁷. L'ensemble de l'action de Foch, le pédagogue, repose donc sur cette idée-force: développer l'aptitude à la réflexion des officiers afin de leur donner la capacité de s'adapter aux contingences de la guerre. La validité de ce questionnement, de ce raisonnement et de ces conclusions, on ne peut que le constater, est toujours aussi actuelle, alors que la France semble s'installer durablement dans un contexte stratégique instable, marqué par une accélération des bouleversements technologiques, culturels, sociétaux, et alors que la conflictualité elle-même semble changer de forme.

*
* *

Au-delà des récits hagiographiques de l'immédiat après-guerre, la réputation de Foch reste encore aujourd'hui entachée par des critiques parfois sévères de la part d'anciens élèves, d'historiens et de stratégestes tels que Raymond Aron⁸ et Basil Liddell Hart⁹. Ses deux principaux ouvrages ne reflèteraient pas ses piétres qualités d'orateur et son incapacité à exprimer ses idées de façon intelligible pour ses élèves. Ces derniers n'auraient ainsi retenu de ses conférences que quelques aphorismes parcellaires, sans

¹ Rémy Porte et François Cochet (dir.), *Ferdinand Foch (1851-1929) – Apprenez à penser, Actes du colloque Foch de 2008*, Éditions Soteca 14-18, 2010.

² Ferdinand Foch, *Op. cit.*

³ Ferdinand Foch, « *Des principes de la guerre. Conférences faites à l'École supérieure de guerre* », Berger-Levrault, 1903, rééd. Economica, 2007.

⁴ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

⁵ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

⁶ Locution empruntée au Général prussien Julius von Verdy du Vernois durant la guerre austro-prussienne à la bataille de Gitschin en 1866.

⁷ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

⁸ Raymond Aron, « *Penser la guerre* », Gallimard, 1976, rééd. 1999.

⁹ Basil Liddell Hart, « *Stratégie* », 1954, rééd. Perrin, 2007.

comprendre la globalité de son enseignement. En outre, trop influencé par Clausewitz et ayant mal analysé le paradigme de la guerre moderne, il n'aurait pas anticipé la Grande Guerre de façon appropriée. Bien que polytechnicien, il n'aurait par ailleurs pas suffisamment pris en compte les progrès technologiques et les évolutions de l'armement conduisant *in fine* à la paralysie de la manœuvre dès l'automne 1914. Il aurait donc pérennisé, en plein âge industriel, un art de la guerre et des tactiques remontant aux guerres napoléoniennes sans suffisamment prendre en compte les enseignements des premiers conflits modernes: la guerre de Sécession, la guerre des Boers et le conflit russo-japonais. Inexpérimenté et intellectuellement mal préparé, il aurait donc multiplié des décisions malheureuses et humainement coûteuses durant les trois premières années du conflit. Un jugement plus nuancé peut-il être avancé?

Professeur adjoint, puis chef de cours, Foch enseignera à l'École militaire jusqu'en 1901 et formera six promotions d'officiers, dont peu resteront indifférents à son enseignement. Il y reviendra en tant que général de brigade, directeur de l'École supérieure de guerre de 1907 à 1911. Au cours de ces deux affectations, le futur maréchal s'inscrit dans la lignée des penseurs militaires et des stratégestes tels que le Général Lewal¹⁰ et le Colonel Derrecagaix¹¹, auxquels incombe la responsabilité de former non seulement des officiers de la spécialité d'état-major, mais aussi les futurs chefs de l'armée de la revanche. Avant de juger de la pertinence de l'enseignement de Foch, il importe donc de le replacer dans le contexte de refondation de la pensée militaire française après la défaite de 1870. Entamée avec Lewal, Derrecagaix et poursuivie par Bonnal¹², cette refondation s'achève avec la redéfinition des principes de la guerre par Foch, à la veille du conflit. Regroupées pour être publiées avec l'autorisation du ministère de la Guerre, les conférences de Foch lui donnent l'opportunité de livrer ses conceptions dans «**Des principes de la guerre**»¹³ en 1903 et «**De la conduite de la guerre**»¹⁴ en 1904. Ainsi qu'il le reconnaît, ces ouvrages ne constituent pourtant pas «un exposé complet, méthodique, encore moins académique de l'art de la guerre, mais simplement une discussion de quelques points principaux de la conduite des troupes et surtout l'orientation à donner à l'esprit pour qu'il conçoive toujours une manœuvre rationnelle»¹⁵. Toutefois, fort du succès de ces publications, il devient, notamment au travers de l'enseignement dispensé par ses successeurs à l'École de guerre, dont le Lieutenant-colonel Pétain¹⁶, l'un des principaux théoriciens de l'offensive à outrance. Ses principes seront repris dès 1908 par le Lieutenant-colonel de Grandmaison, qui deviendra en 1911 chef du 3^{ème} bureau de l'état-major de l'armée, et sera chargé de l'élaboration de sa doctrine¹⁷. Foch, à ce titre, ne se démarque donc pas de l'état d'esprit très offensif qui caractérisait alors non seulement le corps des officiers français¹⁸, mais également l'ensemble des armées européennes. Au travers de sa thèse sur Clausewitz en 2008, le Général Benoît Durieux s'efforce de réhabiliter Foch, en soulignant que ses écrits «révèlent une lecture approfondie, et qui parvient à identifier les points les plus importants, qu'il s'agisse des actions réciproques, des caractéristiques de la guerre réelle, de l'influence du hasard, des probabilités, de la guerre continuation de la politique ou de la paradoxale trinité»¹⁹. Ainsi, comme le démontre le Général Durieux, une pensée française approfondie et solide de la guerre existe en 1914. En dépit des premiers revers de l'été 1914, puis de l'enlèvement dans les tranchées, cette pensée militaire ne s'avèrera pourtant ni plus, ni moins déficiente que celle de l'adversaire au bout du compte.

La réalité des «cours lumineux», «modèles de clarté»²⁰ qu'il dispensait fut, semble-t-il, plus contrastée. «Ses phrases sont hachées, incomplètes, dédaigneuses de la correction grammaticale. Il procède par à-coups, néglige les transitions, désigne par «il» la personne à laquelle il songe, sans l'avoir nommée. Sa conversation est donc une série de devinettes. Elle est pleine de trous. C'est alors que la pantomime vient à son secours»²¹. S'il est avéré que Foch ne brilla jamais par la clarté de son discours au quotidien, le reproche d'incompréhension complète de ses propos lors de ses interventions, qui étaient préparées et donc rédigées, semble à la fois sévère et injustifié. En 1908, revenant sur les causes de la défaite de 1870, Jean Jaurès soulignait qu'au sein de l'armée française, «les généraux avaient du courage, quelques-uns même de la culture et de l'esprit, mais ils n'avaient aucune doctrine commune sur la guerre; ils semblaient ignorer les méthodes les plus essentielles. (...) Un système d'idée commune sur la conduite des grandes opérations aurait pu corriger un peu cette dispersion des consciences. Mais ce système leur faisait défaut. En fait, paralysés par le désordre de leur armée, par leur ignorance de la grande guerre, ils n'eurent même pas ces qualités d'initiative, d'audace et d'élan qui semblaient jusque-là les caractéristiques de la race française»²². Il est donc inexact de rapporter que quarante ans après le désastre de 1870, Foch, au travers de son enseignement, n'avait pas largement contribué à apporter au corps des officiers cette unicité de références et cette méthode qui faisaient tant défaut à la génération précédente.

¹⁰ Jules Lewal présida à la création et dirigea la nouvelle École militaire supérieure (École supérieure de guerre) de 1877 à 1880.

¹¹ Victor Derrecagaix fut commandant en second et directeur des études de l'École supérieure de guerre de 1883 à 1885. Auteur prolifique, il se fit notamment connaître en publiant «**La Guerre moderne**», Paris, Baudoin, 1885.

¹² Henri Bonnal fut le prédécesseur de Foch en tant que chef du cours d'histoire militaire, de stratégie et de tactique générale de 1892 à 1896. C'est lui qui introduisit la méthode pédagogique des cas concrets à partir de l'étude d'exemples historiques.

¹³ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

¹⁴ Ferdinand Foch, «**De la conduite de la guerre**», Berger-Levrault, 1904, rééd. Economica, 2000.

¹⁵ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

¹⁶ Philippe Pétain est professeur adjoint à l'École supérieure de guerre de 1904 à 1907; puis, de 1908 à 1911, il est titulaire de la chaire de tactique de l'infanterie. Plus modéré sur le principe de l'offensive à outrance, il réfute néanmoins le dogme de la défensive prescrit par l'instruction de 1867, «l'offensive seule pouvant conduire à la victoire».

¹⁷ Louis de Grandmaison, «**Dressage de l'infanterie en vue du combat offensif**», Berger-Levrault, 1908.

¹⁸ Quelques officiers restèrent cependant plus mesurés quant à cette doctrine, dont Charles Lanrezac. Professeur, puis directeur des études et commandant en second de l'École de Guerre de 1898 à 1901, Lanrezac s'opposa au recours systématique et préconçu de l'offensive à outrance. Il préconisa un recours plus subtil et réfléchi au mode offensif: «Si chaque commandant de corps subordonné a le droit de bourrer, tête baissée, sur le premier adversaire à sa portée, le commandant en chef est impuissant à exercer la moindre action directrice». Il lui est également attribué une célèbre formule adressée à Nivelle en 1917: «Attaquons, attaquons... comme la lune!»

¹⁹ Benoît Durieux, Rapport de soutenance de la thèse pour le doctorat en histoire de Benoît Durieux «Clausewitz et la réflexion sur la guerre en France, 1807-2007», *Revue stratégique*, n°97-98, 2009.

²⁰ Jacques Mortane, «**Vie et mort de Foch**», Edition des Portiques, 1929, cité dans Jean-Christophe Notin, «**Foch**», Perrin, 2008.

²¹ Emile Mayer, «**Nos chefs de 1914**», Stock, 1930.

²² Jean Jaurès, «**Le vice politique et moral du régime**», cité dans Emile Zola, «**La Débâcle**», Pocket, 1993.

Après le conflit, reprenant un aspect essentiel de l'enseignement qu'il avait dispensé, le Maréchal Foch déclarait: «La guerre m'a appris la nécessité, pour réussir, d'avoir un but, un plan, une méthode. Pour avoir un but, il faut savoir ce que l'on veut, pour faire un plan, il faut savoir ce que l'on peut. [...] Avoir un but est de règle générale, élémentaire dans la vie journalière, pour arriver à un résultat quelconque. Choisissez-vous en un. Faites-vous un plan. Etablissez votre programme. Et avec cela, ayez de la suite dans les idées, concentrez vos efforts, ne dispersez pas votre attention»²³. Sous cet aspect également, on ne peut nier que son enseignement contribua de façon essentielle à la performance des états-majors français durant le conflit. Ainsi, la meilleure façon d'évaluer l'apport de Foch à la formation des officiers se retrouve sans doute dans les propos tenus par le Maréchal Joffre en 1918: «Au cours des premières semaines de la guerre, nous n'aurions pu faire ce que nous avons fait si les grands états-majors n'étaient demeurés comme des rocs au milieu de la tempête, répandant autour d'eux la clarté et le sang-froid. Ils gardaient dans le labeur le plus épuisant, au cours d'une épreuve morale terrible, une lucidité de jugement, une facilité d'adaptation, une habileté d'exécution d'où devait sortir la victoire»²⁴.

Enfin, dans le domaine de l'édification morale des futurs chefs prônée par Foch dès ses premières conférences, il est indéniable que le pédagogue sut admirablement éclairer dans son enseignement le lien entre la force de caractère, la capacité de travail, l'aptitude à la réflexion et l'aptitude à l'action. «Ce qui revient à dire que la stratégie n'est qu'une affaire de caractère et de bon sens, que pour arriver sur le terrain avec cette double capacité il faut l'avoir développée par l'exercice, il faut avoir fait ses humanités militaires, étudié et résolu des cas concrets»²⁵. Exempla dans ce domaine, il fit preuve durant tout le conflit d'une énergie et d'un inébranlable volontarisme, comme le relate le président du Conseil Georges Clemenceau en justifiant son choix de désigner Foch comme généralissime en 1917: «Je me suis dit: essayons Foch! Au moins, nous mourrons le fusil à la main! J'ai laissé cet homme sensé, plein de raison qu'était Pétain; j'ai adopté ce fou qu'était Foch. C'est le fou qui nous a tirés de là!»²⁶.

*
* *

«Le point de départ? Ce fut le collège. Ce furent les principes que nous y avons reçus. Nous sommes tous partis avec le même bagage pour marcher dans la vie: ce bagage, ce sont nos principes [...] mais ces principes, quelle en fut la source? Ce furent nos maîtres. Ils nous ont enseigné, non seulement par les préceptes, mais aussi par l'exemple»²⁷. Elevé «chez les bons pères» de 1866 jusqu'à son intégration à l'École polytechnique en 1871, on retrouve sans difficulté dans le style pédagogique de Foch les grands principes de l'enseignement des Jésuites. Cela lui fut d'ailleurs reproché durant la période difficile, marquée par l'anticléricalisme, de la fin du siècle, de même que l'appartenance de son frère Germain Foch à la Compagnie de Jésus. Il est vraisemblable que son avancement eut à en pâtir.

Revenons tout d'abord aux définitions. La pédagogie (du grec *παιδαγωγία*, direction ou éducation des enfants) désigne l'art de l'éducation. Le terme rassemble les méthodes et pratiques d'enseignement requises pour transmettre des compétences, c'est-à-dire un savoir (connaissances), un savoir-faire (capacités) ou un savoir-être (attitudes)²⁸. Pour les Jésuites, la pédagogie ne peut pas être simplement réduite à une méthode, «elle doit comprendre une vue du monde et une vision de l'être humain idéal à former. Sur cela reposeront le but et la fin vers lesquels sont orientés tous les aspects d'une tradition éducative. De là aussi viendront les critères pour le choix des moyens à employer dans le processus de l'éducation»²⁹. Compris à la lumière des Exercices spirituels de saint Ignace, «le modèle pédagogique des Jésuites décrit à la fois l'interrelation constante entre expérience, réflexion et action dans les rapports entre enseignant et enseigné, mais aussi le portrait idéal de la relation dynamique entre enseignant et enseigné dans le chemin parcouru par ce dernier pour acquérir toujours davantage connaissance et liberté»³⁰. La pédagogie ignacienne repose ainsi sur cinq principes fondamentaux:

- le contexte, c'est-à-dire une attention portée à chaque élève, dans son environnement, pour l'amener à s'élever au maximum de son potentiel;
- l'expérience: l'élève est un tout dont le corps, l'esprit et le cœur méritent d'être éduqués, et tout savoir doit être expérimenté pour devenir un savoir-faire, puis un savoir-être;
- la réflexion: la connaissance de l'élève sur lui-même lui permet de rechercher le sens de son action et d'en déduire des choix appropriés;
- l'action, consubstantielle au désir de s'engager pour la collectivité;
- et enfin l'accompagnement par l'enseignant de l'évolution de ses élèves au travers de l'évaluation afin de leur permettre de progresser.

Sans surprise, on retrouve donc au travers du style, des méthodes pédagogiques et des écrits de Foch l'ensemble des principes ignaciens.

La contextualisation tout d'abord. Foch s'attache en dehors de ses cours magistraux à apporter aux officiers stagiaires un accompagnement permanent et individualisé, notamment au cours de travaux dirigés en groupes réduits³¹. Directeur de l'École supérieure de guerre, il se fait accompagner chaque jour par deux élèves différents lors de ses sorties équestres sur le Champs-de-Mars. L'occasion lui est ainsi donnée de partager et de débattre quotidiennement avec des officiers plus jeunes, de ses vues, de ses principes, de sa conception du commandement, de la prise de décision et surtout de la force de caractère exigée pour

²³ Charles Bugnet, «*En écoutant le Maréchal Foch*», Grasset, rééd. 2017.

²⁴ Cité dans Jacques Deschamps, «*La guerre moderne (1885). Une contribution à la culture stratégique des états-majors français de la Première Guerre mondiale*», Revue stratégique, n°99, 2010.

²⁵ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

²⁶ Jean Martet, «*Le Tigre*», Albin Michel, 1930, cité dans Bénédicte Vergez-Chaignon, «*Pétain*», Perrin, 2014.

²⁷ Cité dans François Gaquère, «*Le Vie populaire du Maréchal Foch*», Maison de la Bonne Presse, 1929.

²⁸ Encyclopédie Larousse.

²⁹ Guillemette de la Borie, «*Y a-t-il une pédagogie jésuite?*», La Croix, 28/04/2009.

³⁰ Karl Rahner, «*L'Esprit ignacien: écrits sur les Exercices et sur la spiritualité du fondateur de l'Ordre*», Cerf, 2016.

³¹ Jean Christophe Notin, «*Foch*», Perrin, 2008.

exercer un commandement³². Dans ce dernier domaine, Foch fut vraisemblablement influencé par l'un de ses anciens professeurs, le Général Cardot³³, pour lequel l'issue d'un engagement ne dépendait pas du rapport de forces physiques, mais du rapport de forces morales. Reprenant Joseph de Maistre, pour lequel «une bataille perdue est une bataille qu'on croit avoir perdue»³⁴, Foch avait déjà affirmé dans ses conférences qu'«une bataille gagnée, c'est une bataille dans laquelle on ne veut pas s'avouer vaincu». C'est donc cette individualisation des enseignements, qu'il soit professeur ou directeur de l'École de guerre, qui permet également au futur maréchal d'imprimer durablement ses principes et de participer directement à l'édification morale des élèves dont il a la charge. «Pour Foch, les principes – c'est-à-dire en fait le niveau moral érigé en règle de vie – semblent l'emporter sur la seule connaissance. Les principes s'acquièrent davantage par l'exemple donné que par l'apprentissage dogmatique»³⁵.

Le travail, la réflexion en vue de l'action et l'acquisition de l'expérience. Ces trois notions sont pour Foch indissociables. Le premier chapitre des «*Principes de la guerre*» porte en premier lieu sur la formation à donner aux chefs de guerre. Selon lui, l'enseignement militaire d'avant 1870 était profondément marqué par une démarche scientifique. «Ces théories, que l'on avait cru faire exactes en les basant uniquement sur des données certaines et mathématiques, avaient le malheur d'être radicalement fausses, parce qu'elles avaient laissé de côté la donnée la plus importante du problème, l'homme, parce qu'elles tendaient à faire de la guerre une science exacte»³⁶. Le développement de l'art militaire en était exclu puisque selon la *doxa* de l'époque, seule la confrontation au combat permettait au chef d'y révéler son talent et d'y développer son expérience. Cette absence d'enseignement d'une doctrine et de principes communément compris mena donc à la capitulation de Sedan. Tout l'objet de la refonte de la pensée militaire initiée en 1876 par Lewal repose donc sur l'éveil et le développement chez les officiers français d'une véritable culture de l'art de la guerre. Foch s'inscrit donc encore intégralement dans cette démarche vingt ans plus tard. Il y souscrit encore après le conflit mondial. «Il faut travailler, toujours travailler pour nous tenir au courant, car les moyens évoluent, les solutions sont chaque jour différentes. Faire la guerre prochaine avec les procédés de la dernière, quelle utopie! Il faudra que le chef d'alors improvise des solutions nouvelles. Travaillez... les improvisations géniales sur le champ de bataille ne sont que le résultat des méditations antérieures»³⁷. Ces méditations doivent bien entendu être fondées sur un socle plus solide que de seules connaissances théoriques. Foch entend donc permettre aux officiers stagiaires de développer leur expérience au travers de travaux pratiques qu'il conduit, des voyages d'étude où il excelle aux corrections de devoirs écrits qu'il dirige avec passion³⁸. À la suite de Bonnal auquel il succède, Foch perfectionne le recours systématique à l'histoire militaire, à l'instar des Prussiens et auparavant de Napoléon lui-même. La pédagogie de Foch n'a ainsi pas pour objectif de faire de l'officier un érudit, mais de lui permettre de se créer des références qu'il saura rapporter à une situation particulière, une fois qu'il y sera confronté. Seule la méditation et la réflexion sont donc selon lui susceptibles de créer la capacité à l'adaptation. Cette réflexion ne peut être pertinente que si elle est fondée sur une compréhension des principes de la guerre et non sur un apprentissage dogmatique de connaissances. «Il s'agit d'abord de comprendre des vérités, donc liberté d'esprit, pas de préjugés, de prévention, d'idée arrêtée, d'opinion admise sans discussion, par le seul motif qu'on l'a toujours entendu dire ou vu faire. Un seul critérium, la raison»³⁹. Cette pédagogie est donc fondée sur une démarche volontariste de la part de l'élève. Nul n'apprend à penser s'il y est forcé. La méthode demande bien entendu du temps. C'est la raison pour laquelle il demande et obtient l'autorisation du ministre de la Guerre en 1909 d'allonger, «à titre d'essai», l'enseignement de l'École de guerre d'une année supplémentaire, le portant ainsi à trois ans, comme en Allemagne. Ce complément, réservé aux quinze premiers diplômés au classement de sortie, deviendra en 1910 le Centre des hautes études militaires.

*
* *

«[...] Il est un Foch toujours très actuel, c'est le Foch pédagogue et philosophe qui, par-delà les transformations des techniques militaires, ouvre l'intelligence à la signification profonde des principes éternels»⁴⁰.

Que faut-il donc retenir de Foch et de la lecture de ses principes? Adeptes de Clausewitz, sa conception de la guerre et de la manœuvre fut infirmée dès les premiers jours de la Grande Guerre. Il fut toutefois l'un des artisans essentiels du renouveau de la pensée militaire française de l'avant-guerre et contribua à ce titre avec Lewal, Derrecagaix, Pétain, Lanrezac et Mordacq⁴¹, à développer dans le corps des officiers une véritable aptitude à appliquer des méthodes de réflexion opérationnelle, particulièrement cruciales au plus fort du conflit et des premiers revers subis par l'armée française. Cette pensée militaire constitue aujourd'hui encore l'un des fondements du raisonnement stratégique et tactique en France.

Mais c'est surtout sa détermination, sa force de caractère et l'exemple qu'il sut donner à la fois en tant que pédagogue, mais aussi en tant que chef de guerre, qui constituent une référence dans le domaine de l'enseignement du commandement aujourd'hui. Cette obstination à ne pas se reconnaître vaincu, son indéniable don pour coordonner et fédérer les alliés en 1918, reposant sur un corps d'officiers d'état-major et de chefs qu'il avait directement contribué à former et aguerrir, ont indiscutablement permis d'aboutir à la victoire. C'est donc sur ces aspects primordiaux de la sélection et de la formation des futurs décideurs

³² Charles Bugnet, *Op. cit.*

³³ Lucien Cardot, professeur en 1885, fut le premier à introduire Clausewitz à l'École supérieure de guerre, l'année où Foch intégra en tant que stagiaire. Cité dans Raymond Aron, «*Penser la guerre, Clausewitz, t. II, L'âge planétaire*», Gallimard, 1976.

³⁴ Joseph Marie de Maistre, «*Les Soirées de Saint-Petersbourg ou Entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence*», 1821, Édimaf, rééd. 2017.

Par comte Joseph Marie de Maistre

³⁵ François Cochet, «*Foch: de l'hagiographie à l'histoire*, introduction de Rémy Porte et François Cochet (dir.), *Ferdinand Foch (1851-1929) – Apprenez à penser, Actes du colloque Foch de 2008*», Éditions Soteka 14-18, 2010.

³⁶ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

³⁷ Ferdinand Foch, *Conférence à l'École navale*, 1920.

³⁸ Jean Christophe Notin, *Op. cit.*

³⁹ Ferdinand Foch, *Op. cit.*

⁴⁰ Martin Motte, «*Ferdinand Foch (1851-1929)*», Les cahiers du CESAT, n° 26, décembre 2011.

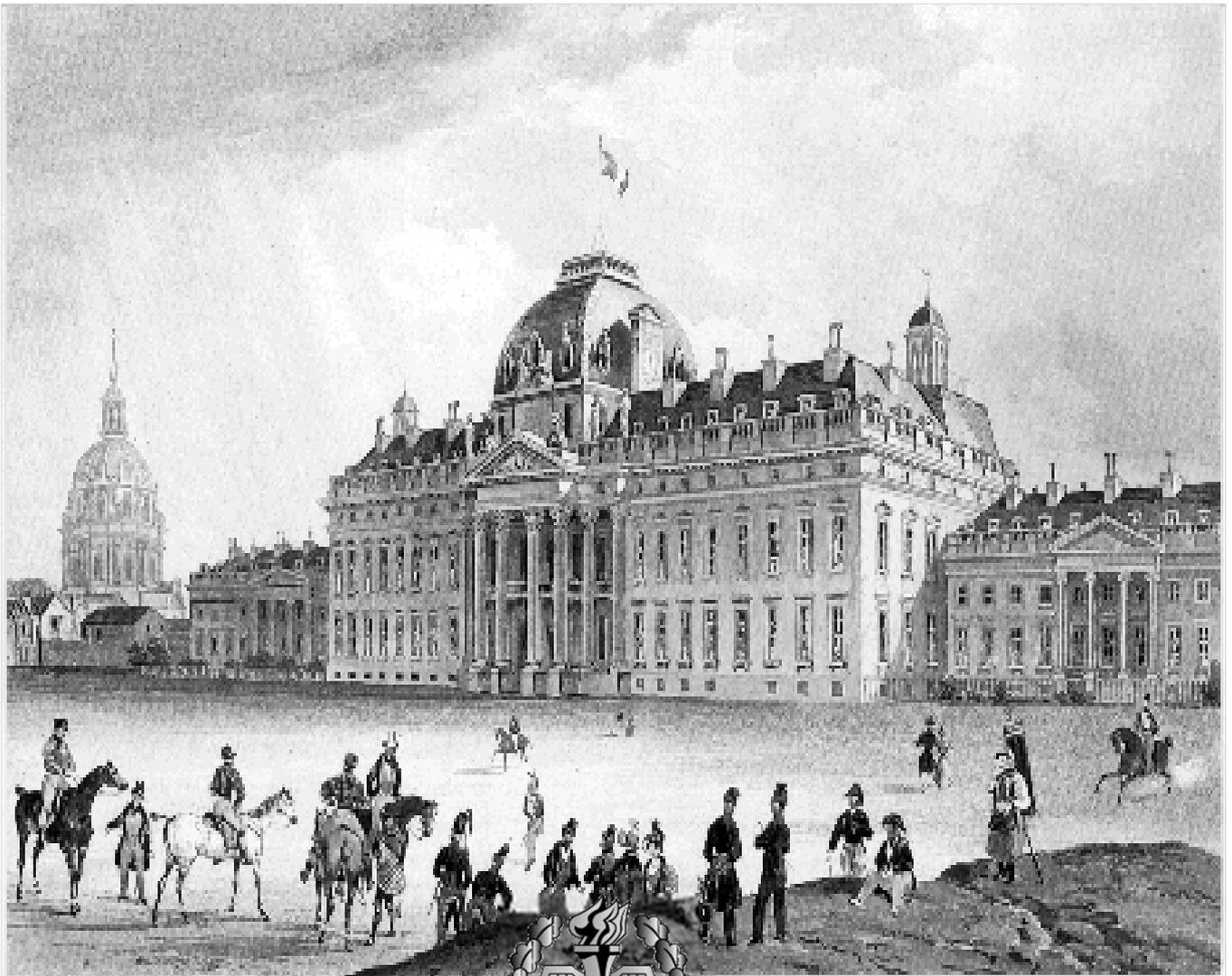
⁴¹ Henri Mordacq, fut professeur à l'École de guerre, puis au CHEM de 1909 à 1911. Comme Pétain, il remet en cause le dogme de l'offensive à outrance et anticipe avant le début de la guerre sa longue durée et ses implications économiques.

militaires qu'il semble opportun de se pencher aujourd'hui. Comment continuer de permettre aux officiers du XXI^{ème} siècle d'adopter cette tournure d'esprit à la fois pugnace et ouverte aux évolutions rapides caractérisant notre époque, tout en appliquant des méthodes rationnelles de prise de décision? Il ne fait aucun doute que ces méthodes de formation doivent continuer de reposer sur l'individualisation de l'acquisition des connaissances, sur une réflexion guidée et non bridée par un encadrement expérimenté et rompu aux méthodes de décision opérationnelle, de travail collectif et collaboratif. Mais surtout, cette formation doit pouvoir continuer de participer au renforcement du caractère, de l'intelligence de situation et de l'imagination des futurs décideurs militaires.

À l'issue de l'École militaire interarmes, promotion «Combats de Tu-Lê» (1992-1994), le Colonel Fabrice CLÉE choisit l'arme du Génie, dans laquelle il effectue sa première partie de carrière. Il a commandé le groupement interarmées des actions civilo-militaires. Il a été associé à l'enseignement des méthodes de raisonnement tactique et de la planification au profit de l'enseignement militaire supérieur (École d'état-major, Cours supérieur d'état-major, Cours supérieur interarmes et groupement «Terre» de l'École de guerre). Il est actuellement adjoint à la division doctrine du CDEC



Libres opinions¹



¹ Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.

Pourquoi la guerre serait-elle plus complexe aujourd'hui qu'hier?



Par le Chef d'escadron Stéphane JAY

Si la guerre apparaît comme un phénomène en perpétuelle évolution, peut-on considérer aujourd'hui qu'elle se complexifie plus rapidement que le monde lui-même, ou bien suit-elle simplement le cycle naturel de l'histoire?

Le Chef d'escadron JAY considère que malgré l'incertitude et l'instabilité de notre environnement, la pérennité des principes de la guerre n'est pas remise en cause et que les évolutions doivent également trouver leur déclinaison dans la formation des chefs militaires. Compétences interarmes, interarmées, inter domaines, compréhension de l'environnement et capacité d'adaptation apparaissent comme des fils directeurs.

S' il est une règle immuable dans l'art de la guerre c'est bien la loi du contournement. À l'échelle stratégique, les théories de l'approche directe et indirecte s'affrontent et se complètent sans que le débat ne puisse être tranché. Au niveau opératif et tactique, les évolutions technologiques, de l'archerie à l'aérocombat, en passant par le canon Gribeauval ou le char, ou les procédés tactiques, de la guerre conventionnelle à la guérilla ou l'hybridité, soulignent cette volonté permanente d'adaptation aux tactiques et techniques de l'adversaire. Ces ruptures, cycliques, sont consubstantielles de la guerre. Ainsi, même si cette dernière évolue dans ses modalités, elle est un phénomène constant s'adaptant en permanence aux capacités techniques et organisationnelles de son époque.

Dans ce contexte, la complexité de la guerre peut s'entendre comme l'écart généré par les frictions et résistances d'une organisation à s'adapter à l'environnement opérationnel auquel elle doit faire face. Cette complexité, plus qu'un phénomène simplement quantifiable, apparaît comme un sentiment général face aux difficultés rencontrées. Complexe n'est pas ici synonyme de compliqué. Le compliqué représente davantage l'accumulation de tâches, de problématiques à prendre en compte, plutôt que la capacité à en analyser et en comprendre les rouages.

Ainsi, si la guerre apparaît comme un phénomène en perpétuelle évolution, peut-on considérer aujourd'hui qu'elle se complexifie plus rapidement que le monde lui-même, ou bien suit-elle simplement le cycle naturel de l'histoire?

Alors que le débat sur les nouvelles formes de conflictualité et sur l'élargissement des lieux de la guerre s'intensifie, il semble que la complexification ressentie ne traduise pas nécessairement une rupture dans son évolution traditionnelle, mais plutôt notre relative incapacité à nous adapter à ses évolutions. Le « confort opératif » occidental post 1945 est ainsi une exception historique à laquelle nous nous étions habitués.

Après avoir proposé des pistes de réflexion sur l'environnement opérationnel futur, il conviendra de montrer que les évolutions de ce dernier n'affectent pas fondamentalement les principes de l'engagement opérationnel. Il est néanmoins important non seulement d'évoluer plus radicalement dans les modalités de cet engagement, mais également d'y préparer d'avantage l'encadrement militaire.

L'environnement opérationnel futur

Caractériser l'environnement opérationnel futur, le lieu de la guerre, est un enjeu majeur qui fait l'objet de nombreux travaux et ne peut que difficilement être résumé ou circonscrit dans cette étude. Il convient plutôt d'essayer de définir quelques tendances permettant d'appréhender les grandes évolutions à prendre en compte dans les engagements à venir. Multiplicité, élargissement et immédiateté apparaissent comme étant les perspectives d'évolution de la guerre.

Multiplicité des formes de conflictualité: le CICDE¹, dans « Environnement opérationnel futur 2035 », traduit cette conflictualité dominante sous le terme d'« asymétrie élargie, structurelle et mutante ». Cette forme d'asymétrie semble caractériser le mieux la notion d'hybridité, au cœur de notre sentiment de complexification du champ de bataille. À l'occasion du colloque 2016 du CDEF² sur les nouvelles formes de conflictualité, cette notion même a peine à être clairement définie, car elle recouvre des réalités protéiformes mêlant guerre régulière et irrégulière³ ou caractérisant une stratégie globale usant de leviers militaires et non militaires⁴. Toutefois, la menace du haut du spectre caractérisée par le retour des États-force, ou encore l'instabilité grandissante des États faillis, tels que décrits dans la « Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017 », élargissent le spectre de la conflictualité.

¹ CICDE: Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations

² CDEF: Centre de doctrine d'emploi des forces, qui a fusionné avec le CESAT (été 2016) pour former le CDEC (Centre de doctrine et d'enseignement de commandement).

³ *Réflexions tactiques spécial colloque*, CDEF, juin 2016, p. 8.

⁴ Général Barrera: « Leviers militaires (emploi des forces conventionnelles et spéciales, emploi des « proxys », usage du chimique, du biologique, et de la menace nucléaire) et non militaires (l'économie, la finance, la diplomatie, la pression sociale, l'influence culturelle et informationnelle, le cyber et la sécurité collective...) »

Élargissement des lieux de la guerre: la guerre dépasse désormais les trois milieux traditionnels pour investir les domaines spatiaux, numériques et informationnels⁵. À ce titre, les nouvelles formes de conflictualité développent des stratégies coordonnées dans ces six domaines. L'action militaire doit prendre en compte ces nouveaux domaines à l'instar des concepts américains de la *multi-domain battle* ou de la future force Scorpion. Il apparaît que la capacité à pervertir les données numériques sera un des enjeux majeurs de la guerre de demain. La guerre de l'information devrait générer autant d'effets que l'action cinétique sur le terrain. Elles seront dans tous les cas intimement liées.

Accélération du *tempo*, immédiateté, transparence et ubiquité: la mondialisation des échanges, renforcée par la révolution numérique et l'emploi dual des technologies qui nivelle l'avantage technologique, génère un déséquilibre au sein de la «remarquable trinité»⁶ clausewitzienne. L'immédiateté et une forme d'ubiquité informationnelle provoquent de nouvelles tensions sur l'action militaire. La légitimité de l'action⁷ et son maintien dans la durée au sein de l'opinion publique deviennent une caractéristique essentielle de la conduite de la guerre. L'action politique, inscrite dans un temps court, peut se heurter avec le temps long, nécessaire, de l'action militaire. L'entrisme du politique est un risque avéré. Ce phénomène est également une opportunité (action d'influence), et là aussi une nouvelle ligne d'opération, dans la guerre.

Des principes pérennes

Ainsi, l'environnement opérationnel est en perpétuelle évolution. Une accélération certaine de cette évolution semble même se dessiner. Toutefois, ces changements ne modifient pas fondamentalement les principes des engagements opérationnels.

Dix ans après la parution de FT-01, le continuum intervention-stabilisation-normalisation conserve toute sa pertinence. La phase de stabilisation reste la plus incertaine et la plus décisive. Toutefois, l'élargissement du champ de bataille (tant en termes de lieux que de temps)⁸ témoigne de l'apparition d'une phase de modelage de l'environnement, préliminaire à l'intervention, s'appuyant essentiellement sur des actions dans le domaine cyber. L'approche trans-domaines⁹ ne révolutionne pas le cycle, mais rend plus diffus et complexe le passage d'une phase à l'autre. La définition d'un état final recherché (par le politique) et la définition des moyens nécessaires pour y parvenir seront également une clef qui dépasse l'action strictement militaire.

Malgré l'incertitude et l'instabilité de notre environnement et les risques de ruptures évoqués par le CEMAT¹⁰, la pérennité des principes de la guerre n'est pas remise en cause. Au terme des travaux d'*Action terrestre future*¹¹, les principes de Foch se voient adjoindre deux principes complémentaires que sont l'incertitude et la foudroyance. Ces principes peuvent s'entendre comme la volonté de générer le doute et la surprise chez l'adversaire. La définition des huit facteurs de supériorité opérationnelle permet désormais de faire le lien entre les principes (permanents) et les aptitudes à développer (par essence variables). Ces facteurs traduisent la volonté de mieux maîtriser la complexité de l'environnement en proposant les fils directeurs des évolutions à conduire.

La nature de la guerre n'a pas fondamentalement changé. La guerre reste un acte social, une expression des sociétés humaines organisées. Acte politique par essence, elle est «un véritable instrument politique [...] la guerre est simplement la poursuite de la politique par d'autres moyens»¹². Toutefois, les nouvelles formes de conflictualité semblent abonder dans le sens d'une complexification des rapports entre le politique et le soldat. Dans *Comprendre la guerre*¹³, le Général Desportes traduit la complexité de ces rapports: la guerre peut tendre à devenir une fin en elle-même, l'instabilité politique impose une adaptation permanente de l'action militaire et enfin il existe une porosité entre politique intérieure et extérieure. Ces relations traduisent la complexité des rapports entre politique et militaire. Elles ne sont pas nouvelles et sont simplement réaffirmées dans le contexte actuel.

Ainsi, à l'échelle des principes, la guerre ne semble pas plus complexe aujourd'hui qu'hier. Toutefois, compte tenu des évolutions de l'environnement, ses modalités en sont bouleversées et il apparaît compliqué de s'y adapter.

Une adaptation plus complexe

La victoire est au cœur du sujet de la complexité de la guerre. Bien au-delà de la simple action militaire, ayant pu permettre par le passé d'emporter la décision y compris politique sur l'ennemi, le succès politique ne peut plus s'y résumer. Christian Malis, dans «*Guerre et Stratégie au XXI^{ème} siècle*»¹⁴, souligne qu'il convient de passer du paradigme napoléonien (où la confrontation militaire est le critère de la victoire puisqu'elle préfigure la paix du vainqueur) au paradigme gaullien: «Il s'agit de conduire les opérations militaires en songeant avant tout à la paix que l'on souhaite obtenir, que l'on parle d'exécutions ciblées ou de guerre expéditionnaire de grande envergure». À ce titre, la victoire doit reposer d'emblée sur une définition politique précise des fins de la guerre, communément appelée état final recherché (EFR) et sur une approche globale pour atteindre cet objectif. Ainsi, la «victoire finale» prend un sens éminemment politique à laquelle l'action militaire contribue, au même titre que l'action économique, sociale, juridique, culturelle¹⁵. L'absence de cet EFR apparaît comme un facteur déterminant de nos difficultés à «terminer» nos guerres, en considérant que la seule action militaire permettrait de «gagner la paix». Une fois cet EFR déterminé, la stratégie à mettre en œuvre doit être globale. Selon le CICDE, les huit piliers de puissance doivent faire partie d'une stratégie intégratrice

⁵ CICDE, *Environnement opérationnel futur 2035*, p. 44.

⁶ Clausewitz considère que le modelage du phénomène guerre résulte d'un équilibre politique entre trois pôles que sont le peuple, le gouvernement et l'armée.

⁷ Le FT-02 érige en corollaire des principes de la guerre les notions de légitimité et de réversibilité de l'action.

⁸ Évoqué lors du séminaire quadripartite de prospective de l'EMAT en 2017.

⁹ Comprise ici tant verticalement (du tactique au stratégique) qu'horizontalement (incluant l'ensemble des domaines concourant à la mise en place d'une nouvelle gouvernance).

¹⁰ Propos introductif du séminaire *Allied prospective meeting* du 25 au 26 avril 2017.

¹¹ État-major de l'armée de Terre, *Action terrestre future. Demain se gagne aujourd'hui*, 2016.

¹² Clausewitz, «*De la guerre*», I:1 p. 87.

¹³ Général Desportes, «*Comprendre la guerre*», Économica, 2011.

¹⁴ Christian Malis, «*Guerre et stratégie au XXI^{ème} siècle*», Fayard, 2014.

¹⁵ Général Vincent Desportes, «*La guerre probable. Penser autrement*», Économica, p76.

unique¹⁶. Les modalités de mise en œuvre d'une telle politique nécessitent d'intégrer ces dimensions à l'échelle opérationnelle. La *multi-domain battle* américaine s'inscrit directement dans cette démarche interministérielle, et bien au-delà, en intégrant également les acteurs de la société civile. Ce décloisonnement est probablement une des clefs du succès de demain. L'action militaire, au travers de la force Scorpion, préfigure cette approche trans-domaines. Elle prépare l'armée de Terre à s'intégrer dans cette logique.

L'environnement opérationnel est également caractérisé par la fin du «confort opératif». La contestation d'une forme d'impunité stratégique occidentale est fondamentale dans le sentiment de complexification de l'environnement. Sans rentrer plus avant dans les facteurs qui concourent à ce phénomène (nature des conflits, durcissement des conditions d'accès, retour du besoin de masse), les armées occidentales s'accordent sur trois domaines dans lesquels l'organisation doit évoluer pour faire face à la menace. Tout d'abord, elles s'appuieront sur un commandement plus agile, permettant d'améliorer la compréhension de l'environnement et de l'adversaire, interopérable avec nos alliés et ayant une signature plus limitée. Nos forces devront également adopter une manœuvre davantage déconcentrée, mais permettant une concentration des effets et non plus nécessairement des forces. Enfin, elles devront disposer d'outils performants permettant d'assumer les nouvelles exigences opérationnelles (en termes de commandement, de manœuvre, de feux et de logique expéditionnaire). Ces outils s'appuieront notamment sur la robotique, le cyber et l'intelligence artificielle. La force Scorpion et la *multi-domain battle* s'inscrivent directement dans cette perspective.

Le risque de rupture stratégique est avéré et nécessite d'accompagner l'innovation et la révolution numérique au profit d'une plus grande agilité opérationnelle¹⁷. La capacité d'adaptation deviendra une des clefs du succès dans un monde de plus en plus incertain. La fin de la guerre froide marque le retour de l'imprévisibilité des conditions d'engagement. L'adaptation réactive, tant organisationnelle que technologique, devrait être recherchée pour permettre d'y faire face. «L'histoire montre que les armées qui gagnent les guerres sont très différentes de celles qui les commencent: l'important, c'est donc bien la capacité globale d'adaptation»¹⁸. Cette agilité intellectuelle nécessite d'être encouragée dans la formation des cadres au plus bas niveau et de s'appuyer sur une culture militaire et historique solide pour trouver de la profondeur et prendre en compte les enseignements tactiques du passé.

Comment faire face?

Toutes ces évolutions doivent également trouver leur déclinaison dans la formation des chefs militaires. Sans vocation à l'exhaustivité, il paraît intéressant de proposer des pistes de réflexion dans ce domaine. Compétences interarmes, interarmées, inter domaines, compréhension de l'environnement et capacité d'adaptation apparaissent comme des fils directeurs.

Une approche interarmes et trans-domaines devient un prérequis indispensable du combat infovalorisé de demain. Elle peut se décliner à plusieurs échelles. Ainsi, au niveau tactique, la capacité d'intégration interarmes doit être développée dès les plus bas échelons de commandement. Dès la division d'application, le jeune lieutenant devrait être acculturé à cette approche intégratrice et développer ensuite des compétences interarmes en vue de son temps de commandement d'unité élémentaire¹⁹. La réforme du cycle interarmes à l'École d'état-major s'inscrit dans cette dynamique. Elle mériterait également d'être complétée dès l'entrée dans le cycle de l'enseignement militaire supérieur²⁰ par une approche, complétant la connaissance du niveau interarmées, pour acculturer les futurs traitants d'état-major aux questions sociales, culturelles et économiques qu'ils devront prendre en compte en opérations²¹. Cette logique semble particulièrement développée à l'échelle opérationnelle au travers du cycle de l'enseignement militaire supérieur du second degré. À contrario, l'expertise métier du niveau chef opérations n'est que partiellement abordée. Il pourrait être utile de redévelopper, en lien avec les écoles d'armes, une réactualisation des compétences interarmes de ce niveau et renforcer ainsi la coopération interarmes.

La compréhension de l'environnement est essentielle au succès de demain. Elle passera à la fois par un développement culturel des officiers et par l'intégration des nouvelles technologies. Il apparaît nécessaire d'approfondir la culture comportementale (sciences sociales, langues et cultures stratégiques étrangères) pour faciliter tant l'interopérabilité avec nos alliés et partenaires que l'intégration de notre action dans le milieu. Cette culture devrait également s'appuyer sur une culture militaire solide, socle commun de réflexion. La révolution numérique permettra également non seulement de mieux modéliser l'environnement (cartographies culturelles, ethniques, économiques...), mais également d'améliorer sa compréhension au travers de mécanismes d'aide à la décision (traitement de la *big data*, intelligence artificielle). Toutefois, le développement des sciences cognitives devra être encadré afin d'éviter l'émergence de biais pouvant mettre en péril la capacité de décision du chef²².

Comme évoqué précédemment, la capacité d'adaptation apparaît comme une qualité essentielle de l'organisation militaire. Cette qualité mérite d'être déclinée encore davantage au niveau du chef militaire. Elle pourrait s'exprimer au travers de compétences intrinsèques dans le commandement, et par le développement d'une pensée prospective. Le commandement par intention, doublé d'une réelle subsidiarité dans la chaîne de commandement, fonde l'approche française²³. Elle mériterait d'être renforcée par le développement, au travers d'exercices par exemple, d'une réelle appétence à la prise de risque, et d'une amélioration de la capacité à «décider dans l'incertitude» en intégrant les commandants d'unités élémentaires. Il est intéressant de souligner que ce débat anime également les armées anglo-saxonnes au travers de la notion de *mission command*. D'autre part, la pensée militaire, notamment prospective, pourrait être encouragée. À l'instar du cycle prospectif britannique *Agile Warrior*, il serait intéressant de développer ce type d'exercice de réflexion à l'échelle de l'enseignement militaire supérieur et/ou de réunir les

¹⁶ DIMETJIC : diplomatie, informationnel, militaire, économique, juridique, technologique, industriel, culturel

¹⁷ *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*, ministère des Armées, 2017.

¹⁸ Général Vincent Desportes, *La guerre probable. Penser autrement*, p.192.

¹⁹ À titre d'exemple, le chef de convoi logistique doit agréger d'emblée plusieurs fonctions: escorte/protection, SIC, SAN, génie, appui 3D au service du transport. La cohérence d'ensemble nécessite le développement d'emblée d'une culture interarmes.

²⁰ Au niveau de la QIA 2 par exemple.

²¹ L'opération Barkhane peut être caractérisée comme une guerre de flux (financier, humains, culturels). Comprendre ces flux permettrait de moduler l'action militaire en profitant d'effets de levier «civils».

²² Ces biais peuvent s'exprimer non seulement au travers de la charge cognitive (risque de perte de rationalité face à la masse d'information ou perte du libre-arbitre face aux propositions de l'outil), mais également relever d'aspects plus subjectifs (comportement, culture...). Pour plus d'informations: *Lettre de la prospective n°1* du PEP, «Les sciences cognitives et l'organisation des postes de commandement».

²³ La notion d'effet majeur, référence directe à l'esprit de l'ordre, offre cette capacité d'initiative et donc d'adaptation au subordonné.

différents organismes prospectifs autour d'un séminaire piloté, par exemple, par le groupe d'étude de la menace prospective de l'EMAT.

En guise de conclusion

Bien que l'environnement opérationnel évolue significativement, la guerre n'a pas fondamentalement changé. Le sentiment de complexité ressenti traduit davantage notre difficulté à nous adapter. Le caractère de la guerre évolue et nous devons nous y adapter, tant dans la façon de conduire les opérations que dans notre manière de l'appréhender au niveau des décideurs.

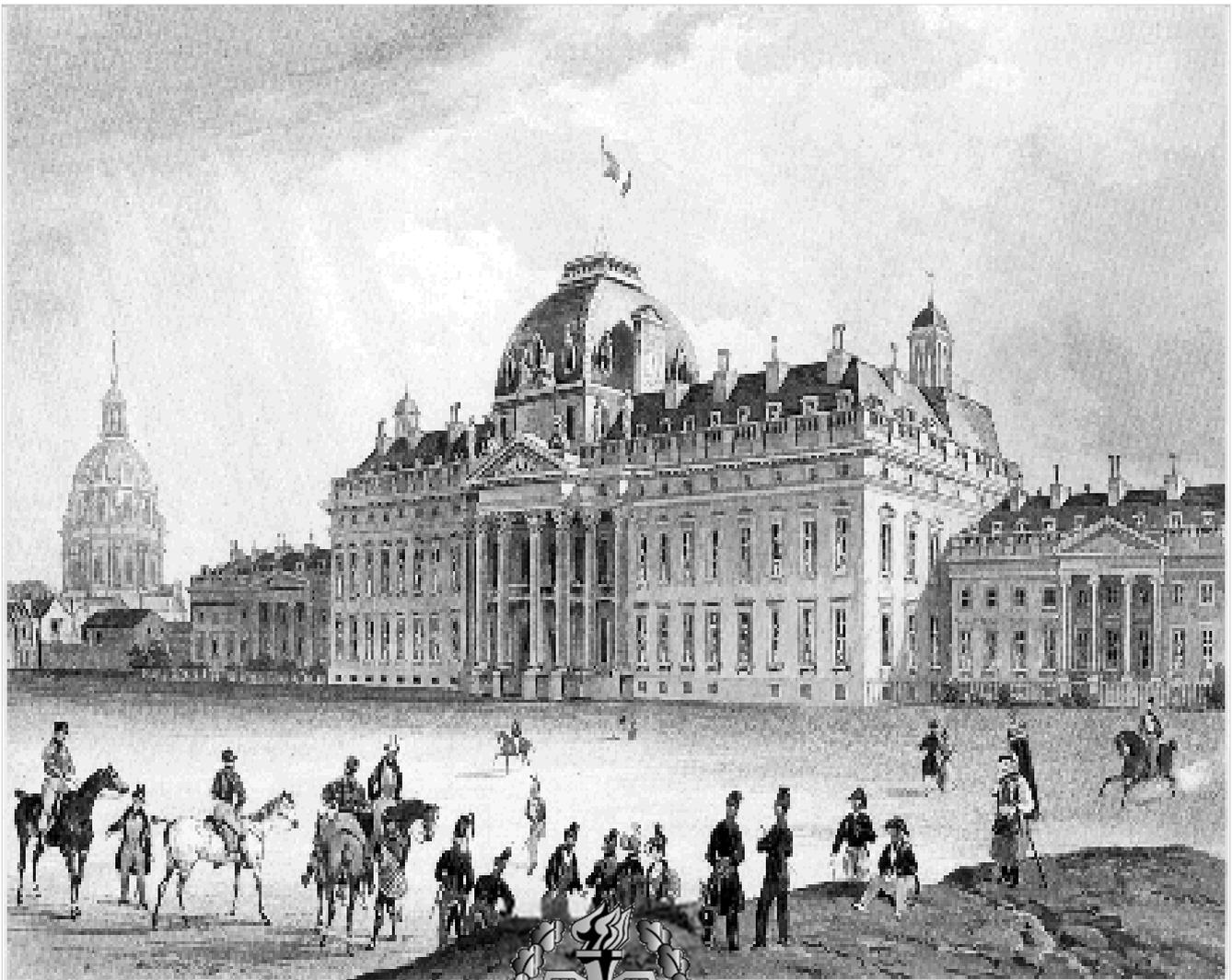
Les pistes d'évolutions organisationnelles sont nombreuses (infovalorisation Scorpion, FCT britannique, *Multi-domain battle...*). Elles ne pourront être pleinement efficaces qu'au travers d'un effort significatif d'acculturation des cadres pour accroître leur compréhension du monde et cultiver leur sens de l'adaptation.

La fusion du CESAT et du CDEF pour créer le CDEC, ainsi que la réforme du Cours supérieur interarmes (CSIA) et son allongement à un an s'inscrivent pleinement dans cette nouvelle dynamique.

Saint-cyrien de la promotion «Lieutenant Brunbrouck» (2004-2007), le Chef d'escadron Stéphane JAY effectue son temps de chef de peloton au 511^{ème} régiment du train avant d'en commander l'escadron de transport. Pendant cette première partie de carrière, il est déployé au Tchad, en Afghanistan et au Mali. Il sert depuis au pôle études et prospective du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC).



Nouvelles de l'étranger



De l'importance des forces terrestres dans les dispositifs de déni d'accès et d'interdiction de zone: une perspective chinoise.

Par Monsieur Léon MALCOLM¹

Les États-Unis ont longtemps bénéficié d'une suprématie incontestée dans les espaces internationaux aériens, maritimes et sous-marins. Aujourd'hui, cette ère de suprématie touche à sa fin.

M. Léon MALCOLM considère que les stratégies de déni d'accès et d'exclusion de zone permettent à la Chine de créer une zone au sein de laquelle toute puissance étrangère souhaitant s'y déployer risquerait de lourdes pertes matérielles et humaines.

Les systèmes d'armes déployés le long de son littoral instaurent de fait une dissuasion conventionnelle.

Les États-Unis ont longtemps bénéficié d'une suprématie incontestée dans les espaces internationaux aériens, maritimes et sous-marins, leur permettant de contester ces mêmes libertés de mouvements aux autres puissances. Nombres d'analystes aujourd'hui avancent l'hypothèse que cette ère de suprématie touche à sa fin. Depuis la fin des années 90, les débats stratégiques ont été marqué par l'apparition d'un nouveau concept, l'*antiaccess/area denial* (A2/AD), qui marque le retour de la posture défensive dans certaines orientations stratégiques, et ce par la combinaison de systèmes antiaériens, anti-navires, anti-sous-marins et de défense terrestre; l'objectif étant de restreindre l'accès à certaines zones, tout en limitant les capacités américaines à se déployer de manière optimale². Le concept, d'origine américaine, s'est d'abord concentré sur l'Iran et la Chine. Mais, à travers la diffusion des systèmes d'armes et du concept, de nombreux pays peuvent prétendre aujourd'hui à se doter de telles mesures défensives.

Après une définition générale de ce qu'est une stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone, cet article s'attachera à revenir sur les raisons historiques de celle-ci avant d'en expliciter la doctrine stratégique. Enfin, nous reviendrons sur les différentes composantes opérationnelles, en particulier terrestre, au sein de cette stratégie.

Définition

La Chine a su, en une génération, se doter de capacités décrites par le Pentagone comme une stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone³. Celle-ci est multidimensionnelle et vise à empêcher les États-Unis d'intervenir dans un premier temps au sein de la première chaîne d'îles englobant les mers de Chine orientale et méridionale. Toutefois, la Chine ne définit pas sa propre stratégie comme étant du déni d'accès et de l'interdiction de zone. C'est une stratégie de «défense active», cherchant dans un premier temps à dissuader l'ennemi de mener une opération à l'encontre de Pékin, à se défendre en cas d'attaque, et enfin à mener potentiellement une contre-attaque à travers des actions symétriques et/ou asymétriques. C'est au sein de cette stratégie de défense active que s'inscrit le concept de déni d'accès et d'interdiction de zone.

Historique

La première guerre du Golfe fit l'effet d'un électrochoc au sein des instances militaires et politiques chinoises⁴. L'écrasant succès des forces américaines en 1991 obligea les analystes chinois à reconsidérer l'aptitude de l'armée populaire de libération à se battre et à remporter une guerre contre un adversaire utilisant des armes technologiquement avancées, telles les bombes à guidage GPS.

Les conclusions chinoises les confortent toutefois sur plusieurs points: la guerre moderne sera brève et intense. Face à cette perspective, la Chine paraît peu préparée, en termes d'équipements et de doctrine. En 1993, le président Jiang Zemin demande à l'armée populaire de libération d'être à même de combattre dans des guerres localisées sous condition d'informatisation. Ces guerres sont limitées tant géographiquement que temporellement, ainsi que dans les visées politiques. Elles se déroulent dans

¹ Doctorant en sciences politiques, CECOJI/Université de Poitiers. Allocation D.G.R.I.S.

² Evan Braden Montgomery, «Contested Primacy in the Western Pacific: China's Rise and the Future of U.S. Power Projection», *International Security* 38 (1 avril 2014): 115-49.

³ Andrew F. Krepinevich et Barry Watts, «Meeting the Anti-Access and Area-Denial Challenge» (Washington, D.C: Center for Strategic and Budgetary Assessments, Mai 2003).

⁴ James Lilley, James R Lilley, et David L Shambaugh, "*China's Military Faces the Future*", 1999.

un environnement où les nouvelles technologies priment: armes létales de haute précision, forte mobilité et vélocité, combinaison d'opérations dans les cinq dimensions pour maximiser les effets.

Un autre constat prégnant dans les écrits militaires chinois est que Pékin est en retard en termes de technologie militaire sur ses adversaires potentiels, les États-Unis en premier lieu. Ces derniers fixent les standards de la puissance militaire actuelle, sont au centre de la révolution de l'informatisation et des communications, et la première guerre du Golfe en est la preuve flagrante. Une succession de crises dans le détroit de Taiwan va renforcer les peurs chinoises à l'égard de la puissance américaine. En 1995, le président de la République démocratique de Chine, Lee Teng-hui, fut invité en tant qu'ancien élève de la *Cornell University* aux États-Unis, afin de prononcer un discours sur l'expérience de démocratisation à Taiwan. La Chine s'y opposa, avançant le fait que Lee était pro-indépendance et que son élection mettrait en péril la stabilité de la région. Onze jours après l'intervention de Lee à Cornell, l'armée populaire de libération conduisit une série de test à 60 kilomètres au nord de l'îlot de Pengja, appartenant à Taiwan, et les renouvela en novembre de la même année à travers un exercice amphibie de grande ampleur. La tension ne baissant pas, le président Clinton dépêcha sur zone deux groupes aéronavals et un bâtiment d'assaut amphibie.

Les dirigeants chinois tirèrent plusieurs enseignements de cette crise. Tout d'abord, les manœuvres d'intimidation, dans ce contexte précis, ne furent pas productives. Bien au contraire, les États-Unis montrèrent, par ce déploiement, leur volonté de défendre leur allié. D'autre part, et c'est le constat le plus important, les forces armées chinoises ne furent en aucun cas à même de rivaliser avec la puissance américaine. Alors que les hautes instances militaires chinoises demeuraient persuadées qu'un conflit avec les États-Unis était possible, elles décidèrent de développer plusieurs principes stratégiques visant à défaire un ennemi plus avancé technologiquement⁵. De ces principes découle la stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone.

Doctrine stratégique

Les élites militaires chinoises en sont bien conscientes, la nature des conflits a changé, mettant en péril les atouts stratégiques naturels de la Chine comme sa vaste profondeur stratégique. Ainsi, pour espérer dominer des adversaires technologiquement plus avancés, plusieurs orientations stratégiques sont développées, permettant à la Chine de maximiser ses chances de l'emporter. Ces stratégies découlent du constat suivant: malgré la supériorité technologique et militaire américaine, les États-Unis ne pourront maintenir de manière permanente leur avantage dans tous les domaines, y compris en matières politique, géographique et logistique. Il n'est pas envisageable pour les forces chinoises d'emporter la victoire suite à une confrontation directe avec les forces américaines. Ce constat, relayé au sein de nombreux articles, amène Pékin à envisager des modes d'actions différents d'une campagne militaire traditionnelle.

Dans un premier temps, les forces chinoises doivent saisir l'initiative le plus tôt possible, sans pour autant être à l'origine du conflit. Elle doit être saisie au niveau opérationnel et non au niveau stratégique, car les autorités chinoises l'ont bien compris, une fois que les États-Unis ont regroupé leurs forces, comme ce fut le cas lors de la première guerre du Golfe, la Chine ne pourra tenir ses positions.

Pour obtenir l'initiative, il faut rechercher l'effet de surprise à la fois en termes de temporalité et en termes de géographie afin d'obtenir un effet de sidération. Cela permet d'exploiter la nouvelle faiblesse et de mener d'autres opérations avant que l'ennemi puisse se réorganiser. Pour cela, les forces chinoises peuvent recourir à la ruse (stratagèmes, camouflages, feintes etc.) et doivent frapper avant que les troupes ennemies soient toutes déployées, au moment où elles sont le plus fragilisées⁶.

Les attaques préemptives font aussi partie des possibilités explorées. En effet, à la suite de la déclaration des hostilités, celles-ci permettent là aussi de gêner le déploiement des forces américaines et de délivrer un choc psychologique significatif⁷. Cette première attaque permettrait à la Chine de compenser sa relative infériorité et de neutraliser les systèmes de haute technologie ennemis comme les satellites de reconnaissance et GPS, les systèmes C4ISR⁸, les groupes aéronavals, etc. Ce principe d'obtenir l'initiative et d'opérer des attaques préemptives est inscrit dans la stratégie chinoise de «défense active», qui consiste à attaquer des points clés ennemis, visant à créer un avantage militaire après la première attaque ennemie. Le paradoxe réside dans le sens donné à cette première frappe. Pour la Chine, ce sont toutes les opérations militaires conduites par l'ennemi dont l'objectif est de briser son intégrité territoriale et de violer sa souveraineté. Ainsi, le soutien et le déploiement militaire de groupes navals américains dans le détroit de Taiwan peuvent tout-à-fait être considérés par Pékin comme des actions hostiles.

Une autre possibilité stratégique des forces chinoises pour obtenir l'ascendant est de frapper l'ennemi à certains points clés de son dispositif militaire, afin de «paralyser d'abord, détruire ensuite»⁹. Ces points sont le support de tout le système opératif adverse: les systèmes de commandement, les systèmes d'information, les systèmes d'armes (groupes aéronavals) et les systèmes logistiques (ports et bases aériennes), et les connexions entre ces systèmes. Ces frappes ciblées doivent être concentrées pour en maximiser les effets, la destruction de ces objectifs permettant sans doute de s'approcher de la victoire. En parallèle de la destruction des systèmes de commandement et d'information ennemis, les forces chinoises doivent acquérir la supériorité en termes de réception, traitement et transmission de l'information. Pour cela, elles peuvent utiliser le brouillage électronique ou attaquer les réseaux informatiques, mais aussi utiliser divers types d'armes pour détruire les moyens de communication et de traitement adverse: armes antisatellites, armes à impulsion électromagnétique, etc. L'objectif de paralyser les forces ennemies dans un premier temps demeure; la destruction des dites forces interviendra dans un second temps, une fois l'ascendant obtenu.

⁵ Lei Jiang, "*Modern Strategy for Using the Inferior to Defeat the Superior*" (Beijing : National Defense University Press, 1998).

⁶ Houqing Wang et Xingye Zhang, "*Science of Campaigns*" (Beijing : National Defense University Press, 2000).

⁷ Lu Linzhi, « Preemptive Strikes Are Crucial in Limited High-Tech Wars », *Liberation Army Daily*, 7 Février 1996.

⁸ *Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance*

⁹ Wang et Zhang, "*Science of Campaigns*", 89.

Dans l'éventualité d'un conflit avec les États-Unis, la stratégie chinoise doit réduire la détermination américaine à poursuivre le combat. La Chine doit donc rendre le coût humain et matériel d'une intervention américaine suffisamment élevé pour la remettre en question. Cette limite est d'autant plus accessible lorsque le conflit s'inscrit dans un conflit local sous condition d'informatisation, au cours duquel les pertes sont censées être faibles. En menant en parallèle actions militaires et actions diplomatiques, la Chine cherche ainsi à traduire ses victoires militaires en victoires politiques lui permettant de négocier en position de force¹⁰.

Ces stratégies de déni d'accès et d'exclusion de zone permettent à la Chine de créer une zone s'étirant de son littoral jusqu'à sa première chaîne d'îles, au sein de laquelle toute puissance étrangère souhaitant s'y déployer risquerait de lourdes pertes matérielles et humaines. Les systèmes d'armes déployés le long de son littoral instaurent de fait une dissuasion conventionnelle.

Composantes opérationnelles

Un dispositif A2/AD repose sur un ensemble de stratégies englobant tous les milieux et domaines de l'action militaire. Mais ces stratégies ne sont pas des substituts à la modernisation nécessaire de l'armée chinoise. Pour que ces dernières soient effectives, la Chine doit s'équiper de nouveaux matériels. Toutes les composantes de l'armée chinoise participent à l'effectivité de ces stratégies d'interdiction de zone et de déni d'accès. Nombre de ces opérations seront menées de manières conjointe, au sein d'un commandement unifié, permettant une synergie accrue des différents systèmes d'armes. Nous allons passer en revue le rôle des différents corps militaires dans ce dispositif, en mettant toutefois en avant les unités terrestres, dont les missions sont de première importance et les plus nombreuses.

Le rôle principal de la marine chinoise dans les opérations de déni d'accès est celui d'imposer un blocus des ports, mais aussi des voies d'approvisionnement, en particulier en carburant. Pour cela, la Chine peut se reposer sur sa large flotte de sous-marins, agressant bâtiments ennemis marchands comme militaires, et mouillant des mines aux points stratégiques. Le mouillage peut également être effectué par des avions ou par des navires garde-côtes que la Chine possède en nombre important. En bloquant la ou les flottes ennemies dans les ports d'attache, et en perturbant l'approvisionnement de ceux-ci, les forces chinoises restreignent les armées ennemies dans leurs déploiements, les rendant ainsi vulnérables à une future attaque. La marine chinoise a également la charge de détruire les bâtiments ennemis, en particulier les porte-avions sur lesquels reposent 80% de la puissance aérienne ennemie. Pour cela, elle dispose, nous l'avons vu, de nombreux sous-marins, mais aussi de navires lance-missiles de divers tonnages.

L'armée de l'air chinoise a également un rôle à jouer dans cette stratégie globale. En soutien aux opérations de blocus maritimes tout d'abord. En effet, elle attaquera certaines lignes d'approvisionnements, mais également les porte-avions et bases aériennes ennemies, niant à l'adversaire sa capacité à se défendre et/ou à poursuivre sa campagne militaire¹¹. Les avions de combat s'en prendront également aux diverses infrastructures portuaires, aux bateaux de transports, etc. En parallèle, l'armée de l'air chinoise effectuera ses missions traditionnelles, qui s'inscrivent toutefois dans ces stratégies de déni d'accès: le contrôle et la défense de l'espace aérien national, la détection avancée de forces hostiles et la destruction de point clés de l'infrastructure de combat adverse.

Si les deux corps abordés précédemment participent à des missions de premier ordre au sein des opérations relevant d'une stratégie de déni d'accès et d'interdiction de zone, les unités terrestres de l'armée chinoise en composent le cœur. J'englobe dans les forces terrestres les unités composant l'armée de terre, les unités de la force des fusées et celles de la force de soutien stratégique.

Nous l'avons vu plus haut, les forces chinoises doivent neutraliser le plus rapidement possible les centres de commandement et de communications, les éléments militaires importants comme les porte-avions, les bases arrière logistiques et les voies de communication entre tous ces éléments. Pour réussir ses opérations, l'armée chinoise a mis sur pied des programmes de développement de missiles depuis plusieurs décennies. Ainsi, Pékin dispose d'une large panoplie de vecteurs, dont certains à faible coût, lui permettant de traiter ses cibles de manière effective. Nombre de ces vecteurs dépendent de la force des fusées, anciennement «seconde artillerie». En effet, l'armée chinoise déploie deux types de missiles balistiques antinavires: le DF-26 et le DF-21D¹². Elle possède également plus d'une trentaine de différents missiles de croisière, supersoniques ou non, dont certains sont dérivés de missiles d'attaque au sol. La multiplicité des vecteurs permet de passer outre les contre-mesures et les systèmes de défense antimissiles embarqués sur les bâtiments de l'*U.S. Navy* par un effet de saturation.

Pour traiter les cibles terrestres, les Chinois ont développé plusieurs programmes de missiles balistiques à courte, moyenne et longue portée, mais aussi des missiles de croisière dans ces trois gammes de portée. Certains de ces vecteurs sont antiradiations, et donc tout-à-fait indiqués pour traiter les sites C4ISR.

La menace aérienne n'est pas en reste, puisque la Chine a développé une large gamme de missiles peu coûteux, permettant de saturer un espace aérien donné. Au vu du coût d'un appareil de combat moderne, on s'inscrit ici dans une double logique:

- Dissuader l'ennemi d'entreprendre une action;
- Défaire l'adversaire, malgré son avantage technologique, par des systèmes¹³, combinés ou non, à plus faible coût.

Toujours dans l'optique de nier aux États-Unis leur avance technologique, la Chine a développé trois types de missiles antisatellites et a réalisé son premier test en 2007¹⁴. Grâce à ce type d'arme, l'armée chinoise est capable de détruire les satellites

¹⁰ Youzhi Yao et Guangqian Peng, *"The Science of Military Strategy"* (Beijing: Military Science Publishing House, 2005).

¹¹ Richard P. Hallion, Roger Cliff, et Phillip C. Saunders, *"The Chinese Air Force : Evolving Concepts, Roles, and Capabilities"* (National Defense University, 2012).

¹² Jane's Information Group, «CSS-5 (DF-21)», *"Jane's Strategic Weapon System"*, Juin 2005

¹³ Radar fixe, mobile, embarqué ou non, système surface/air ou air/air.

¹⁴ Ian M. Easton, *"The Great Game in Space, China's Evolving ASAT Weapons Programs and Their Implication for Future U.S. Strategy"* (Arlington, Virginie : Project 2049, Juin 2009).

à orbite basse comme haute, d'empêcher les États-Unis d'utiliser des satellites de reconnaissance et d'interrompre l'accès au système GPS, utilisé pour le positionnement des forces et pour le guidage de nombreux missiles et bombes.

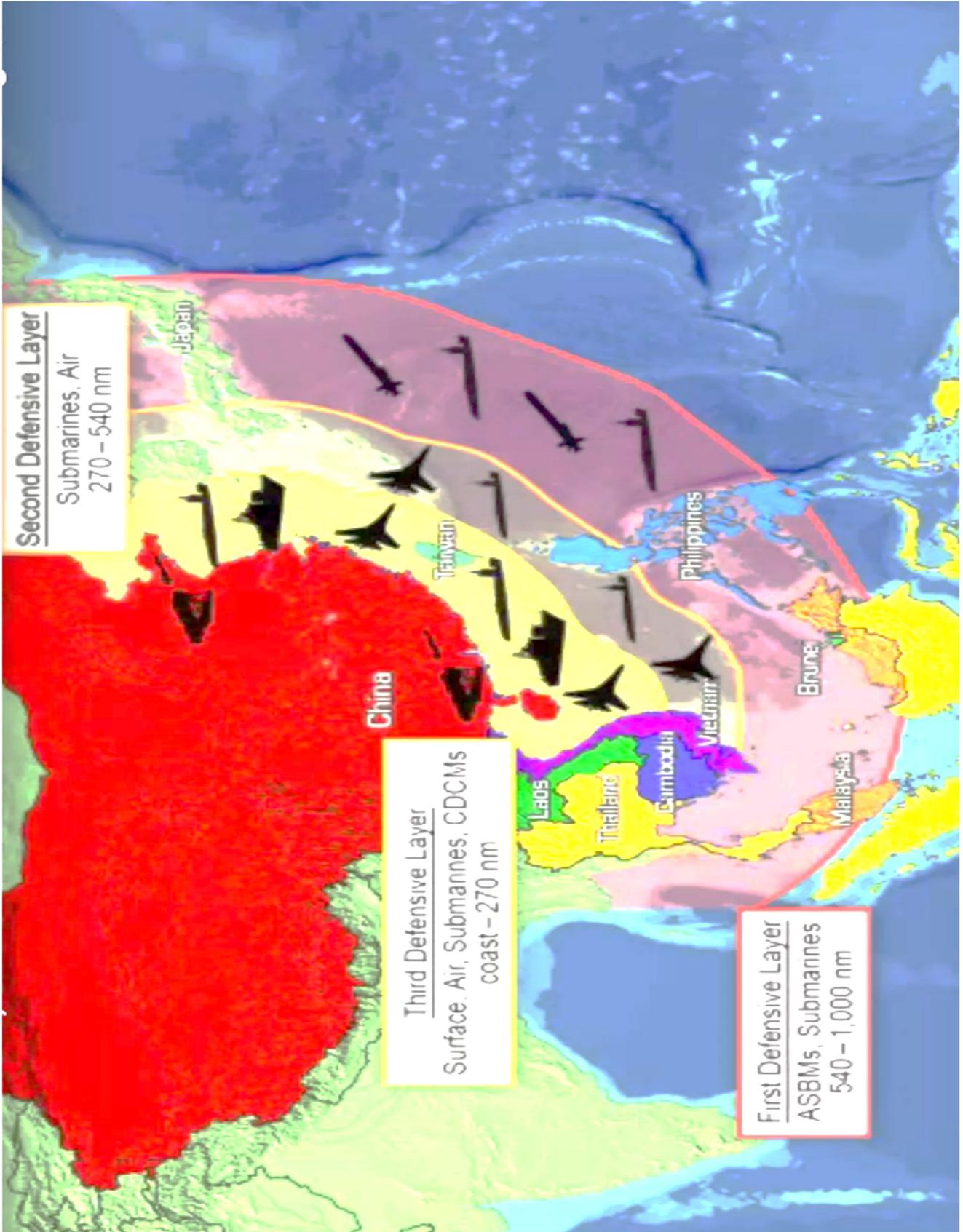
La stratégie chinoise ne repose pas uniquement sur des frappes physiques. La Chine a développé des capacités de guerre électronique et cybernétique qui ont toute leur place dans la stratégie chinoise de défense active¹⁵. Les unités menant le combat dans la dimension cyber dépendent de la force de soutien stratégique, créée en janvier 2016. L'objectif de ces unités est de perturber les communications et les centres de commandement et de contrôle ennemis. Ces actions peuvent donc être menées à la fois contre des objectifs militaires et civils. De même, ces unités ne se limitent pas au temps de la guerre, mais agissent aussi en temps de paix. Avant le déclenchement des hostilités, les forces chinoises devront conduire des missions de renseignement afin d'analyser les capacités cyber adverses, la résistance de leurs réseaux, et trouver des failles exploitables afin d'obtenir la supériorité dans la guerre de l'information le plus rapidement possible. Une fois le conflit déclaré, ces mêmes unités mèneront des attaques ciblées contre les centres de décision et d'information ennemis, les stations radars et systèmes de défense sol-air, les satellites, les moyens de communication civils et militaire, etc. Aveugle et sourd, l'ennemi sera alors sans défense contre les frappes aériennes et de missiles vues précédemment. L'avantage technologique des États-Unis sera ainsi devenu son talon d'Achille et cause de sa défaite.

En conclusion, les dispositifs d'anti-accès et d'interdiction de zone s'inscrivent dans une stratégie plus large, dont l'objectif est d'assurer à la Chine la possibilité d'une victoire face à un ennemi technologiquement supérieur. Mettant à profit toutes les composantes de ses forces, en premier lieu la composante terrestre, Pékin espère ainsi contrôler son environnement stratégique proche, tout en maintenant ses revendications non seulement sur l'île de Taïwan, mais aussi sur de nombreux récifs proches. Toutefois, la Chine, comme la Russie, exporte ses systèmes «anti» les plus avancés, sans évidemment prendre en compte les problèmes que cela pose aux forces occidentales. De tels systèmes ont été déployés lors d'opérations en Crimée et en Syrie. À l'heure des restrictions budgétaires, il est plus que jamais nécessaire de poursuivre les efforts qui ont été ceux des pays occidentaux, et en particulier de la France, dans les capacités d'entrée en premier, afin d'assurer non seulement notre autonomie stratégique, mais aussi notre capacité d'intervention.

Doctorant en sciences politiques au Centre d'études sur la coopération juridique internationale de l'université de Poitiers, M. Léon Malcolm est allocataire d'une bourse R.I.S. de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie. Les thématiques de recherche portent sur l'apport des drones et des nouvelles technologies dans la rivalité sino-américaine. Il a effectué sa formation militaire initiale de réserviste sur la base aérienne 709 Cognac-Châteaubernard et réalisé son stage d'intégration en unité à l'escadron de drones 1/33 Belfort

¹⁵ Magnus Hjortdal, "China's Use of Cyber Warfare: Espionnage Meets Strategic Deterrence", *Journal of Strategic Studies* 4, n° 2 (Summer 2011) : pp.1-24.

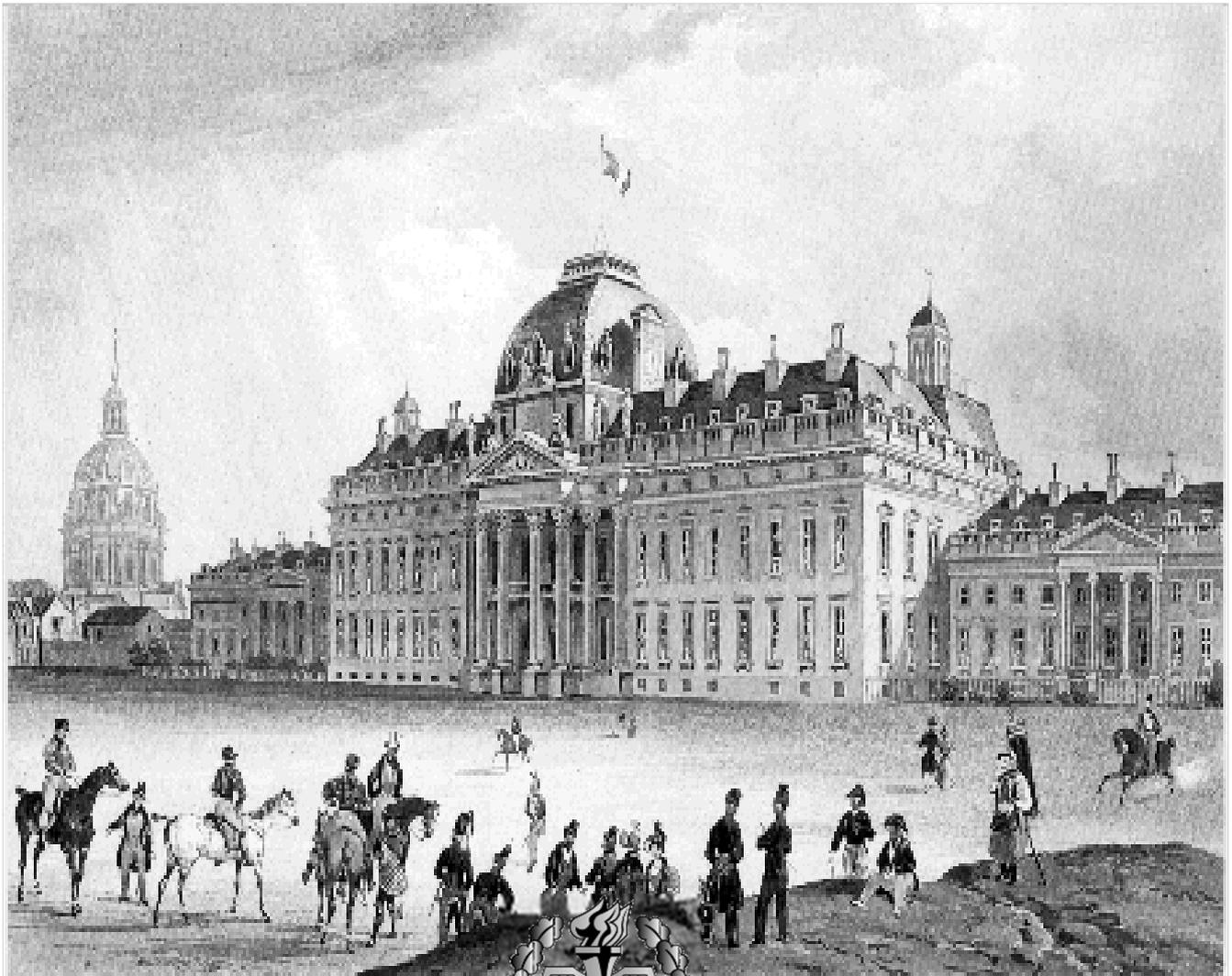
Capacités opérationnelles des forces chinoises en Asie-Pacifique



Source : *Missile Defense Advocacy Alliance*



Fiche de lecture



Pourquoi la dissuasion¹

De Nicolas ROCHE²

Dense et limpide, «*Pourquoi la dissuasion*» s'ouvre sur 2 crises contemporaines, emblématiques de l'usage international de la dissuasion: la crise chimique syrienne et la crise Ukrainienne. La démarche consiste à s'interroger sur les conditions d'emploi de la force et la protection des intérêts collectifs de la communauté planétaire (autrement dit, de la paix) face à «des acteurs non coopératifs» voyant dans toute négociation un signe de faiblesse.

L'exercice est complexe, subtil, souvent décourageant, car le moindre incident de terrain peut ranimer le feu. Le récit des mensonges syriens, le déficit de crédibilité de la tactique nord-américaine, l'adaptation obligée des stratégies de défense, comme la dimension nucléaire de l'imbroglio ukrainien sont longuement décortiqués, pour aboutir à l'extension dans le temps et l'espace de chicanes irrémédiables. «La dissuasion – explique Nicolas Roche – est une grammaire, un langage de puissance qui vise à maîtriser l'escalade d'un conflit» sinon l'empêcher. Cela suppose des capacités militaires, un langage diplomatique approprié et des actes d'intimidation adéquats, concrétisant le discours politique.

Dans une première partie l'auteur retrace l'exemple de la France dans une approche à la fois historique et technique. Ensuite, la description de l'aspect nucléaire de la dissuasion est longuement évoqué, car «tout est là»: comment détruire la violence de l'autre sans s'auto détruire...Les principaux concepts de la dissuasion, de la riposte graduée aux représailles massives, sont exposés avec une grande clarté, d'où il ressort la nécessité d'avoir des interlocuteurs crédibles, durables et constants dans leurs objectifs. Ce qui n'est pas toujours évident.

Le danger est grand, quasi constant. Plus d'interlocuteurs seront détenteurs de l'arme nucléaire, plus le risque sera grave et difficilement maîtrisable. «Noyer le poisson» est un sport cérébral opiniâtre et physiquement dangereux. Jusqu'où aller, comment, où, et pourquoi arrêter la violence mesurée, le dialogue offensif? Le dosage doit être revu et corrigé au fur et à mesure des incidents. Notre système d'information désormais quasi instantané n'arrange rien.

Les dernières parties de l'ouvrage décrivent avec force détails les possibilités de la cyberdéfense, et surtout brosent le tableau international des stratégies de dissuasions face aux turbulences constantes: la plaie, finalement, de la «mondialisation» c'est l'interdépendance de tous, tout le monde et tous les désaccords. Heureux ceux qui apprennent le tremblement de terre de Lisbonne avec un an de retard!!!!

En gros, il y aurait les «vieux sages» du nucléaire, ceux qui depuis 1946 savent qu'il ne faut surtout pas y recourir, autrement dit les 5 du Conseil de Sécurité, et puis les autres...les petits triblions de la modernité: l'ambiguïté d'Israël, le magma silencieux et sophistiqué de l'Iran, la dangerosité immédiate de la Corée du Nord.

L'auteur revient longuement sur ces différents aspects – passionnantes pages 263 à 357 – les possibles stratégies antimissiles, l'entrée de la maîtrise spatiale exo atmosphérique dans l'arsenal de concertation et dissuasion; il met en relief, au passage, les errances, maladresses et contradictions de la politique nord-américaine.

La conclusion, en quelque sorte une «non conclusion», remet en scène les deux fondements de notre droit international: la morale et le principe de la règle acceptée en commun. Les désastreuses conséquences d'un usage inconsidéré de l'arme nucléaire, l'illégalité de cet usage, le principe de proportionnalité des ripostes face à l'agression, sont autant de barrières besogneusement érigées au fil des conflits, mais qui s'avèrent bien peu solides face à une mauvaise volonté définitive. La religion quelle qu'elle soit – peut-elle être un atout ou un accélérateur du désastre?

La dissuasion nucléaire reste en tous cas la clé et le fondement des stratégies de gestion planétaire.

Bel ouvrage, certainement plus philosophique qu'il n'y paraît.

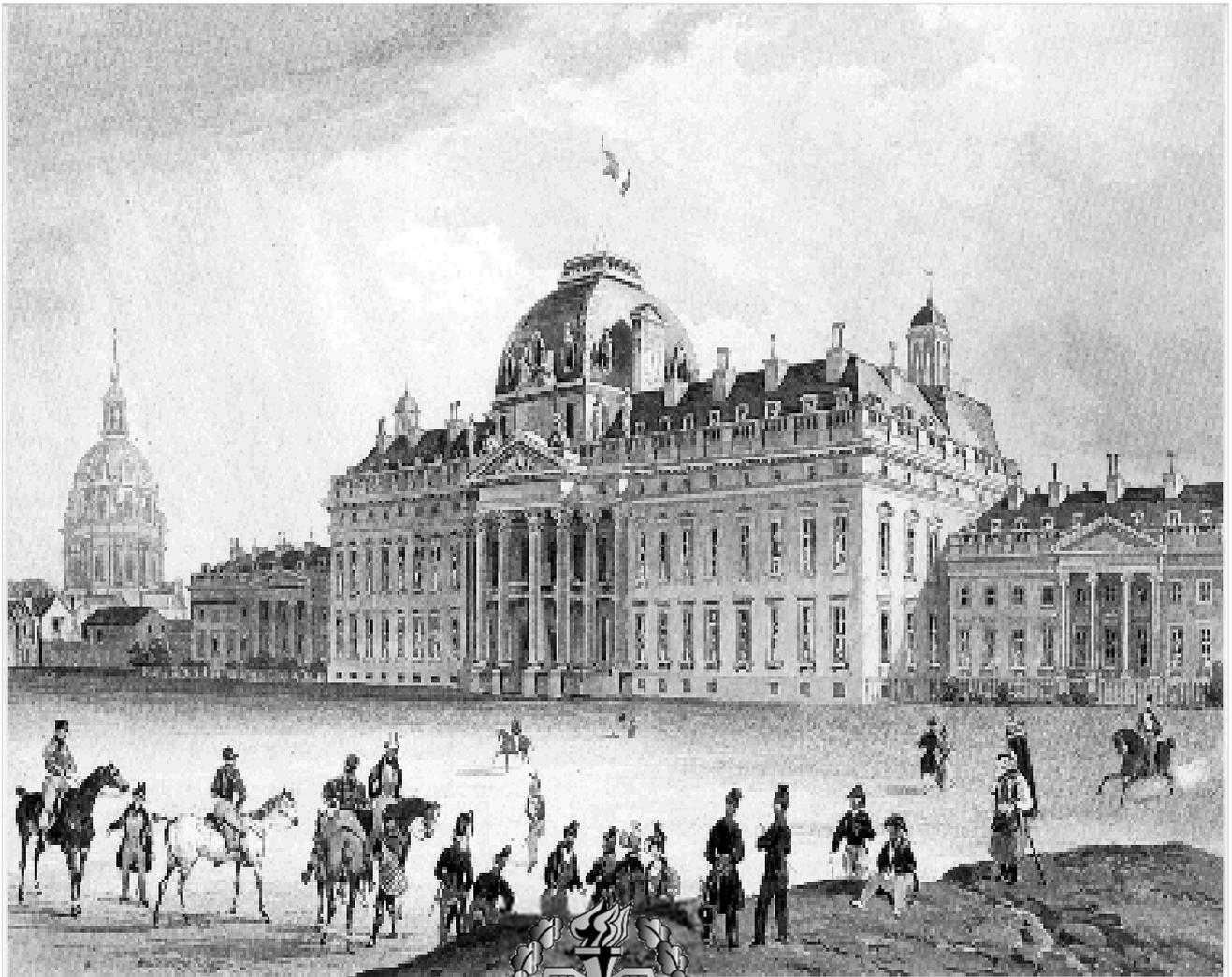
Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT



¹ PUF, 544 pages, Avril 2017

² Nicolas Roche est le responsable du Centre Interdisciplinaire d'Études sur le Nucléaire et la Stratégie à l'École Normale Supérieure (Ulm). Diplômé de l'ENA, il a occupé différents postes au Ministère des Affaires Étrangères, à la Défense et au CEA. Son autorité est internationalement reconnue. L'ouvrage est aussi le développement littéraire et technique de ses différents enseignements.

Bibliographie



«La guerre secrète en Suisse (1914-1918). Espionnage, propagande et influence en pays neutre pendant la Grande Guerre»¹

Du Lieutenant-colonel Olivier LAHAIE

Il s'agit d'une étude pluridisciplinaire et comparative qui ne se contente pas d'analyser l'action des services secrets des belligérants en Suisse, ou celle du service de contre-espionnage helvétique.

Ce livre révèle que la Suisse – petit pays (neutre de surcroît) – a été au centre des préoccupations des deux camps entre 1914 et 1918. Ils s'y sont âprement affrontés dans des domaines aussi variés que la recherche de renseignements militaires, le contre-espionnage, la diplomatie secrète (contacts en vue de négocier la paix), l'idéologie (diffusion des propagandes de guerre, des doctrines pacifistes et internationalistes), l'économie (blocus de l'Entente et contre-blocus de l'Allemagne, captage des matières premières et des produits finis), la technique.

Outre le fait que l'auteur ait choisi de traiter un sujet inédit en se documentant aux meilleures sources archivistiques françaises et étrangères, il n'expose pas le seul point de vue des vainqueurs, ou le seul regard d'une des grandes puissances.

Sa synthèse relie une multitude d'affaires, apparemment sans lien entre elles, en une histoire cohérente et insoupçonnée. Ceci explique que ce livre soit appelé à devenir un livre de référence, essentiel pour comprendre toute la profondeur et la complexité de la Grande Guerre.



¹ Tome 1 1914-1915. Collection Arcana Imperii – Sciences humaines et sociales – Histoire

Directeur de la publication:
Gdi (2°s) MOINARD (*Association MINERVE*),

Comité éditorial:
Col BORDIER,
Lcl HEMEZ,
Col (H) MAZEL (*Association MINERVE*),
Col (R) MISSET.

Rédacteur en chef:
Lcl (TA) HEMEZ

Rédacteur en chef adjoint:
Col (R) MISSET

Rédacteur en chef adjoint technique:
Col (H) MAZEL

Site intraterre: www.cdec.terre.defense.gouv.fr
(rubrique publications)

site Internet:
<http://www.penseemiliterre.fr>

Dépôt légal:

version impression: ISSN 2552-8750

ISBN: 978-2-11-151767-7

version électronique: ISSN 2553-6818

ISBN 978-2-11-151768-4

Impression - Routage: EDIACA
76 rue de la Talaudière BP 80508
42007 SAINT-ETIENNE CEDEX 01
Téléphone: 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25
Tirage: 1.800 exemplaires